



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 20 NOVEMBRE 2024
GEMEENTERAAD VAN 20 NOVEMBER 2024

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - BRULOCALIS - Renouvellement du Conseil d'Administration - Désignation d'un administrateur jusqu'au renouvellement global prévu le 18/6/2025 - Didier VAN MERRIS.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du 5 décembre 2018 par laquelle il a été procédé à l'installation du Conseil Communal issu des élections du 14 octobre 2018 et à l'élection des Echevins ;

Vu la délibération du 20/02/2019, désignant Madame Danielle EVRAUD, Conseillère Communale MR en qualité d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de Brulocalis, Rue Royale 168 Koningsstraat - Bruxelles 1000 Brussel ;

Vu le courrier du 07/10/2024 de Brulocalis demandant aux communes de remplacer leur administrateur s'il n'a pas été réélu et a perdu son mandat local, pour compléter les mandats vacants au **CA jusqu'au renouvellement global prévu le 18/6/2025**, et ce avant l'installation des conseils communaux issus des élections du 13 octobre.

Considérant que chacune des 19 communes devra désigner son administrateur, lequel sera installé par l'AG du 18 juin 2025 après l'installation des conseils communaux.

Vu que Madame Danielle EVRAUD n'a pas été réélue au terme du scrutin du 13/10/2024 ;

Considérant que ce mandat doit être redistribué au parti auquel avait été attribué ce mandat au terme des élections du 14/10/2018 ;

Vu l'article 15 & 3 des statuts qui stipule que seuls les bourgmestres, les échevins et les conseillers communaux peuvent faire l'objet d'une nomination comme administrateurs ;

Considérant que le mandat d'administrateur est rémunéré ;

DECIDE :

Article unique :

De désigner Monsieur Didier VAN MERRIS, Conseiller communal en qualité d'administrateur au sein du Conseil d'Administration de Brulocalis, Rue Royale 168 Koningsstraat - Bruxelles 1000 Brussel **jusqu'au renouvellement global prévu le 18/06/2025.**

Gemeentelijk Secretariaat - BRULOCALIS - Vernieuwing van de Raad van Bestuur - Aanduiding van een bestuurder tot algehele vernieuwing op 18/6/2025 - Didier VAN MERRIS.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 5 december 2018 waarbij de Gemeenteraad voortvloeiend uit de verkiezingen van 14 oktober 2018 werd geïnstalleerd en de Schepenen werden verkozen ;Gelet op de beraadslaging van 20/02/2019 waarbij mevrouw Danielle EVRAUD, MR Gemeenteraadslid wordt benoemd als bestuurder in de Raad van Bestuur van Brulocalis, Koningsstraat 168 - Brussel 1000 Brussel ;Gelet op

de brief van Brulocalis van 07/10/2024 waarin de gemeenten gevraagd wordt om hun bestuurder te vervangen indien deze niet herverkozen is en zijn/haar lokaal mandaat verloren heeft, teneinde de vacante mandaten in de Raad van Bestuur in te vullen **tot de algemene hernieuwing voorzien op 18/6/2025**, en dit vóór de installatie van de gemeenteraden die voortvloeien uit de verkiezingen van 13 oktober. Rekening houdend met het feit dat elk van de 19 gemeenten zijn bestuurder zal moeten benoemen, die zal worden geïnstalleerd door de Algemene Vergadering van 18 juni 2025 na de installatie van de gemeenteraden. Overwegende dat mevrouw Danielle EVRAUD na afloop van de verkiezingen van 13/10/2024 niet herkozen werd ; Overwegend dat dit mandaat moet worden herverdeeld aan de partij waaraan dit mandaat was toegekend na afloop van de verkiezingen van 14/10/2018 ; Gelet op artikel 15 & 3 van de statuten, dat bepaalt dat enkel burgemeesters, schepenen en gemeenteraadsleden als bestuurder kunnen benoemd worden; Overwegende dat het mandaat van bestuurder bezoldigd is ;

BESLUIT:

De heer Didier VAN MERRIS, gemeenteraadslid, te benoemen als bestuurder in de Raad van Bestuur van Brulocalis, Koningsstraat 168 - Brussel 1000 Brussel **tot de algehele vernieuwing voorzien op 18/06/2025**.

1 annexe / 1 bijlage

Molenbeek-Saint-Jean_20241007_Courriers aux communes_Renouvellement_FR NL.pdf

2 Secrétariat communal - IGRETEC - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du 28 novembre 2024.

LE CONSEIL,

Considérant l'affiliation de la Commune/Ville/Province/CPAS à l'Intercommunale IGRETEC ;
Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;
Considérant que la prochaine assemblée générale ordinaire d'IGRETEC se déroulera le 28 novembre 2024 à 17h30, boulevard Mayence, 1 à 6000 Charleroi, salle Le Cube (7ème étage).

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les points 1 à 4 de l'ordre du jour :

1. Affiliations/Administrateurs ;
2. Modification statutaire ;
3. Deuxième évaluation du Plan Stratégique 2023-2025 ;
4. In House : modification de quatre fiches de tarification.

Article 2 :

De charger ses délégués à cette assemblée de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 20 novembre 2024.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1 à 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com)

Gemeentelijk secretariaat - IGRETEC - Goedkeuring van de dagorde van de gewone algemene vergadering van 28 november 2024.

DE RAAD,

Gezien de aansluiting van de gemeente/stad/provincie/CPAS bij de Intercommunale IGRETEC ;
Gezien de code voor lokale democratie en decentralisatie ;
Overwegende dat de volgende gewone algemene vergadering van IGRETEC zal plaatsvinden op 28 november 2024 om 17:30 uur ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

De agendapunten 1 tot en met 4 goed te keuren :

1. Lidmaatschappen/Bestuurders ;
2. Statutenwijzigingen ;
3. Tweede evaluatie van het Strategisch Plan 2023-2025;
4. In House: wijziging van vier tarievenbladen.

Artikel 2 :

Zijn afgevaardigden in deze vergadering op te dragen zich te schikken naar de wensen die de gemeenteraad in zijn vergadering van 20/11/2024 heeft geuit.

Een kopie van deze resolutie wordt gezonden aan IGRETEC, Boulevard Mayence 1/1, 6000 Charleroi (isabelle.bayonnet@igretec.com).

6 annexes / 6 bijlagen

AG 28.11.2024 - Note Associés.pdf, Annexe Pt 4 AG_In House - Tarification - Géomètre.pdf, Annexe Pt 4 AG_In House - Tarification - Assistance à Maitrise ouvrage.Batiments & Infrastructures.pdf, Annexe Pt 4 AG_In House - Tarification - Assistance à Maitrise ouvrage.Voirie egouttage.pdf, Annexe Pt 4 AG_In House - Tarification - Voirie égouttage.pdf, Annexe Pt 3 AG_2ème évaluation Plan strat 2023-2025.pdf

3 **Enseignement francophone - Approbation du projet d'établissement de l'école n°8.**

LE CONSEIL,

Vu le Décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que l'article 67 § 1er du Décret du 24 juillet 1997 précité dispose que :

« Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69, § 2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte :

1° des élèves inscrits dans l'établissement, de leurs caractéristiques tant culturelles que sociales, de leurs besoins et de leurs ressources dans les processus d'acquisition des compétences et savoirs;

2° des aspirations des élèves et de leurs parents en matière de projet de vie professionnelle et de poursuite des études;

3° de l'environnement social, culturel et économique de l'école;

4° de l'environnement naturel, du quartier, de la ville, du village dans lesquels l'école est implantée.

Lorsqu'il s'agit d'un établissement d'enseignement ordinaire, le projet d'établissement fixe les choix pédagogiques et les actions prioritaires mises en œuvre pour favoriser l'intégration des élèves à besoins spécifiques, après consultation préalable du comité de concertation de base pour les établissements d'enseignement organisés par la Communauté française, de la Commission paritaire

locale pour les établissements d'enseignement officiel subventionné par la Communauté française ou des instances de concertation locale ou à défaut des délégations syndicales pour les établissements d'enseignement libre subventionné par la Communauté française.

Le projet d'établissement est un outil pour atteindre les objectifs généraux et les objectifs particuliers du décret ainsi que les compétences et savoirs requis.

Dans l'enseignement fondamental, le projet d'établissement établit la manière selon laquelle est favorisée la communication entre l'élève, les personnes investies de l'autorité parentale ou qui assument la garde en droit ou en fait du mineur soumis à l'obligation scolaire et le personnel enseignant, auxiliaire d'éducation, psychologique, social et paramédical. [...] » ;

Vu la circulaire 9308 du 5 juillet 2024 relative à l'organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2024-2025 ;

Considérant que la circulaire précitée dispose que « dans le respect des objectifs du Décret-Missions, chaque pouvoir organisateur définit son projet éducatif et son projet pédagogique. Chaque école élabore quant à elle son projet d'établissement » ;

Considérant que ce nouveau projet est l'aboutissement d'une démarche participative impliquant les différents intervenants de l'école ;

Considérant que le nouveau projet d'établissement a été approuvé par le Conseil de Participation de l'école n°8 en sa séance du 7 octobre 2024.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le nouveau projet d'établissement de l'Ecole fondamentale francophone n°8 – *Les Petits Marcoux*–, approuvé en Conseil de Participation de l'école, en sa séance du 7 octobre 2024 ;

Article 2 :

De joindre un exemplaire de ce projet d'établissement à la présente.

Franstalig onderwijs - Goedkeuring van het schoolproject voor school nr. 8.

1 annexe / 1 bijlage

Projet d'établissement école 2024-2027.pdf

4 Développement durable - Approbation de la convention avec Bruxelles Environnement dans le cadre du subsidie Plan d'Action Climat.

LE CONSEIL,

Vu l'appel à projets 2022 de Bruxelles Environnement dans le cadre du programme régional « Action Climat - Soutien aux Communes et CPAS » ;

Vu la décision du Collège Echevinal du 19/05/2022 de marquer son accord pour la candidature de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au dit appel à projet pour le projet Plan d'action climat;

Vu la décision du Conseil communal du 26/12/2022 d'approuver la convention de subvention pour le Plan d'Action Climat ;

Considérant la possibilité d'un subsidie de renforcement de Bruxelles Environnement pour la mise en place du Plan d'Action Climat ;

Vu la décision du Collège Echevinal du 06/06/2024 de marquer son accord pour la candidature de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au subsidie de renforcement de la mise en place du Plan d'Action Climat ;

Vu l'approbation du Gouvernement pour l'octroi du subsidie de renforcement de la mise en place du Plan d'Action Climat ;

Vu la convention de subventionnement proposée par Bruxelles Environnement à cet effet (voir annexe) ;

Vu que la convention proposées par Bruxelles Environnement prévoit une contribution financière sur fonds propres de la Commune à hauteur de 10% du budget octroyé, soit 13.000, EUROS;

Considérant que le budget total du projet s'élève donc à 143.000 EUROS et est inscrit à l'article budgétaire 8792/124-48 du budget ordinaire 2025 (Développement Durable – Frais de fonctionnement) et à l'article de

recette 8792/485-48 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de la convention proposée par Bruxelles Environnement et de l'approuver.

Article 2 :

De charger le service Développement Durable de la coordination du projet en collaboration avec les autres services communaux.

Expédition de la présente aux services : Finances, Recette.

Duurzame ontwikkeling - Goedkeuring van overeenkomst met Leefmilieu Brussel in het kader van de subsidie Klimaatactieplan.

DE RAAD,

Gelet op de projectoproep 2022 van Leefmilieu Brussel in het kader van het gewestelijk programma "Klimaat actie - Ondersteuning aan Gemeenten en OCMW's";

Gelet op beslissing van het Schepencollege van 19/05/2022 waarbij het instemt met de kandidaatsstelling van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek met betrekking tot de vermelde projectoproep voor het project Klimaatactieplan;

Gelet op beslissing van het Gemeenteraad van 26/12/2022 om de overeenkomst voor het Klimaatactieplan goed te keuren;

Overwegende de mogelijkheid van een versterkingssubsidie van Leefmilieu Brussel voor de uitvoering van het Klimaatactieplan;

Gelet op beslissing van het Schepencollege van 06/06/2024 waarbij het instemt met de kandidaatsstelling van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek met betrekking tot de versterkingssubsidie voor het project Klimaatactieplan;

Gezien de toekenning van de Regering van de versterkingssubsidie voor de Klimaatactie plan;

Gelet op de betreffende subsidiëringsovereenkomst voorgesteld door het Leefmilieu Brussel (zie bijlaag);

Gelet op het feit dat de overeenkomst voorgesteld door Leefmilieu Brussel een financiële bijdrage voorzien van de Gemeente namelijk 10% van het toegekend budget, hetzij 13.000 EUR;

Overwegende het totaalbudget voor het project van 143.000 EUR, ingeschreven is op het begrotingsartikel 8792/124-48 van de gewone begroting 2025 (Duurzame Ontwikkeling – Werkingskosten) en belasting artikel 8792/485-48;

BESLUIT:

Artikel 1:

Kennis te nemen van de voorgestelde overeenkomst van Leefmilieu Brussel en die goed te keuren.

Artikel 2:

De Cel Projecten van Duurzame Ontwikkeling te belasten met de coördinatie van het project samenwerking met de andere diensten.

Verzending van deze beraadslaging: Financiën, Ontvangsten.

1 annexe / 1 bijlage

2024.10 - Convention PAC volet2.pdf

5 **Classes moyennes - Règlement relatif aux activités ambulantes-Marchés - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 119 de la Nouvelle loi communale ;

Vu le Règlement relatif aux activités ambulantes – marchés, de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean séance du Conseil Communal du 24 juin 2015 et modifié le 24 février 2021 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 modifiant l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes ;

Vu l'ordonnance du 14 décembre 2023 simplifiant les règles en matière d'accès à la profession ;

Considérant l'obligation d'adapter le règlement communal pour l'aligner avec l'Arrêté et l'ordonnance susmentionnés ;

Considérant les recommandations et avis reçus, le 9 et le 29 juillet 2024 du Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Économie et Emploi ;

Considérant que le texte initial du règlement a été révisé et amendé conformément aux exigences et en se basant sur les recommandations émises par le Service public régional de Bruxelles - Bruxelles Économie et Emploi, dans le courriel officiel du 9 juillet 2024 ;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif à la réglementation du fonctionnement des marchés publics qui stipule que les autorités locales sont compétentes pour organiser et réguler les marchés dans leur juridiction ;

Vu l'article 145 du Code des impôts sur les revenus de 1992 qui impose à chaque contribuable la tenue d'une comptabilité conforme et la déclaration fidèle de ses revenus ;

Vu la loi du 16 janvier 2003 sur la protection de la concurrence et la prévention de la fraude économique, permettant aux autorités locales de prendre des mesures pour prévenir des pratiques commerciales déloyales ;

Vu l'arrêté royal du 29 décembre 1992 relatif à la réglementation du fonctionnement des marchés publics qui stipule que les autorités locales sont compétentes pour organiser et réguler les marchés dans leur juridiction ;

Considérant la nécessité d'adapter le règlement des marchés communaux à la réalité du terrain ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des modifications du règlement relatif aux marchés afin de gérer au mieux les occupations hebdomadaires sur l'aire des marchés de la commune, grâce à une base légale qui précise les droits et devoirs des marchands, la sécurité, le respect des directives communales, etc. ;

DÉCIDE :

De modifier son règlement relatif aux activités ambulantes – Marchés :

**RÈGLEMENT RELATIF AUX ACTIVITÉS AMBULANTES -
MARCHÉS**

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1^{er}

Le présent titre de ce règlement règle une matière visée par les articles 117 et 119bis de la Nouvelle Loi Communale, la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, ainsi que l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2024 relatif à l'aide pour le lancement d'un projet d'entreprise.

Article 2 - Organisation d'activités ambulantes

L'exercice de toute activité ambulante sur le domaine public, de même que l'organisation de toute activité ambulante sur le domaine privé, est soumis à une autorisation préalable de la commune suivant les règles établies au présent chapitre. La commune, avant d'autoriser une activité ambulante

sur le domaine public ou sur le domaine privé, peut demander l'avis préalable et non contraignant d'une personne spécialisée dans le domaine de spécification du marché pour lequel une demande d'autorisation a été adressée à la commune, afin de s'assurer que les produits qui seront mis en vente par le demandeur correspondent bien à l'objet du marché organisé.

Aucune activité ambulante ne peut être organisée ou exercée dans les parcs, jardins publics, plaines et aires de jeux, sauf autorisation exceptionnelle du Collège des Bourgmestres et Échevins.

L'exercice et l'organisation d'une activité ambulante peuvent être autorisés aux abords de ceux-ci, dans le respect des règles de circulation routière et pour autant qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité et à la libre circulation des passants.

Article 3 - Conditions d'exercice

Toute entreprise souhaitant exercer des activités commerciales ambulantes sur le territoire de la commune, doit :

- Être une entreprise visée à l'article I.1, 1^o, du Code de droit économique ;
- Être inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément à l'article III.16 du Code de droit économique, avec des détails précisant les types d'activités commerciales exercées, soumises à la TVA, conformément aux codes NACEBEL applicables à chaque catégorie d'activité commerciale ambulante sur éventaires et marchés ;
- Détenir, lorsque le type d'activité le requiert, un enregistrement, un agrément ou une autorisation AFSCA et/ou un avis conforme des services d'incendie ;
- Obtenir, après satisfaction des conditions précédentes, une autorisation de la commune, délivrée suivant les procédures décrites aux sections suivantes.

Le service communal gestionnaire des marchés est autorisé à requérir des documents, des pièces justificatives et des informations supplémentaires auprès des marchands et de leurs préposés, pour des motifs d'identification, de conformité juridique et de sécurité publique. Cette procédure se fait sans préjudice des compétences principales des autorités fédérales et régionales en matière de régulation commerciale.

CHAPITRE II : ORGANISATION D'ACTIVITÉS AMBULANTES SUR LES MARCHÉS PUBLICS

Section 1 : Dispositions générales applicables aux marchés publics

Article 4 - Organisation de marchés sur la voie publique

Il est défendu d'établir, d'organiser ou de tenir un marché, si ce n'est aux endroits, jours et heures désignés par le Conseil communal. Ces marchés peuvent faire l'objet de concessions de services publics conformément aux prescriptions de la convention de concession de services publics approuvées par le Conseil communal.

Article 5 - Marchés en concession

Le ou les concessionnaires pourront :

- Apporter des dérogations aux articles 7 dernier alinéa, 8, 9 § 3, 10, 12 et 13 uniquement en ce qui concerne la durée et la fréquence de perception des abonnements, et 24 § 1er du présent règlement ;
- Prévoir un système d'arbitrage.

Ces dérogations ne prendront effet qu'après l'approbation du Conseil communal, laquelle sera formalisée par une convention à valider par ce dernier et après accomplissement des formalités de publicité requises. Elles feront l'objet des mêmes mesures de publicité que le présent règlement.

Article 6

La commune organise les marchés publics suivants sur le domaine public :

Marché du dimanche :

Lieu :

Le marché dominical se déroule sur le terre-plein de la Place Communale ainsi que sur la portion adjacente de la rue du Comte de Flandre. En cas de forte affluence des marchands occasionnels, le marché peut exceptionnellement s'étendre jusqu'à la zone située devant la sortie du Métro Comte de Flandre.

Heures :

Du 1er novembre au 28 février, entre 9h et 15h.

Du 1er mars au 31 octobre, entre 9h et 16h.

Spécialisation :

Mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands occasionnels (volants) ou sur dérogation du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Plan des emplacements :

Un plan du marché peut être consulté auprès du service communal gestionnaire des marchés, comportant la distinction des emplacements affectables pour l'exercice de commerces alimentaires et non alimentaires.

Marché du jeudi :

Lieu :

Place Communale ; rue du Comte de Flandre depuis le parvis jusqu'à la place communale ; rue Sainte-Marie ; rue de l'Avenir entre le Parvis et la rue de la Prospérité ; pourtour du parvis Saint-Jean-Baptiste ; rue du Facteur ; rue Bonnevie ; le pourtour et les abords de l'Église Saint-Jean-Baptiste.

Heures : Entre 8h et 14h.

Spécialisation :

Mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands occasionnels (volants) ou sur dérogation du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Plan des emplacements :

Un plan du marché peut être consulté auprès du service communal gestionnaire des marchés.

Marché du mardi :

Lieu :

Place de la Duchesse de Brabant..

Heures : Entre 8h et 14h.

Spécialisation :

Mixte, spécialisation par zone, exception faite pour les marchands occasionnels (volants) ou sur dérogation du Collège des Bourgmestre et Échevins.

Plan des emplacements :

Un plan du marché peut être consulté auprès du service communal gestionnaire des marchés.

Le Collège ou le concessionnaire peut réserver certaines zones des marchés à la vente de produits spécifiques.

Le Bourgmestre pourra, lors de travaux d'utilité publique, d'événements calamiteux et autres circonstances exceptionnelles, soit déplacer ou supprimer temporairement un ou plusieurs marchés, soit uniquement déplacer un certain nombre d'échoppes, soit modifier les heures spécifiques à chaque marché, tout cela à titre temporaire également.

En pareils cas, le commerçant ambulant ne pourra prétendre à aucune indemnité quelle qu'elle soit.

Article 7 - Conditions relatives à l'attribution des emplacements

Un emplacement sur les marchés de la commune ne peut être attribué qu'aux entreprises se conformant aux conditions énoncées à l'article 3 du présent règlement.

Les emplacements peuvent occasionnellement être attribués à des personnes réalisant des ventes sans caractère commercial, visées à l'article 7 de l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes.

Article 8 - Proportion d'attribution

Les emplacements sur le marché public sont attribués :

- Soit par abonnement (maximum 95 % du nombre total d'emplacements) ;
- Soit au jour le jour (minimum 5 % du nombre total d'emplacements).

Parmi les emplacements à attribuer par abonnement, priorité est accordée aux démonstrateurs à concurrence de 5 % du nombre total des emplacements du marché.

Article 9 - Règles d'attribution des emplacements par abonnement sur les marchés communaux

§ 1er. Vacances et candidature des emplacements par abonnement

a. Si un emplacement à attribuer par abonnement est vacant et qu'il existe, pour l'emplacement concerné, au moins un candidat inscrit sur le registre des candidatures (tel que défini à l'article 9§2), et ce pour chaque catégorie de candidature (telles que définies à l'article 9§3), le service communal gestionnaire des marchés proposera un abonnement aux candidats dans l'ordre de priorité (tel que décrit à l'article 9§3).

b. Si un emplacement à attribuer par abonnement est vacant et si aucun candidat n'est inscrit sur le registre des candidatures pour l'emplacement concerné (ou pour chaque catégorie de candidature telle que définie à l'article 9§3), ou si aucun candidat de la liste ne répond à la proposition d'attribution, la vacance est annoncée par la publication d'un avis sur le site web de la commune.

Les candidatures sont introduites dans le délai prévu dans l'avis de vacance. Elles peuvent être introduites à la suite d'un avis de vacance ou à tout autre moment. Elles doivent également contenir les mentions et documents suivants :

1. Le nom, le prénom et l'adresse de la personne par laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle la demande est introduite ;
2. Le cas échéant, la raison sociale de l'entreprise à laquelle l'emplacement sera attribué et l'adresse de son siège social ;
3. Le numéro de l'entreprise pour laquelle la demande est introduite, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement ;
4. Le type de produits proposés à la vente et les installations utilisées pour la vente ;
5. Un extrait intégral de l'inscription de l'entreprise candidate à la Banque-Carrefour des Entreprises. L'inscription doit préciser les types d'activités réalisées, soumises à la TVA, conformément aux codes NACEBEL applicables à chaque catégorie d'activité commerciale ambulante sur éventaires et marchés et, lorsque le type d'activité le requiert, une copie de l'enregistrement, de l'agrément ou de l'autorisation AFSCA et/ou de l'avis conforme des services d'incendie, visés au même article 3 et relatifs à l'entreprise pour laquelle la demande est introduite ;
6. Le service communal gestionnaire des marchés est habilité à requérir des informations et documents supplémentaires afin de mieux identifier et clarifier la situation d'une entreprise sollicitant son inscription au registre, selon les besoins légalement fondés.

La candidature qui sera considérée comme irrecevable ou incomplète ne sera pas inscrite dans le registre des candidatures et ne sera donc pas prise en considération. Le service communal gestionnaire des marchés en informera le demandeur par lettre recommandée, en clarifiant les motifs d'irrecevabilité.

§ 2. Registre des candidatures

Toutes les candidatures sont consignées dans un registre au fur et à mesure de leur réception.

Conformément au décret et à l'ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission Communautaire Commune et la Commission Communautaire Française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté au service communal gestionnaire des marchés ou auprès du concessionnaire.

Les candidatures restent valables tant qu'elles n'ont pas été satisfaites ou retirées par leur auteur, à condition que, tous les ans, dans la semaine qui précède la date d'anniversaire de l'introduction de leur candidature, les candidats figurant dans le registre confirment celle-ci afin de demeurer dans le registre.

La commune peut limiter les inscriptions dans son registre aux produits spécifiés, conformément à ses exigences de marché et à sa politique commerciale. Les candidatures non conformes seront exclues dudit registre.

Sous peine d'irrecevabilité, la candidature doit être formulée par écrit et doit obligatoirement être adressée au service communal gestionnaire des marchés, soit par lettre recommandée, soit déposée en mains propres au guichet de cette même cellule contre un accusé de réception, soit sur support durable (par exemple un courrier électronique à l'adresse du service) contre accusé de réception.

§ 3. Ordre de l'attribution des emplacements

En cas de vacance d'un emplacement par abonnement, les candidatures sont classées comme suit dans le registre en vue de l'attribution de l'emplacement :

- 1° Aux démonstrateurs dans la mesure où ils n'atteignent pas 5 % du nombre total d'emplacements, compte tenu de leur éventuelle spécialisation ;
- 2° Aux candidats, autres que les démonstrateurs, par priorité dans l'ordre établi ci-dessous :
 - a) Aux personnes qui sollicitent un emplacement suite à la suppression de celui qu'elles occupaient sur l'un des marchés de la commune ou auxquelles la commune a notifié un préavis pour cause de suppression définitive du marché ou d'une partie des emplacements ;
 - b) Aux personnes qui sollicitent une modification des dimensions de leur emplacement ;

- c) Aux personnes qui demandent un changement géographique de leur emplacement ;
- d) Aux candidats externes.

Dans chacune des quatre catégories établies ci-dessus, les candidatures sont classées par priorité selon l'emplacement et de la spécialisation sollicitée, et le cas échéant, selon la date.

Lorsque deux ou plusieurs demandes, appartenant à la même catégorie, sont introduites simultanément, l'ordre de préférence est déterminé comme suit :

- a) La priorité est donnée au demandeur qui a le plus d'ancienneté sur les marchés de la commune ; lorsque l'ancienneté ne peut pas être comparée, la priorité est déterminée par tirage au sort ;
- b) Pour les candidats externes, la priorité est déterminée par tirage au sort.

Les candidatures sont valides pour une durée d'un an et doivent être renouvelées exactement à la date anniversaire de leur dépôt initial, sans tolérance de retard, pour conserver leur statut actif dans le registre. Un défaut de renouvellement à cette date spécifique entraînera automatiquement le retrait de la candidature du registre.

§ 4. Notification de l'attribution des emplacements par abonnement

L'attribution de l'emplacement est notifiée au demandeur :

- Soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- Soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- Soit par support durable avec accusé de réception.

Lorsque l'attribution d'un emplacement a été notifiée, le titulaire de l'abonnement a 15 jours pour en prendre possession. Passé ce délai, la décision d'attribution de l'emplacement devient caduque et l'emplacement fera l'objet d'une nouvelle procédure d'attribution, sauf justificatif transmis dans les plus brefs délais au service communal gestionnaire des marchés ou au concessionnaire.

§ 5. Le registre des emplacements attribués par abonnement

Un plan ou registre est tenu, mentionnant pour chaque emplacement attribué par abonnement :

- Le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
- S'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
- Le numéro d'entreprise ;
- Les produits et/ou les services offerts en vente ;
- S'il y a lieu, la qualité de démonstrateur ;
- La date d'attribution de l'emplacement ;
- Si l'activité est saisonnière, la période d'activité ;
- Le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
- S'il y a lieu, le nom et l'adresse du cédant et la date de la cession.

Conformément au décret et à l'ordonnance conjoints du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles-Capitale, la Commission Communautaire Commune et la Commission Communautaire Française relatifs à la publicité de l'administration dans les institutions bruxelloises, ce registre peut toujours être consulté au service communal gestionnaire des marchés ou auprès du concessionnaire.

Article 10 – L'organisation et l'attribution des emplacements au jour le jour

1. Cadre Réglementaire de l'organisation des attributions au jour le jour

L'attribution des emplacements au jour le jour représente au minimum 5 % de la totalité des emplacements du marché. La commune procède à un tirage au sort avant le début de chaque marché hebdomadaire pour attribuer ces emplacements aux marchands occasionnels ne disposant pas d'emplacement fixe. Cette attribution est ajustée en fonction des besoins du marché et des évaluations du Placier, en tenant compte des circonstances imprévues.

La commune peut également, en cas de nécessité, établir un registre de pré-inscription relatif aux marchands occasionnels (volants), préalablement aux jours de marché, pour des emplacements attribués habituellement au jour le jour, selon les mêmes modalités qui sont d'application pour les abonnements ;

Les emplacements non occupés par les abonnés seront alloués aux marchands occasionnels par le Placier. Si des emplacements demeurent vacants après cette attribution, ils pourront être octroyés temporairement aux abonnés en demande. En cas de demandes multiples pour un même emplacement, celui-ci sera attribué par tirage au sort effectué par le Placier.

Un seul emplacement par marché peut être attribué à chaque marchand occasionnel (volant).

2. Modalités d'inscription au registre des candidats au tirage au sort :

Les entreprises candidates qui peuvent s'inscrire au registre des marchands occasionnels (volants) candidats au tirage au sort pour les emplacements au jour le jour, après l'accord du service communal gestionnaire des marchés dans le respect du présent règlement, doivent :

- a. Satisfaire à toutes les conditions citées dans l'article 3 ;
- b. Obtenir l'accord du Placier et des agents du service communal gestionnaire des marchés pour participer au tirage au sort ;
- c. Les représentants (administrateurs ou gérants journaliers) des entreprises candidates au tirage au sort doivent être physiquement présents sur place pour y prendre part.

Le service communal gestionnaire des marchés a le droit de demander des documents et informations supplémentaires aux marchands occasionnels (volants), pour des motifs de conformité juridique ou de sécurité publique. Cette procédure se fait sans préjudice de compétences principales des autorités fédérales et régionales en régulation commerciale.

3. Modalités de paiement de la redevance :

Le paiement de la redevance pour le droit d'usage relatif à l'emplacement par ces marchands sera effectué le jour même entre les mains du Placier, uniquement par le biais d'un paiement électronique (Bancontact). Ce droit ne vaut que pour un seul jour.

4. Interdictions et Obligations Réglementaires

- a. Les marchands occasionnels sont tenus de respecter rigoureusement les directives du Placier, notamment observer les conditions techniques spécifiques à chaque emplacement, telles que le respect de l'alignement, le montage en retrait, la propreté et le nettoyage de l'emplacement ainsi que de ses abords avant de le quitter, et les règles concernant la présence de véhicules autorisés.
- b. Le marchand qui s'est vu attribuer un emplacement au jour le jour ne peut en aucun cas céder son emplacement à un autre marchand sans l'autorisation du Placier ;
- c. Il est formellement interdit aux marchands occasionnels (volants) de procéder à tout déplacement ou permutation géographique des emplacements entre eux, sans autorisation préalable du Placier ;
- d. Le marchand qui s'est vu attribuer un emplacement au jour le jour ne peut quitter le marché avant la fin officielle de la vente, sans dérogation pour circonstances exceptionnelles accordée par le Placier.

5. Sanctions et mesures préventives relatives à la fraude au tirage au sort :

§ 1. Prévention des manipulations du tirage au sort

En présence de soupçons de manipulation du tirage au sort par des membres d'une même famille ou des entités liées et lorsqu'un indice, tel que le partage de marchandises, de moyens de transport ou d'autres moyens entre les entités, est considéré comme une manœuvre visant à augmenter artificiellement leurs chances d'obtenir un emplacement pour le bénéfice d'un compte unique, le Collège des Bourgmestre et Echevins prendra les mesures suivantes :

- a) refuser l'inscription simultanée de leurs entreprises pour un même marché ;
- b) une seule entreprise parmi celles-ci pourra participer au tirage au sort ;
- c) cette même entreprise sera exclusivement autorisée à prendre part aux tirages ultérieurs, à l'exclusion des autres entités initialement suspectées.

§ 2. Procédure de vérification

En cas de contestation de la décision communale par les entités concernées, la commune se réserve le droit et le devoir de solliciter le concours des autorités fédérales compétentes, telles que le Service Public Fédéral Finances, l'Office National de Sécurité Sociale (O.N.S.S.) et l'Inspection Spéciale de Impôts (I.S.I.), pour enquêter sur la situation fiscale des entreprises concernées, afin de vérifier leur conformité avec les lois fiscales et sociales en vigueur.

En cas de contestation de la décision communale par les entités concernées, l'administration communale pourra, dans le respect de ses obligations légales, solliciter l'intervention des autorités fédérales compétentes, telles que le Service Public Fédéral Finances, l'Office National de Sécurité Sociale (O.N.S.S.) et l'Inspection Spéciale des Impôts (I.S.I.), afin de vérifier la conformité des entreprises concernées avec la législation fiscale et sociale en vigueur.

§ 3. Sanctions

En cas de tentatives répétées de s'inscrire, nonobstant les avertissements préalables, le Collège des

Bourgmestre et Échevins, en se basant sur un rapport circonstancié du Placier et/ou du service communal gestionnaire des marchés, décidera des sanctions supplémentaires, y compris l'exclusion permanente du marché, en application aux dispositions de l'Article 48 § 1^{er}.3 du présent règlement.

Article 11 - Exigence d'identification en cas d'exercice d'activités ambulantes sur le marché public

Toute personne qui exerce une activité ambulante sur le marché public doit, si elle exerce l'activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, s'identifier au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur l'étal ou le véhicule. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls et doit comporter les mentions suivantes :

1. Le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ; soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée,
2. La raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;
3. Selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
4. Le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

Article 12 - Durée de l'abonnement

Les abonnements sont octroyés pour une durée de trois mois.

À l'expiration de cette durée, les abonnements sont renouvelés tacitement, sauf stipulation contraire du demandeur et sauf retrait signifié par lettre recommandée par l'Administration communale dans les cas stipulés aux articles 14 et 16 du présent règlement.

Article 13 - Perception

Le paiement d'une redevance pour l'usage d'un emplacement sur les marchés hebdomadaires de la commune, sous forme d'un abonnement trimestriel, est obligatoire. Cette redevance finance, entre autres, les services fournis par la commune, incluant la préparation, la gestion de la propreté des emplacements, et l'élimination des déchets abandonnés par les visiteurs à la clôture des marchés.

Le paiement de ces abonnements trimestriels est exigible pour le trimestre en cours, y compris dans les cas de suspension prévus à l'article 16 du présent règlement. Ils sont payables au plus tard le vingt du mois précédant le trimestre auquel ils se rapportent par virement sur le compte de l'Administration Communale.

Au cas où le paiement n'est pas enregistré à ladite date, le titulaire de l'abonnement pourra se voir retirer définitivement le droit d'occuper son emplacement en vertu de la décision du Collège des Bourgmeestre et Échevins.

Le contrevenant pourra dans ce cas être expulsé sur-le-champ de son emplacement sur injonction d'un agent habilité ou du concessionnaire.

Article 14 - Suspension de l'abonnement par son titulaire

Le titulaire d'un abonnement peut le suspendre lorsqu'il se trouve, pour une période prévisible d'au moins trois mois, dans l'incapacité d'exercer son activité :

- Pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ;
- Pour un cas de force majeure dûment démontré.

La suspension prend effet le jour où la commune ou le concessionnaire est informé de l'incapacité et cesse au plus tard cinq jours après la communication de la reprise des activités, par lettre recommandée contre accusé de réception.

Durant la période de suspension, l'emplacement sera, soit attribuée en priorité au commerçant voisin de cette échoppe, dans le cas où celui-ci manifesterait un intérêt pour l'incorporer à son emplacement existant, soit allouée de manière temporaire, sur une base journalière.

Le titulaire de l'abonnement récupère son emplacement à la fin de la suspension.

Article 15 - Résiliation de l'abonnement

Le titulaire de l'abonnement peut résilier son l'abonnement :

- Lorsqu'il se trouve dans l'un des cas de suspension temporaire prévus à l'article 14 du présent règlement, à l'échéance de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- À l'échéance de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;

- À la cessation de ses activités ambulantes, moyennant un préavis d'au moins 30 jours ;
- S'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour maladie ou accident attesté par un certificat médical ou pour un cas de force majeure dûment démontré. Dans ce cas, aucun préavis n'est exigé.

Les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de cette personne, résilier, sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

Les demandes de suspension, de reprise et de résiliation d'un abonnement sont notifiées selon l'une des modalités suivantes :

- Par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- Par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;
- Sur un support durable (e-mail).

Article 16 - Suspension et retrait de l'abonnement

§ 1er. L'abonnement pourra être suspendu par le Collège des Bourgmestre et Échevins ou par le concessionnaire dans les cas suivants, après avoir adressé au titulaire de l'abonnement un avertissement et lui avoir donné la possibilité d'être entendu :

- En cas d'absence durant quatre semaines successives sans en avertir le Placier, au préalable ou durant la première semaine d'absence ;
- En cas d'infraction aux articles 3 (conditions d'exercice), 18 (changement d'articles de vente), 21 (occupation des emplacements), 23 (Sous-location), 28 (sécurité), 30 (hygiène), 32 (vente d'animaux), 33 (appareils de chauffage et de cuisson), 34 (nuisances sonores) , 35 (ordre public et bonnes mœurs) et 36 (fin du marché) du présent règlement ;
- En cas de récidive d'infraction à l'article 26 (emplacements) du présent règlement, sur une période continue de six mois ;
- En cas d'infraction habituelle au présent règlement ;
- En cas de non-respect des injonctions du Placier, du concessionnaire ou de son préposé, ou d'un agent communal habilité.

En cas de récidive d'infraction, sur une période de six mois, à l'un de ces points, le Collège des Bourgmestre et Échevins ou le concessionnaire pourra décider de retirer l'abonnement dans les conditions prévues au présent article.

§ 2. L'abonnement pourra être retiré par le Collège des Bourgmestre et Échevins ou par le concessionnaire dans les cas suivants, après avoir adressé un avertissement au titulaire de l'abonnement et lui avoir offert la possibilité d'être entendu. à l'exception de l'infractions à l'article 13, pour laquelle aucune notification préalable ni possibilité d'audition ne sont nécessaires, en raison de la preuve évidente du non-respect du délai imparti pour le paiement.

Les cas concernés sont les infractions aux articles suivants :

- Article 13: Dépassement du délai requis pour le paiement de la redevance relative à l'abonnement.
 - Article 22 : Cession d'un emplacement.
 - Article 23, § 1er : Sous-location.
 - Article 29 : Manquement aux obligations en matière de propreté.
 - Article 35 : Atteinte à l'ordre public.
- Dans les cas de récidive prévus au précédent paragraphe.

§ 3. La décision de suspension ou de retrait est notifiée par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou sur support durable.

Article 17 - Suspension dans le cadre d'activités ambulantes saisonnières

Une activité saisonnière est en général une activité portant sur des produits ou des services qui, par nature ou par tradition, ne sont vendus qu'au cours d'une période de l'année.

Les abonnements qui sont attribués pour l'exercice des activités susmentionnées sont suspendus pour la durée de la période de non-activité.

Pendant la période de non-activité, ces emplacements sont attribués au jour le jour.

Article 18 - Changement d'articles de vente

La vente, ne fût-ce que momentanée, d'un autre article de vente que celui pour lequel l'emplacement fut attribué, est interdite.

Tout titulaire d'une autorisation communale qui désire changer d'article de vente, doit au préalable en solliciter l'autorisation auprès du Collège des Bourgmestre et Échevins.

S'il est fait droit à sa demande, l'intéressé devra accepter une éventuelle mutation d'emplacement.

Article 19 - Absence ponctuelle injustifiée et arrivée tardive

Il ne pourra être réclamé aucune indemnité lorsqu'en cas d'absence non signalée à la commune ou au concessionnaire ou en cas d'arrivée tardive (au-delà de 7h30), l'emplacement attribué par abonnement est accordé suivant la procédure prévue à l'article 10 du présent règlement.

Article 20 - Préavis signifié par la commune

En cas de suppression définitive de la manifestation ou d'une partie des emplacements, un délai de préavis d'un an est appliqué aux titulaires d'un emplacement. Ces personnes sont prioritaires lors de l'attribution d'un emplacement vacant par abonnement.

Article 21 - Occupation des emplacements

§ 1er. Les emplacements sur le marché public peuvent être occupés par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de l'entreprise.

L'emplacement attribué à un démonstrateur peut en outre être occupé par le démonstrateur auquel le droit d'usage temporaire de l'emplacement a été sous-loué conformément à l'article 36 de l'Arrêté Royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités ambulantes et par les personnes physiques qui exercent l'activité ambulante pour le compte de ce dernier.

§ 2. Les personnes qui réalisent des ventes sans caractère commercial dans le cadre des opérations visées à l'article 7 de l'Arrêté Royal du 24 septembre 2006 susmentionné peuvent occuper l'emplacement attribué à la personne responsable de l'opération. Le cas échéant, elles peuvent l'occuper en dehors de la présence de celle-ci.

§ 3. L'entreprise titulaire de l'abonnement communiquera au service communal gestionnaire des marchés ou au concessionnaire l'identité et le statut des personnes visées au § 1er, ainsi que, le cas échéant, un extrait de son inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises. L'inscription doit précisément indiquer les types d'activités réalisées, soumises à la TVA, conformément aux dispositions de l'article 3 du présent règlement. Elle leur signalera au préalable tout changement qui intervient ultérieurement à ce propos, dans les 15 jours et par lettre recommandée à la poste.

Article 22 - Cession d'un emplacement

La cession d'un emplacement est autorisée aux conditions suivantes :

1° Lorsque le titulaire d'un emplacement cesse ses activités ambulantes dans l'emplacement concerné en qualité de « personne physique », décède, ou lorsque la « personne morale » cesse ses activités ambulantes dans l'emplacement concerné.

2° Pour autant que :

- Le ou les cessionnaire(s) soit(ent) dûment inscrit(s) à la Banque-Carrefour des Entreprises avec les codes NACEBEL adéquats aux activités commerciales exercées et qu'il(s) poursuive(nt) la spécialisation du cédant sur chaque emplacement cédé, à moins que la commune ou le concessionnaire autorise un changement de spécialisation ;
- L'entreprise du ou des cessionnaire(s) ne dispose(nt) pas, à la suite de la reprise, de plus d'un emplacement sur le périmètre du marché.

La cession est valable pour la durée de validité restante de l'abonnement du cédant. En cas de cession, l'abonnement est également renouvelé tacitement.

Article 23 - Sous-location et démonstrateurs

§ 1er. Toute sous-location de tout ou partie d'un emplacement, attribué par abonnement ou à titre momentané, à un tiers est interdite, à l'exception des dispositions prévues au paragraphe suivant.

En cas d'infraction à cette disposition, outre l'éventuelle infraction d'une amende administrative de maximum 350,00 euros, l'abonnement pourra être définitivement retiré à son titulaire selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

§ 2. Les démonstrateurs, qui ont obtenu un abonnement pour un emplacement, peuvent sous-louer à d'autres démonstrateurs leur droit d'usage temporaire sur cet emplacement :

- Soit directement à un autre démonstrateur ;
- Soit par l'intermédiaire d'une association, pour autant que :

§ La sous-location soit ouverte à tout démonstrateur sans discrimination ;

§ Elle attribue le droit d'usage de l'emplacement par tirage au sort ;

§ Elle communique à la commune, après ce tirage au sort, la liste des démonstrateurs ayant reçu ce droit d'usage.

Le prix de la sous-location ne peut être supérieur à la part du prix de l'abonnement pour la durée de la sous-location.

Article 24 – Organisation des horaires des Marchés

§ 1. Installation des échoppes, étals et camions-magasins :

1. Les titulaires d'abonnement doivent installer leurs échoppes, étals et camions-magasins entre 6 h et 8 h.

2. Les marchands de fruits et légumes doivent procéder à l'installation entre 5 h 30 et 8 h.

3. Les marchands occasionnels (volants) sont autorisés à installer entre 8 h et 9 h.

§ 2. Horaires de fonctionnement des marchés :

1. Marché du jeudi : la vente est autorisée de 8 h à 13 h 30.

2. Marché du dimanche :

§ Du 1er novembre au 28 février, la vente est autorisée de 9 h à 15 h.

§ Du 1er mars au 31 octobre, la vente est autorisée de 9 h à 16 h.

3. Marché du mardi : la vente est autorisée de 8 h à 14 h.

Les marchands ne peuvent quitter le marché avant la fin officielle de la vente, une dérogation pouvant être accordée pour circonstances exceptionnelles par le Placier ou par le concessionnaire.

Article 25 - Circulation sur l'aire du marché

Il est exigé des marchands et de leurs fournisseurs, lorsqu'ils emploient des véhicules pour le chargement, le déchargement de leur marchandise et leur circulation générale dans les zones désignées, de se conformer strictement aux règles suivantes le jour du marché :

1. Toute circulation est interdite pendant les heures de vente précisées dans l'article 24 § 2 dans le périmètre du marché, exception faite aux marchands volants dans les limites prévues à l'article 24 § 1.3 du présent règlement, ou en cas d'une autorisation du Placier pour des raisons justifiées.

2. Les véhicules transportant du matériel et des marchandises ne peuvent demeurer sur le marché que pour la durée nécessaire au chargement et au déchargement, lesquels doivent être effectués avant l'heure d'ouverture et après l'heure de fermeture du marché. Une exception est accordée aux marchands volants dans les limites horaires spécifiées au § 1.

3. Il est interdit de décharger avant 6 h les jours de marché, excepté pour les marchands de fruits et légumes qui peuvent commencer à décharger à 5 h 30, comme spécifié au § 1.

4. Les conducteurs doivent stationner leurs véhicules en dehors de l'aire du marché, respecter le sens de la circulation et se conformer aux dispositions de l'A.R. du 1er décembre 1975 concernant la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

5. Le stationnement de véhicules autres que les camions-magasins et ceux possédant une autorisation octroyée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, est interdit dans le périmètre des marchés :

- De 5 h à 16 h pour les marchés du mardi et du jeudi.
- De 6 h à 18 h pour le marché du dimanche.

6. Pour des motifs pratiques et organisationnels, et afin d'assurer le bon déroulement du marché, il est autorisé aux Placiers et aux employés du service communal gestionnaire des marchés de stationner leurs véhicules dans les zones du marché, sous réserve de ne pas entraver l'activité des marchands ni leur liberté de mouvement.

Article 26 - Emplacements

§ 1er. Les marchands doivent, pour le placement de leurs marchandises, se conformer aux instructions des préposés de l'administration communale. Ils doivent en tout état de cause respecter les limites de marquage au sol délimitant leur emplacement.

§ 2. Pour le placement des échoppes ou pour quelque autre raison que ce soit, il est interdit :

- D'enfoncer ou d'accrocher quoi que ce soit (câbles, piquets, crampons) au mobilier urbain, dans le sol ou dans le revêtement de la voirie et des aires de marchés ;
- D'y faire de quelconques marques.

§ 3. Aucune marchandise ne peut être exposée en dehors des emplacements. Il en va de même pour les systèmes d'amarrage des tentes, les saillants des tréteaux, les panneaux publicitaires, les véhicules, les déchets et autres objets appartenant aux marchands.

Article 27 - Installations

Le matériel utilisé par les commerçants ambulants doit être adapté à la tenue d'un marché et offrir toutes les garanties de solidité afin de pouvoir résister aux intempéries, aux mouvements de foule et autres incidents inhérents aux marchés publics.

La vente sur les véhicules est interdite. Toutefois, exception peut être faite pour les véhicules spécialement aménagés en étals, si leurs dimensions sont compatibles avec celles des emplacements prévus sur les marchés.

Article 28 - Sécurité

§ 1er. Les allées entre les échoppes, étals et autres matériels d'exposition doivent rester libres pour permettre le passage aisé des piétons et des véhicules de secours. Les échoppes, étals et autres matériels d'exposition doivent être implantés de telle sorte :

- Que la voirie présente une largeur libre minimale de 4,20 m, 8 m en cas de rue en cul-de-sac, et une hauteur minimale de 2,20 m ;
- Qu'un couloir d'1,20 m soit laissé libre à l'arrière des échoppes lorsque les emplacements sont disposés le long des façades de riverains ou de commerçants locaux ;
- Que des passages transversaux soient aménagés tous les 50 m maximum pour les commerçants et les riverains.

§ 2. Les éventuels câbles électriques nécessaires à l'alimentation des échoppes, non fournis par l'Administration, doivent être protégés et signalés de manière à respecter la sécurité des passants. Ils doivent en outre être conformes à la législation en la matière et faire l'objet, au moins une fois par an, d'un contrôle par un organisme agréé. Une preuve de ce contrôle doit pouvoir être présentée sur toute réquisition d'un agent communal habilité.

§ 3. Les marchandises et le matériel, en ce compris les systèmes d'amarrage des tentes, les saillants des tréteaux, les panneaux publicitaires, les véhicules et les câbles électriques, appartenant aux commerçants restent sous leur entière responsabilité, de même que les dommages qu'ils pourraient causer. Les marchands veilleront donc à prendre toutes les dispositions nécessaires à cet effet.

§ 4. Chaque commerçant devra posséder, dans son échoppe, un extincteur en bon état de marche et adapté au type de produits vendus, contrôlé au moins une fois par an par un organisme agréé. Une preuve de ce contrôle doit pouvoir être présentée sur toute réquisition d'un agent habilité.

§ 5. Les bonbonnes de gaz sont interdites dans le périmètre du marché, sauf lorsqu'elles sont installées sur des véhicules aménagés en étals et moyennant le respect des dispositions particulières de sécurité prévues en la matière.

Article 29 - Propreté du marché

Les emplacements et leurs abords doivent être maintenus en parfait état de propreté.

Toutes les installations présentes sur le marché doivent comporter une poubelle pour les déchets, papiers, cartons et emballages dont les consommateurs désirent se débarrasser. Tous les déchets, débris, papiers, emballages jonchant le sol de l'emplacement, ses abords et les lieux de passage devront être ramassés par les marchands en tout temps et particulièrement avant qu'ils quittent leurs emplacements, mis dans des sacs en matière plastique ou récipients et enlevés par eux.

En complément des dispositions sanctionnatrices énoncées dans le présent règlement, celui qui enfreint cette disposition doit aussitôt remettre les lieux en état de propreté, faute de quoi la commune se réserve le droit d'y pourvoir aux frais, risques et périls du contrevenant.

En cas de récidive d'infraction à cette disposition dans les douze mois suivant l'imposition de la sanction, l'abonnement sera suspendu sur-le-champ pendant une période de trois semaines selon la procédure prévue à l'article 16 du présent règlement.

En tout état de cause, les marchands restent responsables de la propreté de leur emplacement et de ses abords ainsi que des dommages causés par des négligences à ce sujet.

Un état des lieux d'entrée sera établi par le Service des Gardiens de la Paix qui peut être assisté par le Service Incivilité, quant à l'état initial de propreté de l'emplacement occupé et de ses abords. Un état des lieux de sortie sera obligatoirement signé par le marchand avant son départ de l'aire du marché.

En cas de non-respect de cette obligation ou de défaut de propreté constaté lors de l'état des lieux de sortie, une sanction administrative sera imposée par le Service des Affaires Juridiques, sur la base d'un procès-verbal établi par le Service des Gardiens de la Paix et/ou le Service Cellule Incivilités.

En cas de récidive prévue à l'article 16, le Service gestionnaire des marchés appliquera la suspension ou le retrait définitif de l'abonnement, conformément à la décision du Collège des Bourgmestre et

Echevins.

Article 30 - Hygiène

Il est interdit de porter atteinte de quelque manière que ce soit à l'hygiène et à la salubrité des denrées alimentaires transportées, exposées à la vente, mises en vente ou vendues.

Il est défendu de mettre au fond des sacs, caisses, paniers ou autres contenants, des comestibles d'une qualité inférieure à ceux qui se trouvent exposés à la vue de la clientèle.

De même, il est défendu de vendre ou d'exposer à la vente des comestibles gâtés, corrompus ou impropres à la consommation.

Les exposants respecteront les normes d'hygiène propres à leurs métiers. Ils ne pourront en aucun cas se soustraire aux inspections réalisées par les fonctionnaires ou agents dûment habilités, qu'ils soient de la commune, de l'AFSCA ou de Brulabo, dans le cadre des réglementations relatives à l'hygiène et à la sécurité alimentaire.

Article 31 - Responsabilité - Assurance

Le droit d'usage accordé aux entreprises pour la durée du marché n'entraîne aucune obligation de garde ou de conservation des marchandises et dépôts des commerçants à charge de la commune.

Le marchand garantit la commune des dommages causés par sa faute, sa négligence ou celle de son personnel, au mobilier urbain, en ce compris les arbres et autres plantations présents sur la voie publique, aux édifices et équipements publics.

Les commerçants doivent contracter les polices d'assurance nécessaires, notamment en matière de responsabilité civile, couvrant leur personne, leur personnel et leur matériel.

Article 32 - Vente d'animaux

Sans préjudice de l'application de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, l'exposition, la livraison, la mise en vente et la vente d'animaux vivants est interdite dans le périmètre du marché, pour quelque motif que ce soit.

Article 33 - Appareils de chauffage et de cuisson

Il est interdit de placer et d'utiliser des appareils de chauffage ou de cuisson qui pourraient laisser échapper des gaz ou fumées.

Article 34 - Nuisances sonores

§ 1er. Il est interdit de faire du bruit de manière excessive de telle sorte que cela pourrait gêner les autres marchands, le public ou les riverains.

§ 2. Sauf dans le cas des démonstrateurs et à condition de les utiliser avec modération, il est interdit d'employer des amplificateurs de son à l'intérieur du périmètre du marché.

Article 35 - Ordre public sur le marché

§ 1er. Il est défendu d'apporter des entraves à la liberté des échanges commerciaux et de troubler l'ordre public ou les bonnes mœurs de quelque manière que ce soit, en ce compris la vente de produits à caractère pornographique, raciste ou xénophobe.

§ 2. Il est strictement interdit à tous les marchands et à leurs préposés présents sur le marché de :

- Manifester des comportements agressifs, de proférer des insultes, ou de commettre des actes de violence ;
- Inciter à la haine ou exprimer des propos ou des gestes à caractère raciste ;
- Être en état d'ivresse, ni sous l'emprise de produits stupéfiants ;
- Le racolage sur les parties du marché réservées à la circulation.

§ 3. Toute infraction à cet article entraînera l'expulsion immédiate du marché par la Police avec l'aide du Placier et des services des Gardiens de la Paix. Un rapport motivé sera adressé au Collège des Bourgmestre et Échevins par le service gestionnaire des Marchés.

En cas de récidive, ou de faits particulièrement graves, le Collège des Bourgmestre et Échevins pourra décider de suspendre ou de révoquer l'abonnement du marchand concerné ou de l'interdire de participer aux tirages au sort des marchés de la commune, lorsqu'il s'agit d'un marchand occasionnel.

Article 36 - Fin du marché

Durant une heure et demie suivant la clôture de la vente au marché, la circulation dans le périmètre du marché est uniquement autorisée aux véhicules des marchands et aux véhicules des services de secours.

Les échoppes, étals et camions doivent être enlevés au plus tard deux heures après la fermeture du

marché.

CHAPITRE III : ORGANISATION D'ACTIVITÉS AMBULANTES SUR LE DOMAINE PUBLIC EN DEHORS DES MARCHÉS PUBLICS

Section 1 : Dispositions générales applicables aux activités ambulantes sur le domaine public en dehors des marchés publics

Article 37 - Champ d'application

La commune peut, après avoir accordé l'autorisation nécessaire, organiser des activités commerciales ambulantes sur le domaine public sur l'ensemble de son territoire, en dehors des marchés hebdomadaires réguliers. Par domaine public, il y a lieu d'entendre :

- La voie publique, en ce compris les accotements et les trottoirs, les passages aériens et souterrains pour piétons, exception faite du périmètre des marchés lors de leur tenue ;
- Les lieux assimilés à la voie publique en vertu de l'article 4 § 1er, alinéa 2 de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, et notamment : les parkings situés sur la voie publique, les galeries commerciales, les halls de gare et de métro et les lieux sur lesquels se déroulent les fêtes foraines.

Article 38 - Autorisation préalable

§ 1er. Demande d'autorisation

Quiconque souhaite occuper un emplacement dans un ou plusieurs des lieux mentionnés à l'article précédent pour exercer des activités ambulantes doit répondre aux conditions prévues à l'article 3 du présent règlement et est soumis à une autorisation préalable. Cette autorisation doit être demandée préalablement à l'exercice de l'activité ambulante auprès de la commune. L'autorisation visée à l'article précédent doit :

- Être demandée au minimum 15 jours avant la date prévue pour l'exercice de l'activité ambulante auprès de la commune ;
- Respecter le prescrit de l'article 16 du présent règlement ;
- Préciser, à peine d'irrecevabilité, l'objet et l'étendue de l'autorisation demandée.

§ 2. Décision relative à l'autorisation

En cas de décision positive, le demandeur obtient une autorisation mentionnant :

- La nature des produits ou services qu'il est autorisé à vendre ;
- Le(s) lieu(x) dans le(s)quel(s) il peut vendre ;
- La (les) date(s) et la durée de la vente ;
- Les éventuelles modalités particulières relatives à l'autorisation.

L'autorisation demandée peut être refusée pour une ou plusieurs des raisons ci-dessous :

- Raisons d'ordre public ;
- Protection du consommateur.

La commune motivera cette (ces) raison(s) dans la notification de la décision négative au demandeur et renverra également aux voies de recours.

Article 39 - Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements

Les personnes qui répondent aux conditions d'obtention, prévues à l'article 7 du présent règlement, et d'occupation d'emplacements sur le marché public, prévues à l'article 21, peuvent obtenir et occuper des emplacements sur le domaine public.

Article 40 - Règles d'attribution d'emplacements au jour le jour

Les emplacements octroyés au jour le jour, le sont selon l'ordre chronologique des demandes et, s'il y a lieu, en fonction du lieu et de la spécialisation sollicités.

Lorsque deux ou plusieurs demandes d'emplacement(s) sont introduites simultanément, l'ordre d'attribution est déterminé par tirage au sort.

Article 41 - Règles d'attribution par abonnement

Les règles relatives aux marchés publics énoncées dans la section précédente s'appliquent également ici. Les conditions relatives à la communication des places vacantes, énoncées à l'article 9 § 1 du

présent règlement, ne sont pas d'application.

Article 42 - Perception

La redevance relative au droit d'usage d'un emplacement sur la voie publique en dehors des marchés publics est payable au plus tard trois jours avant la date ou la période à laquelle elle se rapporte par virement sur le compte de l'Administration Communale.

Le commerçant doit pouvoir présenter une preuve de paiement de la redevance sur simple réquisition d'un agent habilité.

L'entreprise doit pouvoir présenter une preuve de paiement de la redevance sur simple réquisition d'un agent habilité.

Au cas où le paiement n'est pas enregistré à ladite date ou lorsqu'il se trouve en défaut de pouvoir présenter une preuve de paiement, le titulaire de l'autorisation trimestrielle pourra être privé définitivement du droit d'occuper son emplacement en vertu de la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins, conformément à la procédure prévue par l'article 16 du présent règlement. Pareille décision sera notifiée au contrevenant par pli recommandé à la poste.

Le contrevenant pourra, dans les cas visés au présent article, être expulsé sur-le-champ de son emplacement sur injonction d'un agent habilité.

Article 43 - Exigence d'identification lors de l'exercice d'activités ambulantes

Toute personne, qui exerce une activité ambulante sur le domaine public doit s'identifier, si elle exerce son activité à partir d'un étal ou d'un véhicule, au moyen d'un panneau lisible, placé ostensiblement sur celui-ci. Ce panneau doit également être installé par les préposés lorsqu'ils travaillent seuls. Le panneau comporte les mentions suivantes :

- Soit le nom, le prénom de la personne qui exerce une activité ambulante en personne physique pour son propre compte ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- Soit le nom, le prénom de la personne qui assume la responsabilité journalière de la personne morale ou pour le compte de laquelle ou au service de laquelle l'activité est exercée ;
- La raison sociale de l'entreprise et/ou sa dénomination commerciale ;
- Selon le cas, la commune du siège social ou du siège d'exploitation de l'entreprise et si le siège de l'entreprise n'est pas situé en Belgique, le pays et la commune dans lesquels il est situé ;
- Le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises (ou l'identification qui en tient lieu, lorsque l'entreprise est étrangère).

Article 44 - Activités déambulatoires

L'exercice d'activités ambulantes dites « déambulatoires » sur la voie publique est soumis à une autorisation préalable délivrée par la commune, dans les conditions prévues aux articles 37 à 43 du présent règlement.

Article 45 - Début, tenue et fin des activités ambulantes sur le domaine public en dehors des marchés publics

Les articles 25 à 36 inclus du présent règlement sont applicables à la présente section.

Section 2 : Les marchés privés - Dispositions générales applicables aux activités ambulantes sur le domaine privé

Article 46 - Champ d'application

Toute activité ambulante exercée sur le domaine privé doit faire l'objet d'une autorisation préalable de la commune.

Est considéré comme faisant partie du domaine privé pour les besoins du présent règlement, tout lieu ne rentrant pas dans la définition du domaine public reprise à l'article 37 du présent règlement, en ce compris les parkings commerciaux et les lieux jouxtant la voie publique au sens de l'article 10bis de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

Outre l'expulsion immédiate du contrevenant et la fermeture des installations illégales, toute infraction au présent article sera punie d'une amende administrative de maximum 350,00 euros.

Article 47 - Autorisation préalable

L'article 37 du présent règlement est d'application pour la présente section.

CHAPITRE IV : Réglementation des procédures des sanctions et compétences des Services opérationnels du marché

Article 48 – Sanctions et mesures d'application

§ 1er. Procédures de sanctions

En application du présent règlement, les sanctions à l'encontre des marchands contrevenants sont déterminées et mises en œuvre par le Placier ou tout autre agent représentant du service communal gestionnaire des marchés, selon la gravité et la récidive des infractions comme suit :

1. **Avertissement** : Pour une première infraction ou en cas de manquement mineur, un avertissement formel est délivré au contrevenant.
2. **Expulsion temporaire** : Les marchands occasionnels (volants), en cas de récidive ou d'infraction grave, seront immédiatement expulsés du marché par le Placier, assisté si nécessaire par les forces de l'ordre et/ou le Service des Gardiens de la Paix. Une interdiction de revenir sur les emplacements sera imposée pour une période de deux à quatre semaines, selon la gravité de l'infraction.

Quant aux marchands abonnés, s'ils commettent des infractions graves, des mesures d'expulsion seront également prises pour des raisons de sécurité. Ces derniers seront interdits d'occuper leur emplacement habituel pour une période similaire, cette décision étant motivée par le Placier et soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Échevins.

3. **Saisine du Collège des Bourgmestre et Échevins** : Pour des infractions répétées ou des manquements persistants, un rapport circonstancié est soumis au Collège des Bourgmestre et Échevins pour évaluation et décision quant à la sanction appropriée, sans préjudice des dispositions de l'article 16 du présent règlement. Cette sanction peut inclure le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation communale d'exercer des activités ambulantes sur les marchés de la commune pour le marchand contrevenant. Le Collège communal arrête sa décision et la notifie au marchand par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise en mains propres contre accusé de réception.

§ 2. Application des sanctions et des mesures disciplinaires

1. Afin de garantir l'exécution des sanctions décrites au § 1er, le Placier est habilité à solliciter l'assistance des services de police et/ou du Service des Gardiens de la Paix. Ces agents sont chargés de fournir l'assistance nécessaire pour assurer le respect de l'ordre et l'application effective des sanctions.
2. Lorsqu'ils constatent une infraction au présent règlement, les gardiens de la paix doivent immédiatement en informer le Placier, lequel prendra les mesures appropriées conformément aux dispositions prévues.

Article 49 - Compétence du Placier et des services communaux chargés de l'organisation des marchés.

1. Le Placier et le service communal gestionnaire des marchés :

a. Le Placier ou tout représentant du service communal gestionnaire des marchés habilité à cette fin a le pouvoir de contrôler les documents démontrant l'autorisation et l'identité des personnes qui exercent une activité ambulante sur le terrain de la commune, de réclamer et de vérifier les documents justifiant l'activité des marchands sur le marché afin de s'assurer de leur conformité avec la réglementation en vigueur.

b. Le Placier est exclusivement autorisé à déclarer l'ouverture et la clôture des activités du marché ainsi qu'à prendre les mesures nécessaires à l'encontre de tout contrevenant relatif à cette matière exclusive.

c. Il est responsable de l'encaissement des redevances dues par les marchands occasionnels.

d. Le Placier organise et supervise le tirage au sort des emplacements "au jour le jour" et peut être assisté par le service communal gestionnaire des marchés pour l'attribution appropriée aux marchands occasionnels, en se basant également sur ses estimations et les besoins spécifiques du marché.

e. En vertu des compétences qui lui sont conférées par le présent règlement et conformément à la procédure et aux dispositions stipulées à l'article 48, le Placier possède également l'autorité d'imposer

des sanctions à tout marchand en infraction avec le règlement du marché, incluant des mesures telles que des exclusions temporaires ou permanentes des marchés.

f . Il informe l'administration et les autres services en temps utile lorsqu'une intervention est nécessaire pour résoudre divers problèmes, facilitant ainsi le bon déroulement du marché et prévenant toute complication.

g. Des comptes rendus et des rapports sont régulièrement fournis par le Placier au service communal gestionnaire des marchés pour le suivi et assurer une évaluation continue.

h . En cas d'absence du Placier, quelle qu'en soit la raison, et en l'absence de désignation d'un remplaçant par l'administration, le tirage au sort prévu pour l'attribution des emplacements aux marchands occasionnels sera annulé. Pour cette journée exceptionnelle, la gestion générale du marché sera assurée conjointement par le Service des Gardiens de la Paix et les services de police compétents.

2. Service des Gardiens de la Paix :

a . Ils assurent l'ordre public dans les zones des marchés, par leur présence dissuasive, ils sont habilités à sanctionner tout comportement perturbateur parmi les visiteurs, de prévenir les nuisances publiques, les incivilités et la délinquance au sein du marché, en conformité avec le règlement général de police (RGP). Ces actions sont menées en concertation avec le Placier et en collaboration avec les services de police.

b . Lorsqu'ils constatent une infraction au présent règlement, les gardiens de la paix doivent immédiatement en informer le Placier, lequel prendra les mesures appropriées conformément aux dispositions prévues.

c . En ce qui concerne leurs interactions avec les marchands, ils interviennent uniquement pour les infractions aux règlements relatives au dépassement des dimensions autorisées des emplacements des marchands sur la voie publique, au non-nettoyage de ces emplacements après la clôture du marché et pour toutes les infractions liées à l'ordre public, citées dans l'article 35, toujours en concertation avec le Placier.

d. Ils sont chargés de la mise en place et du retrait des barrières Nadar, afin de garantir la sécurité aux périmètres des marchés. Ils assurent également la surveillance de ces barrières, en régulant les accès aux zones des marchés afin de restreindre l'entrée aux véhicules non autorisés, pendant et conformément aux horaires fixés dans les points 4(a) et 4(b) de l'article 24 § 3.

Article 50 - Entrée en vigueur du présent règlement

1. Le présent règlement est envoyé au Service Public Régional de Bruxelles - Bruxelles Economie et Emploi (Place Saint-Lazare, 2, 1035 Bruxelles) dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le cinquième jour qui suit sa publication.

La présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Middenstand - Reglement betreffende de ambulante activiteiten en Markten - Wijziging.

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Reglement betreffende ambulante activiteiten – markten, van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, zitting van de Gemeenteraad van 24 juni 2015 en gewijzigd op 24 februari 2021;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten;

Gelet op de ordonnantie van 14 december 2023 tot vereenvoudiging van de regels inzake toegang tot het beroep;

Overwegende de verplichting om het gemeentelijk reglement aan te passen aan het hierboven genoemde besluit en de ordonnantie;

Overwegende de aanbevelingen en adviezen ontvangen op 9 en 29 juli 2024 van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Economie en Werkgelegenheid;

Overwegende dat de oorspronkelijke tekst van het reglement is herzien en aangepast overeenkomstig de eisen en op basis van de aanbevelingen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Economie en Werkgelegenheid, in de officiële e-mail van 9 juli 2024;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 december 1992 betreffende de reglementering van het functioneren van openbare markten, dat bepaalt dat de lokale autoriteiten bevoegd zijn voor de organisatie en regulering van markten binnen hun jurisdictie;

Gelet op artikel 145 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 dat elke belastingplichtige verplicht tot het voeren van een correcte boekhouding en het getrouw aangeven van zijn inkomsten;

Gelet op de wet van 16 januari 2003 betreffende de bescherming van de concurrentie en de preventie van economische fraude, die de lokale autoriteiten toestaat maatregelen te nemen ter voorkoming van oneerlijke handelspraktijken;

Gelet op Verordening (EU) nr. 904/2010 betreffende administratieve samenwerking en de bestrijding van fraude op het gebied van de belasting over de toegevoegde waarde;

Overwegende de noodzaak om de reglement van de gemeentelijke markten te harmoniseren om hun begrip en toepassing te vergemakkelijken;

Overwegend dat het noodzakelijk is om wijzigingen aan te brengen in de regelgeving met betrekking tot markten om de wekelijkse activiteiten op het marktgebieden van de gemeente beter te kunnen beheren, dankzij een wettelijke basis die de rechten en plichten van handelaren, de veiligheid, de naleving van gemeentelijke richtlijnen, enz. specificceert .;

BESLUIT :

Zijn reglement betreffende de ambulante activiteiten en markten te wijzigen :

REGLEMENT BETREFFENDE DE AMBULANTE ACTIVITEITEN EN MARKTEN

HOOFDSTUK 1: ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Deze titel van dit reglement regelt een aangelegenheid die valt onder de artikelen 117 en 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, evenals het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en organisatie van ambulante activiteiten, gewijzigd door het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 2024 betreffende de steun voor ondernemers die actief zijn in een tewerkstellingscoöperatie.

Artikel 2 - Organisatie van ambulante activiteiten

De uitoefening van gelijk welke ambulante activiteit op het openbaar domein, alsook de organisatie van gelijk welke ambulante activiteit op privé-domein, is onderworpen aan de voorafgaande toelating van de Gemeente volgens de regels die in dit hoofdstuk opgenomen zijn. De Gemeente kan, vooraleer een ambulante activiteit op het openbaar domein of het privé-domein toe te laten, een voorafgaandelijk en niet-bindend advies vragen aan een gespecialiseerd persoon op het gebied van de specificiteit van de markt waarvoor een toelatingsaanvraag werd gericht tot de gemeente en dit ten einde te verzekeren dat de producten die te koop zullen aangeboden worden door de aanvrager wel degelijk overeenkomen met het onderwerp van de aangevraagde markt.

Geen enkele ambulante activiteit mag worden georganiseerd of uitgeoefend in de parken, openbare tuinen, pleinen of speelterreinen, behalve met de uitzonderlijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen.

De uitoefening en de organisatie van een ambulante activiteit mogen worden toegestaan in de buurt ervan, mits naleving van de regels voor het automobielerverkeer en voor zover ze de veiligheid en de vrije doorgang van de voetgangers niet in het gedrang brengen.

Artikel 3 - Voorwaarden voor de uitoefening

Elke onderneming, die ambulante handelsactiviteiten op het grondgebied van de gemeente wenst uit te oefenen, moet:

- een onderneming zijn bedoeld in artikel I.1, 1°, van het Wetboek van Economisch Recht;

- Ingeschreven zijn bij de Kruispuntbank van Ondernemingen, overeenkomstig artikel III.16 van het Wetboek van Economisch Recht, met details die de soorten commerciële activiteiten specificeren die worden uitgevoerd, onderworpen aan de BTW, in overeenstemming met de NACEBEL-codes die van toepassing zijn op elke categorie ambulante handelsactiviteiten op kramen en markten;
- beschikken over een registratie, een erkenning of een toelating van het FAVV wanneer het type activiteit dit vereist, en/of de instemming van de brandweerdiensten;
- nadat voorgaande voorwaarden vervuld werden, een toelating van de Gemeente verkrijgen die uitgereikt wordt volgens de procedures die in de volgende afdelingen beschreven worden.

De gemeentelijke dienst marktbeheer is gemachtigd om documenten, bewijsstukken en aanvullende informatie op te vragen bij handelaars en hun personeel, om redenen van identificatie, juridische naleving en openbare veiligheid. Deze procedure gebeurt zonder afbreuk te doen aan de hoofdbevoegdheden van de federale en gewestelijke autoriteiten op het gebied van commerciële regulering.

HOOFDSTUK II: ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP DE OPENBARE MARKTEN

Afdeling 1: Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de openbare markten

Artikel 4 - Organisatie van markten op de openbare weg

Onverminderd het gemeentelijk reglement dat ter zake van toepassing is, is het verboden een markt op te stellen, te organiseren of uit te baten, tenzij op de plaatsen, dagen en uren die door de Gemeenteraad aangeduid worden. Deze markten mogen het voorwerp uitmaken van overdracht van overheidsdiensten die door de Gemeenteraad goedgekeurd worden.

Artikel 5 - Markten die overgedragen worden

De concessiehouder(s) mag/mogen:

- afwijkingen aanbrengen aan artikelen 7, laatste lid, 8, 9 § 3, 10, 12 en 13 enkel wat betreft de duur en de frequentie van de inning van de abonnementen, en artikel 24 § van dit reglement;
- een arbitragesysteem voorzien.

Deze afwijkingen worden pas van kracht nadat ze zijn goedgekeurd door de gemeenteraad, wat formeel wordt vastgelegd in een overeenkomst die door de gemeenteraad moet worden bekrachtigd, en nadat de vereiste publicitaire formaliteiten zijn vervuld. Voor deze afwijkingen gelden dezelfde publiciteitsmaatregelen als voor deze verordeningen.

Artikel 6

De Gemeente organiseert de volgende openbare markten op het openbaar domein:

Zondagsmarkt:

Locatie:

De zondagsmarkt vindt plaats op de esplanade van het Gemeenteplein en op het aangrenzende deel van de Graaf van Vlaanderenstraat. Bij een hoge opkomst van occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) kan de markt uitzonderlijk uitgebreid worden tot het gebied voor de uitgang van de Metro Graaf van Vlaanderen.

Uren:

Van 1 november tot 28 februari, tussen 9u en 15u.

Van 1 maart tot 31 oktober, tussen 9u en 16u.

Specialisatie:

Gemengd, specialisatie per zone, uitzondering gemaakt voor occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) of met ontheffing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Plattegrond van de standplaatsen:

Een plattegrond van de markt kan geraadpleegd worden bij de gemeentelijke dienst marktbeheer, met onderscheid tussen de toe te wijzen standplaatsen voor de uitoefening van voedsel- en niet-voedselhandel.

Donderdagmarkt:

Locatie:

Gemeenteplein; Graaf van Vlaanderenstraat vanaf het voorplein tot aan het gemeenteplein; Sint-Mariestraat; Toekomststraat tussen het Voorplein en de Prosperiteitstraat; rondom het voorplein van

Sint-Jan-de-Doper; Postbodestraat; Bonneviestraat; de omgeving en nabijheid van de Sint-Jan-de-Doperkerk.

Uren: Tussen 8u en 14u.

Specialisatie:

Gemengd, specialisatie per zone, uitzondering gemaakt voor occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) of met ontheffing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Plattegrond van de standplaatsen:

Een plattegrond van de markt kan geraadpleegd worden bij de gemeentelijke dienst marktbeheer.

Dinsdagmarkt:

Locatie:

Plein van de Hertogin van Brabant.

Uren: Tussen 8u en 14u.

Specialisatie:

Gemengd, specialisatie per zone, uitzondering gemaakt voor occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) of met ontheffing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Plattegrond van de standplaatsen:

Een plattegrond van de markt kan geraadpleegd worden bij de gemeentelijke dienst marktbeheer.

Het College of de concessiehouder mogen bepaalde marktzones voorbehouden voor de verkoop van specifieke producten.

De Burgemeester zal, bij werken van openbaar nut, rampen en andere uitzonderlijke omstandigheden, hetzij één of meer markten tijdelijk mogen verplaatsen of opheffen, hetzij een bepaald aantal kramen mogen verplaatsen, hetzij de bijzondere toegangsuren van iedere markt mogen wijzigen en dit voor een tijdelijke tijdspanne.

De toepassing van zulke maatregelen zal geen aanleiding tot enige vergoeding mogen geven voor de marktkramer.

Artikel 7 - Voorwaarden betreffende de toewijzing van standplaatsen

Een standplaats op de gemeentelijke markten kan uitsluitend worden toegewezen aan ondernemingen die voldoen aan de voorwaarden genoemd in artikel 3 van dit reglement.

De standplaatsen mogen occasioneel worden toegewezen aan personen die verkopen zonder commerciële aard organiseren, welke personen bedoeld zijn in artikel 7 van het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

Artikel 8 - Verhouding van de toewijzing

De standplaatsen op de openbare markt worden toegewezen:

- hetzij via een abonnement (maximum 95% van het totaal aantal standplaatsen)
- hetzij van dag tot dag (minimum 5% van het totaal aantal standplaatsen)

Onder de standplaatsen die via een abonnement toegewezen moeten worden, wordt voorrang gegeven aan standwerkers, ten beloop van 5% van het totaal aantal standplaatsen op de markt.

Artikel 9 - Regels voor de toewijzing van marktplaatsen op basis van abonnement

§ 1. Vacatures en kandidaturen voor abonnementsplaatsen

a. Indien een abonnementsplaats beschikbaar is en er is voor de betreffende plaats ten minste één kandidaat geregistreerd in het register van kandidaturen (zoals gedefinieerd in artikel 9§2), en dit voor elke categorie van kandidatuur (zoals gedefinieerd in artikel 9§3), zal de gemeentelijke dienst marktbeheer een abonnement voorstellen aan de kandidaten in volgorde van prioriteit (zoals beschreven in artikel 9§3).

b. Indien een abonnementsplaats beschikbaar is en er geen kandidaten geregistreerd zijn in het register van kandidaturen voor de betreffende plaats (of voor elke categorie van kandidatuur zoals gedefinieerd in artikel 9§3), of indien geen van de kandidaten op de lijst reageert op het toekenningsvoorstel, wordt de vacature aangekondigd door publicatie van een bericht op de website van de gemeente.

Kandidaturen worden ingediend binnen de in de vacature vermelde uiterste termijn. Zij kunnen naar aanleiding van een kennisgeving van vacature of op elk ander moment worden ingediend. Ze moeten ook de volgende informatie en documenten bevatten :

1. De naam, voornaam en het adres van de persoon door wie of via wie de aanvraag wordt ingediend;
2. Indien van toepassing, de vennootschapsnaam van de onderneming aan wie de plaats wordt

toegewezen en het adres van haar hoofdkantoor;

3. Het ondernemingsnummer, overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van dit reglement, van de onderneming waar de aanvraag wordt gedaan;

4. Het type producten dat te koop wordt aangeboden en de installaties die worden gebruikt voor de verkoop;

5 Een volledig uittreksel van de inschrijving van de kandidaat-onderneming in de Kruispuntbank van Ondernemingen. De registratie moet de soorten activiteiten specificeren die onderhevig zijn aan BTW, in overeenstemming met de toepasselijke NACEBEL-codes voor elke categorie van ambulante handelsactiviteit op markten en, indien vereist door het type activiteit, een kopie van de inschrijving, de goedkeuring of de vergunning van FAVV en/of het conform advies van de brandweerdiensten, vermeld in hetzelfde artikel 3 en betrekking hebbend op de onderneming waarvoor de aanvraag wordt ingediend;

6. De gemeentelijke dienst marktbeheer is bevoegd om aanvullende informatie en documenten te verzoeken om de situatie van een onderneming die zich wil registreren in het register beter te identificeren en te verduidelijken, naargelang de wettelijk gefundeerde behoeften.

Een kandidatuur die als niet-ontvankelijk of onvolledig wordt beschouwd, wordt niet geregistreerd in het register van kandidaturen en wordt derhalve niet in overweging genomen. De gemeentelijke dienst marktbeheer zal de aanvrager hierover informeren per aangetekende brief, waarbij de redenen voor niet-ontvankelijkheid worden verduidelijkt.

§ 2. Register van kandidaturen

Alle kandidaturen worden geregistreerd in een register naarmate ze worden ontvangen.

In overeenstemming met het decreet en de ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, kan dit register altijd worden geraadpleegd bij de gemeentelijke dienst marktbeheer of bij de concessiehouder.

Kandidaturen blijven geldig zolang ze niet zijn nagekomen of ingetrokken door de aanvrager, op voorwaarde dat, jaarlijks, op de week voorafgaand aan de verjaardag van hun kandidatuur, de kandidaten in het register hun kandidatuur bevestigen om in het register te blijven.

De gemeente kan inschrijvingen in haar register beperken tot de gespecificeerde producten, in overeenstemming met haar marktvereisten en commercieel beleid. Niet-conforme kandidaturen worden uitgesloten van het register.

Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet de kandidatuur schriftelijk worden ingediend en worden verzonden naar de gemeentelijke dienst marktbeheer, hetzij per aangetekende brief, hetzij persoonlijk afgegeven aan het loket van dezelfde dienst tegen ontvangstbewijs, hetzij op een duurzame drager (bijvoorbeeld een e-mail naar het serviceadres) tegen ontvangstbevestiging.

§3. Volgorde van toewijzing van de standplaatsen

Indien een standplaats via een abonnement leegstaat, worden de kandidaturen, met het oog op de toewijzing van de standplaats, als volgt in het register geklasseerd:

1. aan de standwerkers, in die mate waarin ze geen 5% van het totaal aantal standplaatsen innemen, rekening houdend met hun mogelijke specialisatie;

2 . aan de andere kandidaten dan de standwerkers, bij voorrang in de volgorde die hieronder vastgesteld is:

a) aan de personen die een standplaats vragen ten gevolge van de afschaffing van de plaats die ze bezetten op een van de markten van de Gemeente of waaraan de Gemeente een vooropzeg betekend heeft wegens de definitieve afschaffing van de markt of van een deel van de standplaatsen;

b) aan de personen die een wijziging van de afmetingen van hun standplaats vragen;

c) aan de personen die een geografische verandering van hun standplaats vragen;

d) aan externe kandidaten.

In elk van de vier hierboven vastgestelde categorieën worden de aanvragen naar prioriteit gerangschikt op basis van de locatie en de gevraagde specialisatie, en indien van toepassing, op basis van de datum.

Wanneer twee of meerdere aanvragen, die tot dezelfde categorie behoren, gelijktijdig ingediend worden, wordt de volgorde van voorkeur als volgt bepaald:

a) De oudste kandidaat op de markten van de gemeente krijgt voorrang.; wanneer de anciënniteit niet vergeleken kan worden, wordt de voorrang via loting bepaald;

b) voor externe kandidaten wordt de voorrang via loting bepaald.

Aanvragen zijn geldig voor een periode van één jaar en moeten precies op de verjaardag van hun oorspronkelijke indiening, zonder tolerantie voor vertraging, worden verlengd om hun actieve status in het register te behouden. Indien de aanvraag niet uiterlijk op deze specifieke datum op deze datum wordt verlengd, wordt de aanvraag automatisch uit het register verwijderd.

§4. Bekendmaking van de toewijzing van de standplaatsen via een abonnement

De toewijzing van de standplaats wordt aan de aanvrager bekendgemaakt:

- hetzij via een ter post aangetekend schrijven, met ontvangstbewijs;
- hetzij via een brief die van hand tot hand overhandigd wordt, tegen ontvangstbewijs;
- via een duurzame drager met ontvangstbevestiging.

Wanneer de toewijzing van een standplaats bekendgemaakt wordt, heeft de persoon die recht heeft op het abonnement, 15 dagen tijd om het te komen afhalen. Na deze termijn wordt de beslissing om de standplaats toe te wijzen, nietig verklaard, en de standplaats zal dan aan een nieuwe toewijzingsprocedure onderworpen worden, behoudens een bewijs dat zo snel mogelijk aan de gemeentelijke dienst marktbeheer of aan de concessiehouder bezorgd wordt.

§5. Het register van de standplaatsen die via een abonnement toegewezen worden

Een plan of register wordt gehouden en vermeldt voor elke standplaats die via een abonnement toegewezen wordt:

- de naam, de voornaam en het adres van de persoon aan wie of via wie de standplaats toegewezen wordt;
- indien van toepassing: de handelsnaam van de rechtspersoon aan wie de standplaats toegewezen wordt en het adres van de maatschappelijke zetel;
- het ondernemingsnummer;
- de producten en/of dienstverleningen die te koop aangeboden worden;
- indien van toepassing: de hoedanigheid van de standwerker;
- de datum van de toewijzing van de standplaats;
- als de activiteit seizoensgebonden is, de activiteitenperiode;
- de prijs van de standplaats, behalve als deze eenvormig vastgesteld is;
- indien van toepassing: de naam en het adres van de overdrager en de datum van de overdracht.

Overeenkomstig de gezamenlijk decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen, mag dit register steeds geraadpleegd worden bij de gemeentelijke dienst marktbeheer of bij de concessiehouder.

Artikel 10 – De organisatie en toewijzing van de losse standplaatsen

1. Regelgevend Kader voor de organisatie van de toewijzing van losse standplaatsen

De toewijzing van losse standplaatsen vertegenwoordigt minimaal 5% van het totale aantal standplaatsen op de markt. De gemeente organiseert een loting voor aanvang van elke wekelijkse markt om deze standplaatsen toe te wijzen aan occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) zonder vaste standplaats. Deze toewijzing wordt aangepast op basis van de behoeften van de markt en de beoordelingen van de Marktmeester, rekening houdend met onvoorziene omstandigheden.

De gemeente kan, indien nodig, ook een voorinschrijvingsregister opstellen voor occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) voorafgaand aan de marktdagen, voor standplaatsen die gewoonlijk van dag tot dag worden toegewezen, volgens dezelfde modaliteiten die van toepassing zijn voor abonnementen;

Niet bezette standplaatsen door abonnees worden toegewezen aan de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) door de Marktmeester. Indien er standplaatsen vacant blijven na deze toewijzing, kunnen deze tijdelijk worden toegekend aan abonnees die daarom verzoeken. Bij meerdere aanvragen voor dezelfde standplaats wordt deze toegewezen door middel van een loting uitgevoerd door de Marktmeester.

Per markt kan slechts één standplaats worden toegewezen aan elke occasionele handelaar

(gelegenheidshandelaar).

2. Modaliteiten van inschrijving in het register van kandidaten voor de loting:

De kandidaat-ondernemingen kunnen zich inschrijven in het register van occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) voor de loting van dag tot dag standplaatsen, na goedkeuring door de gemeentelijke dienst marktbeheer in overeenstemming met dit reglement, mits:

- a. Ze voldoen aan alle voorwaarden vermeld in artikel 3;
- b. Verkrijg toestemming van de Marktmeester en de ambtenaren van de ambtenaren van de gemeentelijke dienst marktbeheer om deel te nemen aan de loting.
- c. Vertegenwoordigers (bestuurders of dagelijkse bestuurders) van de kandidaat-ondernemingen voor de loting moeten fysiek aanwezig zijn om eraan deel te nemen.

De gemeentelijke dienst marktbeheer heeft het recht om aanvullende documenten en informatie te vragen aan de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars), om redenen van juridische naleving of openbare veiligheid. Deze procedure gebeurt zonder afbreuk te doen aan de belangrijkste bevoegdheden van de federale en regionale autoriteiten op het gebied van handelsregulering.

3. Betalingsvoorwaarden van de vergoeding:

De betaling van de vergoeding voor het gebruiksrecht met betrekking tot de standplaats door deze handelaars gebeurt dezelfde dag nog in handen van de Marktmeester, enkel via elektronische betaling (Bancontact). Dit recht is slechts één dag geldig.

4. Verboden en Reglementaire Verplichtingen

- a. De occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) zijn verplicht de instructies van de Marktmeester strikt op te volgen, met name de specifieke technische voorwaarden van elke standplaats, zoals het respecteren van de uitlijning, het opbouwen op afstand, het schoonmaken en opruimen van de standplaats en de omgeving voordat deze wordt verlaten, en de regels met betrekking tot de aanwezigheid van toegestane voertuigen.
- b. De handelaar die een losse standplaats is toegewezen, mag zijn plaats in geen geval overdragen aan een andere handelaar zonder toestemming van de Marktmeester;
- c. Het is de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) ten strengste verboden om zich tussen hen te verplaatsen of van standplaatsen te wisselen, zonder voorafgaande toestemming van de Marktmeester;
- d. De handelaar die een losse standplaats is toegewezen, mag de markt niet verlaten vóór het officiële einde van de verkoop, tenzij er een uitzondering voor uitzonderlijke omstandigheden is verleend door de Marktmeester.

5. Sancties en preventieve maatregelen met betrekking tot fraude bij de loting:

§ 1. Preventie van manipulatie bij de loting

Bij vermoedens van manipulatie van de loting door leden van eenzelfde familie of verbonden entiteiten en wanneer een aanwijzing, zoals het delen van goederen, transportmiddelen of andere middelen tussen de entiteiten, wordt beschouwd als een truc om hun kansen op het verkrijgen van een standplaats kunstmatig te verhogen ten voordele van eenzelfde entiteit, Het college van Burgemeester en Schepenen zal de volgende maatregelen nemen:

- a) Weigeren hun bedrijven tegelijkertijd op dezelfde markt in te schrijven;
- b) Slechts één van deze ondernemingen mag deelnemen aan de loting;
- c) Dezelfde onderneming zal exclusief mogen deelnemen aan latere lotingen, met uitsluiting van de andere aanvankelijk verdachte entiteiten.

§ 2. Verificatieprocedure

In geval van betwisting van de gemeentelijke beslissing door de betrokken entiteiten, behoudt het gemeentebestuur zich het recht en de plicht voor om de hulp in te roepen van de bevoegde federale autoriteiten, zoals de Federale Overheidsdienst Financiën, de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) en de Bijzondere Belastinginspectie (BBI), om de fiscale situatie van de betrokken ondernemingen te onderzoeken en hun naleving van de geldende fiscale en sociale wetten te verifiëren.

In geval van betwisting van de gemeentelijke beslissing door de betrokken entiteiten, kan de gemeente, in naleving van haar wettelijke verplichtingen, de tussenkomst van de bevoegde federale autoriteiten vragen, zoals de Federale Overheidsdienst Financiën, het Rijksinstituut voor Sociale Zekerheid (R.S.Z.) en de Bijzondere Belastinginspectie (B.B.I.), om de naleving van de fiscale en

sociale wetgeving door de betrokken ondernemingen te controleren.

§ 3. Sancties

Bij herhaalde pogingen om zich in te schrijven, ondanks eerdere waarschuwingen, zal het College van Burgemeester en Schepenen, op basis van een gedetailleerd rapport van de Marktmeester en/of de gemeentelijke dienst marktbeheer, beslissen over aanvullende sancties, waaronder permanente uitsluiting van de markt, overeenkomstig de bepalingen van Artikel 48 § 1 .3 van dit reglement.

Artikel 11 - Eis van de identificatie in geval van de uitoefening van ambulante activiteiten op de openbare markt

Al wie een ambulante activiteit op de openbare markt uitoefent, moet, als de activiteit uitgeoefend wordt vanuit een uitstalling of een voertuig, zich identificeren door middel van een leesbaar bord, dat goed zichtbaar op de uitstalling of op het voertuig geplaatst wordt. Dit bord moet eveneens door de helpers geïnstalleerd worden wanneer ze alleen werken. Het bord moet het volgende vermelden:

1. de naam en voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als een natuurlijke persoon, voor eigen rekening, voor wiens rekening of ten dienste van wie de activiteit uitgeoefend wordt; of de naam en voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid van de rechtspersoon op zich neemt of voor wiens rekening of ten dienste van wie de activiteit uitgeoefend wordt;
2. de handelsnaam van de onderneming en/of haar handelsbenaming;
3. naargelang het geval, de gemeente van de maatschappelijke zetel of van de exploitatiezetel van de onderneming, en als de zetel van de onderneming niet in België gelegen is, het land en de gemeente waarin het gelegen is;
4. het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntenbank van de Ondernemingen (of de overeenstemmende identificatie als de onderneming in het buitenland gevestigd is).

Artikel 12 - Duur van het abonnement

De abonnementen worden toegewezen voor een duur van drie maanden.

Wanneer deze duur verstrijkt, worden de abonnementen stilzwijgend verlengd, behoudens tegenstrijdige bepaling van de aanvrager en behoudens een intrekking die via aangetekend schrijven betekend wordt door het Gemeentebestuur in de gevallen die in artikelen 14 en 16 van dit reglement bepaald zijn.

Artikel 13 - Inning

Het is verplicht een vergoeding te betalen voor het gebruik van een standplaats op de wekelijkse markten van de gemeente, in de vorm van een driemaandelijks abonnement. Deze vergoeding financiert onder andere de diensten die door de gemeente worden verleend, zoals de voorbereiding, het beheer van de netheid van de locaties, en de verwijdering van afval achtergelaten door bezoekers aan het einde van de markten.

De betaling van deze driemaandelijkse abonnementen is verschuldigd voor het lopende kwartaal, ook in gevallen van opschorting zoals voorzien in artikel 16 van dit reglement. Ze moeten uiterlijk op de twintigste van de maand voorafgaand aan het kwartaal waarop zij betrekking hebben, worden betaald door overschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur.

Indien de betaling niet op diezelfde datum geregistreerd wordt, zal de houder van het abonnement definitief het recht kunnen verliezen om zijn standplaats te bezetten krachtens de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

In dit geval mag de overtreder op staande voet van zijn standplaats verwijderd worden, op bevel van een bevoegd agent of van de concessiehouder.

Artikel 14 - Opschorting van het abonnement door de houder ervan

De houder van het abonnement mag dit opschorten wanneer hij voor een periode van minstens drie maanden ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen:

- voor een ziekte of een ongeval dat met een medisch getuigschrift gestaafd wordt;
- voor een geval van overmacht, dat naar behoren aangetoond wordt.

De opschorting vangt aan op de dag waarop de Gemeente of de concessiehouder geïnformeerd wordt over de ongeschiktheid en loopt ten einde ten laatste vijf dagen na de melding van de hervatting van de activiteiten, per aangetekende brief tegen ontvangstbevestiging.

Tijdens de periode van opschorting, de standplaats wordt ofwel met voorrang toegewezen aan de naburige handelaar, als deze interesse toont in het toevoegen van de locatie aan hun bestaande locatie,

ofwel wordt deze tijdelijk van dag tot dag toegewezen.

De houder van het abonnement krijgt zijn standplaats terug op het einde van de opschorting.

Artikel 15 - Opzegging van het abonnement

De houder van het abonnement mag dit opzeggen:

- wanneer hij zich bevindt in een van de gevallen van tijdelijke opschorting die voorzien zijn in artikel 14 van dit reglement, wanneer het abonnement vervalt, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen;
- wanneer het abonnement vervalt, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen;
- wanneer zijn ambulante activiteiten stopgezet worden, mits een vooropzeg van minstens 30 dagen;
- wanneer hij definitief ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen wegens ziekte of ongeval, dat gestaafd wordt met een medisch getuigschrift of voor een geval van overmacht dat naar behoren aangetoond wordt. In dit geval is geen kennisgeving vereist.

De rechthebbenden van de natuurlijke persoon die haar activiteit voor eigen rekening uitoefent, mogen, wanneer deze persoon overlijdt, zonder vooropzeg het abonnement waarvan deze laatste houder was, opzeggen.

De aanvragen tot opschorting, de overname en de opzeg van een abonnement worden kenbaar gemaakt volgens een van de onderstaande modaliteiten:

- via een ter post aangetekende brief, met ontvangstbewijs;
- via een brief die van hand tot hand overhandigd wordt, tegen ontvangstbewijs;

op een duurzame drager (fax, e-mail).

Artikel 16 - Opschorting en intrekking van het abonnement

§1. Het abonnement mag opgeschort worden door het College van Burgemeester en Schepenen of door de concessiehouder in de volgende gevallen, na de houder van het abonnement een waarschuwing gestuurd te hebben en hem de mogelijkheid geboden te hebben om gehoord te worden:

- bij afwezigheid gedurende vier opeenvolgende weken zonder de Marktmeester hierover voorafgaandelijk of tijdens de eerste week van zijn afwezigheid ingelicht te hebben;
- bij overtreding van artikelen 3 (voorwaarden voor de uitoefening), 18 (verandering van de verkoopsartikels), 21 (bezetting van de standplaatsen), 28 (veiligheid), 30 (hygiëne) 32 (Verkoop van dieren), 33 (Verwarmings- en kooktoestellen), 34 (Geluidshinder), 35 (openbare orde en goede zeden) en 36 (Einde van de markt) van dit reglement;
- bij herhaling van de overtreding van artikel 26 (standplaats) van dit reglement, gedurende een aaneengesloten periode van zes maanden;
- bij een gewone overtreding van dit reglement;
- in geval van niet-naleving van de bevelen van de Marktmeester, de concessiehouder of zijn helper, of een bevoegd gemeentelijk agent.

Indien de overtreding van een van deze punten herhaald wordt, gedurende een aaneengesloten periode van zes maanden, zal het College van Burgemeester en Schepenen of de concessiehouder mogen beslissen om het abonnement in te trekken, volgens de voorwaarden die in dit artikel voorzien zijn.

§ 2. Het abonnement zal worden ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen of door de concessiehouder in de volgende gevallen, nadat een waarschuwing is gericht aan de houder van het abonnement en hem de mogelijkheid is geboden om te worden gehoord, met uitzondering van de overtreding van artikel 13, waarvoor geen voorafgaande kennisgeving of hoorzitting vereist is vanwege het duidelijke bewijs van het niet-naleven van de gestelde betalingstermijn.

De betrokken gevallen betreffen overtredingen van de volgende artikelen:

- Artikel 13: Overschrijding van de voorgeschreven termijn voor de betaling van de abonnementskosten.
- Artikel 22: Overdracht van een standplaats.
- Artikel 23, § 1: Onderverhuur.
- Artikel 29: Nalevingsfouten inzake reinheid.
- Artikel 35: Verstoring van de openbare orde.
- in de gevallen van herhaling die in de voorgaande paragraaf voorzien zijn.

§3. De beslissing tot opschorting of intrekking wordt via een ter post aangetekend schrijven bekendgemaakt, met ontvangstbewijs, of op een duurzame drager.

Artikel 17 - Opschorting in het kader van de seizoensgebonden ambulante activiteiten

Een seizoensgebonden activiteit is in het algemeen een activiteit die betrekking heeft op producten of dienstverleningen die, vanwege hun aard of traditioneel, slechts verkocht worden tijdens een bepaalde periode van het jaar.

De abonnementen die toegewezen worden voor de uitoefening van bovenvermelde activiteiten worden opgeschort voor de duur van de periode van non-activiteit.

Tijdens de periode van non-activiteit worden deze standplaatsen van dag tot dag toegewezen.

Artikel 18 - Verandering van verkoopartikels

De verkoop, al is deze maar tijdelijk, van een ander verkoopartikel dan dat waarvoor de standplaats toegewezen werd, is verboden.

Elke houder van een vergunning van de Gemeente die van verkoopartikel wenst te veranderen, moet hier voorafgaandelijk de toelating voor vragen aan het College van Burgemeester en Schepenen.

Als zijn verzoek ingewilligd wordt, moet betrokkene een mogelijke mutatie van standplaats aanvaarden.

Artikel 19 - Ongewettigde afwezigheid op een bepaald tijdstip en laattijdige aankomst

Geen enkele vergoeding mag worden geëist ingeval van afwezigheid die niet aan de Gemeente of aan de concessiehouder gemeld wordt, of ingeval van laattijdige aankomst (na 7u30), de standplaats via een abonnement toegewezen wordt volgens de procedure die in artikel 10 van dit reglement voorzien is.

Artikel 20 - Vooropzeg die door de Gemeente betekend wordt

Ingeval van definitieve opschorting van het evenement of van een deel van de standplaats, wordt een opzeggingstermijn van een jaar toegepast voor de houders van een standplaats. Deze personen krijgen voorrang bij de toewijzing van een leegstaande standplaats via een abonnement.

Artikel 21 - Bezetting van de standplaatsen

§ 1. De standplaatsen op de openbare markt kunnen worden bezet door natuurlijke personen die de ambulante handel uitoefenen in opdracht van de onderneming.

De aan een demonstrateur toegewezen standplaats kan daarnaast ook worden bezet door natuurlijke personen die de ambulante handel uitoefenen voor zijn rekening, overeenkomstig artikel 36 van het Koninklijk Besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten.

§ 2. Personen die verkopen zonder commercieel karakter uitvoeren in het kader van de operaties vermeld in artikel 7 van het voormelde Koninklijk Besluit van 24 september 2006, kunnen de aan de verantwoordelijke persoon van de operatie toegewezen standplaats bezetten. Indien nodig, kunnen zij deze standplaats innemen buiten de aanwezigheid van de verantwoordelijke.

§ 3. De onderneming die houder is van het abonnement, dient aan de gemeentelijke dienst marktbeheer of de concessiehouder de identiteit en status van de in § 1 vermelde personen mee te delen, evenals, indien van toepassing, een uittreksel van de inschrijving in de Kruispuntbank van Ondernemingen. De inschrijving moet specifiek de soorten activiteiten aangeven die onderworpen zijn aan btw, conform de bepalingen van artikel 3 van dit reglement. De onderneming dient elke latere wijziging hieromtrent binnen 15 dagen en per aangetekende brief aan de post vooraf te melden.

Artikel 22 - Overdracht van een standplaats

De overdracht van een standplaats is toegestaan onder de volgende voorwaarden:

1° Wanneer de houder van een standplaats zijn ambulante activiteiten op de betreffende standplaats stopt als "natuurlijk persoon", overlijdt, of wanneer de "rechtspersoon" zijn ambulante activiteiten op de betreffende standplaats stopt.

2° voor zover:

- De overnemer(s) correct ingeschreven is/zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen met de juiste NACEBEL-codes voor de uitgeoefende handelsactiviteiten en hij/zij de specialisatie van de overdrager voortzet(ten) op elke overgedragen standplaats, tenzij de gemeente of de concessiehouder een verandering van specialisatie toestaat;
- De onderneming van de overnemer(s) ten gevolge van de herneming niet beschikt over meer dan een standplaats in de perimeter van de markt.

De overdracht is geldig voor de resterende duur van de geldigheid van het abonnement van de overdrager. Bij overdracht wordt het abonnement eveneens stilzwijgend verlengd.

Artikel 23 - Onderverhuring en standwerkers

§1. Elke volledige of gedeeltelijke onderverhuring van een standplaats die per abonnement of voor een bepaalde periode aan derden toegewezen wordt, is verboden, met uitzondering van de bepalingen die in de volgende paragraaf voorzien zijn.

Naast de mogelijke oplegging van een administratieve boete van maximaal € 350, zal het abonnement ingeval van overtreding van dit artikel opgeschort kunnen worden voor een periode van 3 weken volgens de regels die in artikel 16 van dit reglement voorzien zijn.

§2. De standwerkers, die een abonnement voor een standplaats verkregen hebben, mogen hun tijdelijk gebruiksrecht over deze standplaats aan andere standwerkers onderverhuren:

- hetzij rechtstreeks aan een andere standwerker;
- hetzij via een vereniging, voor zover:
 - de onderverhuring openstaat voor alle standwerkers, zonder discriminatie;
 - ze het gebruiksrecht op de standplaats via loting toewijst;
 - ze aan de Gemeente via loting de lijst mededeelt van de standwerkers die dit gebruiksrecht verkregen hebben.

De prijs van de onderverhuring mag niet hoger zijn dan het deel van de prijs van het abonnement voor de duur van de onderverhuring.

Artikel 24 – Organisatie van de markturen:

§ 1. Installatie van marktkramen, uitstallingen en winkelvrachtwagens:

1. Abonneerde handelaars moeten hun marktkramen, uitstallingen en winkelvrachtwagens tussen 6 uur en 8 uur opzetten.
2. Groente- en fruithandelaars moeten hun kramen opzetten tussen 5 uur 30 en 8 uur.
3. De occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars), mogen hun kramen opzetten tussen 8 uur en 9 uur.

§ 2. Openings tijden van de markten:

1. Donderdagmarkt: de verkoop is toegestaan van 8 uur tot 13.30 uur.
2. Zondagmarkt:
 - Van 1 november tot 28 februari is de verkoop toegestaan van 9 uur tot 15 uur.
 - Van 1 maart tot 31 oktober is de verkoop toegestaan van 9 uur tot 16 uur.
3. Dinsdagmarkt: de verkoop is toegestaan van 8 uur tot 14 uur.

Markthandelaars mogen de markt niet verlaten voor het officiële einde van de verkoop, een uitzondering kan worden verleend voor uitzonderlijke omstandigheden door de Marktmeester of door de concessiehouder.

Artikel 25 - Verkeer op het marktterrein:

Het is vereist dat markthandelaars en hun leveranciers, wanneer zij voertuigen gebruiken voor het laden en lossen van hun goederen en voor algemeen verkeer in de aangewezen zones, zich strikt houden aan de volgende regels op marktdagen:

- 1 . Alle verkeer is verboden tijdens de verkoopuren zoals vermeld in artikel 24 § 2 binnen het marktgebied, met uitzondering van losse markthandelaars binnen de limieten zoals bepaald in artikel 24 § 1.3 van dit reglement, of met toestemming van de Marktmeester om gegronde redenen.
- 2 . Voertuigen die materiaal en goederen vervoeren mogen slechts op de markt blijven voor de tijd die nodig is voor het laden en lossen, die voor de openingsuren en na de sluitingstijden van de markt moeten plaatsvinden. Een uitzondering wordt verleend aan losse markthandelaars binnen de gestelde tijds limieten in § 1.
3. Het is verboden om voor 6 uur te lossen op marktdagen, behalve voor Groente- en fruithandelaars die mogen beginnen met lossen om 5.30 uur, zoals bepaald in § 1.
- 4 . Bestuurders moeten hun voertuigen buiten het marktgebied parkeren, de verkeersrichting respecteren en zich houden aan de bepalingen van het KB van 1 december 1975 betreffende het verkeer en gebruik van de openbare weg.
5. Het parkeren van andere voertuigen dan winkelwagens en voertuigen met toestemming verleend door het College van Burgemeester en Schepenen, is verboden binnen het marktgebied:
 - Van 5 uur tot 16 uur voor de dinsdag- en donderdagmarkt.
 - Van 6 uur tot 18 uur voor de zondagmarkt.
- 6 . Om praktische en organisatorische redenen, en om het goede verloop van de markt te waarborgen, is het de Marktmeesters en medewerkers van de gemeentelijke dienst marktbeheer

toegestaan hun voertuigen in de marktzones te parkeren, mits zij de activiteiten van de markthandelaars niet hinderen of hun bewegingsvrijheid belemmeren.

Artikel 26 - Standplaatsen

§1. Voor de installatie van hun goederen moeten de handelaars zich schikken naar de instructies van de ambtenaren van het Gemeentebestuur. Ze moeten te allen tijde de afbakening van de bodemmarkering naleven waardoor hun standplaats afgebakend wordt.

§2. Voor de installatie van de marktkramen of om gelijk welke andere reden, is het verboden:

- wat dan ook (kabels, paaltjes, haken...) in de grond, op de wegbedekking of op de marktpleinen te slaan of aan het straatmeubilair op te hangen;
- er gelijk welke markeringen op aan te brengen.

§3. Er mogen geen goederen buiten de standplaatsen worden uitgesteld. Hetzelfde geldt voor de systemen voor de verankering van de tenten, de uitstekende delen van de schragen, de reclameborden, de voertuigen, de afvalstoffen en andere voorwerpen die de handelaars toebehoren.

Artikel 27 - Installaties

Het materiaal dat door de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) gebruikt wordt, moet aangepast zijn aan de organisatie van een markt en alle garanties inzake stevigheid bieden, om weerstand te bieden tegen slecht weer, massabewegingen en andere incidenten die inherent zijn aan openbare markten.

De verkoop vanuit voertuigen is verboden. Er mag echter een uitzondering worden gemaakt voor voertuigen die speciaal als uitstallingen ingericht zijn als hun afmetingen verenigbaar zijn met die van de standplaatsen die op de markten voorzien zijn.

Artikel 28 - Veiligheid

§1. De doorgangen tussen de marktkramen, uitstallingen en ander uitgesteld materiaal moeten vrij blijven, om de vlotte doorgang van de voetgangers en hulpvoertuigen mogelijk te maken.

De marktkramen, uitstallingen en ander uitgesteld materiaal moeten zo worden opgesteld dat:

- het weggedeelte een minimale vrije breedte van 4m20 heeft, 8m ingeval van een doodlopend straatje en een minimumhoogte van 2m20;
- een doorgang van 1m20 vrij blijft aan de achterkant van de marktkramen wanneer de standplaatsen opgesteld zijn langs de gevels van de bewoners of van de lokale handelaars;
- er dwarsdoorgangen worden ingericht om de 50m maximum voor de handelaars en de bewoners.

§2. De mogelijke elektrische kabels die nodig zijn voor de elektrische voeding van de marktkramen, die niet door het Gemeentebestuur geleverd worden, moeten beschermd en gesignaleerd worden op dergelijke wijze dat de veiligheid van de voorbijgangers gevrijwaard wordt. Bovendien moeten ze overeenstemmen met de wetgeving ter zake en minstens eenmaal per maand door een erkende instelling gecontroleerd worden. Een bewijs van deze controle moet kunnen worden voorgelegd op elk verzoek van een bevoegd gemeentelijk agent.

§3 De goederen en het materiaal, met inbegrip van de systemen voor de verankering van de tenten, de uitstekende delen van de schragen, de reclameborden, de voertuigen en de elektrische kabels, die de handelaars toebehoren, blijven onder hun volledige verantwoordelijkheid, evenals de schade die ze zouden kunnen veroorzaken. De handelaars zullen er dus op toezien dat ze hiertoe alle nodige beschikkingen treffen.

§4. Elke handelaar zal in zijn marktkraam over een brandblusser moeten beschikken die in goede staat van werking is en aangepast is aan het type verkochte producten, welke brandblusser minstens een keer per jaar door een erkende instelling gecontroleerd wordt. Een bewijs voor deze controle moet kunnen worden voorgelegd op elk verzoek van een bevoegd agent.

§5. Gasflessen zijn verboden in de perimeter van de markt, behalve wanneer ze geïnstalleerd zijn op voertuigen die als uitstallingen ingericht kunnen worden en mits naleving van de bijzondere veiligheidsbepalingen die ter zake voorzien zijn.

Artikel 29 - Nethed op de markt

De standplaatsen en hun omgeving moeten volledig proper gehouden worden.

Alle installaties aanwezig op de markt moeten een vuilnisbak bevatten voor de afvalstoffen, het papier en de verpakkingen waarvan de verbruikers zich wensen te ontdoen.

Alle afvalstoffen, alle overschot, al het papier, alle verpakkingen die op de bodem van de standplaats, de omgeving ervan en de doorgangplaatsen liggen, zullen moeten opgeraapt worden door de

handelaars, te allen tijde en vooral wanneer ze hun standplaats verlaten; in plastic zakken of recipiënten gestopt worden en door hen verwijderd moeten worden.

Naast de sanctiebepalingen die in dit reglement zijn vastgelegd, moet al wie deze bepaling overtreedt, de zaken onmiddellijk opnieuw reinigen, zoniet behoudt de Gemeente zich het recht voor dit zelf te doen op kosten en risico van de overtreder.

Indien deze bepaling opnieuw overtreden wordt binnen de twaalf maanden die volgen op de oplegging van de sanctie, mag het abonnement onmiddellijk opgeschort worden voor een periode van 3 weken, overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is.

In elk geval blijven de handelaars verantwoordelijk voor de netheid van hun standplaats en de omgeving ervan alsook voor de schade die door nalatigheden in dit verband veroorzaakt wordt.

Voor wat de reinheid van de bezette standplaats en haar directe omgeving betreft, zal er een plaatsbeschrijving door de Dienst van de Gemeenschapswachten, die kan worden bijgestaan door de dienst Cel Onburgerlijk Gedrag, en deze wordt door de handelaar ondertekend voordat hij de markt verlaat.

In geval van niet-naleving van deze verplichting of van vastgestelde onreinheid tijdens de staat van bevinding bij vertrek, wordt een administratieve sanctie opgelegd door de Dienst Juridische Zaken, op basis van een proces-verbaal opgesteld door de Dienst van de Gemeenschapswachten en/of de dienst Cel Onburgerlijk Gedrag.

In geval van herhaling, zoals bepaald in artikel 16, zal de Marktbeheerder overgaan tot de opschorting of definitieve intrekking van het abonnement, conform de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 30 - Hygiëne

Het is verboden op welke manier dan ook, de hygiëne en houdbaarheid van de voedingswaren die vervoerd worden, te koop aangeboden worden, verkocht worden of verkocht zijn, in het gedrang te brengen.

Het is verboden onderaan de zakken, kratten, manden of andere recipiënten, eetwaren te plaatsen die van een mindere kwaliteit zijn dan die welke aan de klanten te koop aangeboden worden.

Het is eveneens verboden eetwaren die bedorven, slecht of vervalst zijn, of die niet voor consumptie geschikt zijn, te verkopen of te koop aan te bieden.

De handelaars die uitstallen, moeten de hygiënenormen naleven die eigen zijn aan hun beroepen, Zij mogen in geen geval de inspecties ontwijken die worden uitgevoerd door naar behoren gemachtigde ambtenaren of agenten, ongeacht of deze afkomstig zijn van de gemeente, de FAVV of Brulabo, in het kader van de regelgeving inzake hygiëne en voedselveiligheid.

Artikel 31 - Verantwoordelijkheid - Verzekering

Het gebruiksrecht dat aan ondernemingen wordt toegekend voor de duur van de markt, brengt geen enkele verplichting met zich mee inzake het bijhouden of bewaren van de goederen en de opslag van de handelaars, ten laste van de Gemeente.

De handelaar garandeert de gemeente voor schade veroorzaakt door haar fout, zijn nalatigheid of die van zijn personeel aan het straatmeubilair veroorzaakt wordt, met inbegrip van de bomen en andere beplantingen die aanwezig zijn op de openbare weg, aan de gebouwen en openbare uitrustingen.

De handelaars moeten de nodige verzekeringspolissen afsluiten, met name inzake de burgerlijke aansprakelijkheid die hun persoon, hun personeel en hun materiaal dekken.

Artikel 32 - Verkoop van dieren

Onverminderd de toepassing van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn van de dieren, de uitstalling, de levering, het te koop aanbieden en de verkoop van levende dieren is verboden in de perimeter van de markt, om welke reden dan ook.

Artikel 33 - Verwarmings- en kooktoestellen

Het is verboden verwarmings- of kooktoestellen te plaatsen en te gebruiken die gassen of rook zouden kunnen laten ontsnappen.

Artikel 34 - Geluidshinder

§1. Het is verboden op dergelijke wijze buitensporig lawaai te maken dat dit de andere handelaars, het publiek of de bewoners zou kunnen storen.

§2. Behoudens in de gevallen van de standwerkers en op voorwaarde dat ze met mate gebruikt worden, is het verboden binnen de perimeter van de markt geluidsversterkers te gebruiken.

Artikel 35 - Openbare orde op de markt

§ 1. Het is verboden om de vrijheid van handelsverkeer te belemmeren en de openbare orde of de goede zeden op enigerlei wijze te verstoren, inclusief de verkoop van producten met een pornografisch, racistisch of xenofob karakter.

§ 2. Het is strikt verboden voor alle handelaars en hun personeel op de markt om:

- Agressief gedrag vertonen, beledigingen uiten of gewelddadige handelingen plegen;
- Op te hitsen tot haat of racistische uitlatingen of gebaren te maken;
- In staat van dronkenschap te verkeren of onder invloed te zijn van verdovende middelen;
- Klanten te lokken in de delen van de markt die gereserveerd zijn voor het verkeer.

§ 3. Elke overtreding van dit artikel zal leiden tot onmiddellijke verwijdering van de markt door de politie met hulp van de Marktmeester en de dienst gemeenschapswachten. Een gemotiveerd verslag zal door de marktdienst aan het College van Burgemeester en Schepenen worden bezorgd.

In geval van herhaling, of bij bijzonder ernstige feiten, kan het College van Burgemeester en Schepenen besluiten om het abonnement van de betreffende handelaar op te schorten of in te trekken, of hen te verbieden deel te nemen aan de lotingen van de markten in de gemeente, wanneer het een occasionele handelaar (gelegenheidshandelaar) betreft.

Artikel 36 - Einde van de markt

Gedurende anderhalf uur na het sluiten van de marktverkoop is verkeer in het marktgebied alleen toegestaan voor voertuigen van kooplieden en hulpdiensten.

De kramen, stalletjes en vrachtwagens moeten uiterlijk twee uur na de sluiting van de markt verwijderd zijn.

HOOFDSTUK 3: ORGANISATIE VAN AMBULANTE ACTIVITEITEN OP HET OPENBAAR DOMEIN BUITEN DE OPENBARE MARKTEN

Afdeling 1: Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de ambulante activiteiten op het openbaar domein buiten de openbare markten

Artikel 37 - Toepassingsgebied

De gemeente mag, na het verlenen van de nodige toestemming, rondreizende commerciële activiteiten in het publieke domein organiseren op haar hele grondgebied, buiten de reguliere wekelijkse markten. Met publiek domein bedoelen we:

- de openbare weg, met inbegrip van de bermen en voetpaden, de voetgangersbruggen en ondergrondse doorgangen voor voetgangers, met uitzondering van de perimeter van de markten tijdens de organisatie ervan;
- de plaatsen die gelijkgesteld worden met de openbare weg krachtens artikel 4 §1, tweede lid van de wet van 25 juni 1993 op de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, met name: de parkings die zich op de openbare weg bevinden, de handelsgalerijen, de station- en metrohalls en de plaatsen waarop de foren plaatsvinden.

Artikel 38 - Voorafgaande toelating

§1. Toelatingsaanvraag

Wie voor het uitoefenen van ambulante activiteiten in één of meerdere locaties vermeld in het vorige artikel een plaats wenst te bezetten, dient te voldoen aan de voorwaarden voorzien in artikel 3 van huidig reglement en is onderworpen aan een voorafgaandelijke toelating. Deze toelating moet aangevraagd worden bij de Gemeente voorafgaandelijk aan de uitoefening van de ambulante activiteit.

De toelating waarop het vorige artikel slaat moet:

- minstens 15 dagen voor de datum die voorzien is voor de uitoefening van de ambulante activiteit bij de Gemeente aangevraagd worden;
- het voorschrift van artikel 16 van dit reglement naleven;
- het voorwerp en de reikwijdte van de gevraagde toelating vermelden, op straffe van onontvankelijkheid.

§2. Beslissing betreffende de toelating

Ingeval van een positieve beslissing, verkrijgt de aanvrager een toelating waarop het volgende vermeld wordt:

- de aard van de producten of dienstverleningen die hij mag verkopen;
- de plaats(en) waarin hij mag verkopen;
- de datum en de duur van de verkoop;
- de mogelijke bijzondere modaliteiten betreffende de toelating.

De gevraagde toelating mag worden geweigerd om een van de volgende redenen:

- redenen inzake openbare orde;
- bescherming van de consument.

De Gemeente moet haar reden(en) motiveren bij de bekendmaking van de negatieve beslissing aan de aanvrager en moet eveneens naar de rechtsmiddelen verwijzen.

Artikel 39 - Voorwaarden inzake de toewijzing en bezetting van de standplaatsen

Personen die voldoen aan de voorwaarden voor het verkrijgen, die voorzien zijn in artikel 7 van dit reglement, en voor de bezetting van standplaatsen op de openbare markt, die voorzien zijn in artikel 21, mogen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en bezetten.

Artikel 40 - Regels voor de toewijzing van standplaatsen van dag tot dag

De toewijzing van standplaatsen van dag tot dag gebeurt volgens de chronologische volgorde van de aanvragen, en indien nodig, naargelang de gevraagde plaats en specialisatie.

Wanneer twee of meer aanvragen voor standplaatsen gelijktijdig ingediend worden, wordt de toewijzing via loting bepaald.

Artikel 41 - Regels voor de toewijzing via abonnement

De regels betreffende de openbare markten die in de vorige afdeling opgesomd zijn, zijn hier eveneens van toepassing.

De voorwaarden betreffende de aankondiging van de leegstaande plaatsen die in artikel 9 §1 van dit reglement opgesomd zijn, zijn niet van toepassing.

Artikel 42 - Inning

De vergoeding betreffende het gebruiksrecht voor een standplaats op de openbare weg buiten de openbare markten dient betaald te worden ten laatste drie dagen vóór de datum of de periode waarop ze betrekking heeft, via overschrijving op de rekening van het Gemeentebestuur.

De handelaar moet, op een gewoon verzoek van een bevoegd agent, een betalingsbewijs van de vergoeding kunnen voorleggen.

Indien de betaling op die datum niet geregistreerd is of indien de handelaar geen betalingsbewijs kan voorleggen, zal de houder van de driemaandelijke toelating ambtshalve definitief kunnen ontzet worden uit het recht om zijn standplaats te bezetten krachtens de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen en dit overeenkomstig de procedure die in artikel 16 van dit reglement voorzien is. Een gelijkaardige beslissing zal kenbaar gemaakt worden aan de overtreder via een ter post aangetekend schrijven.

De overtreder mag, in de gevallen die in dit artikel bedoeld worden, onmiddellijk verwijderd worden van zijn standplaats, op bevel van een bevoegd agent.

Artikel 43 - Identificatie-eis bij de uitoefening van ambulante activiteiten

Al wie een ambulante activiteit op het openbaar domein uitoefent, moet zich identificeren, als deze activiteit vanuit een uitstalling of een voertuig uitgeoefend wordt, door middel van een leesbaar bord dat er goed zichtbaar op geplaatst wordt. Dit bord moet eveneens worden geïnstalleerd door de helpers wanneer ze alleen werken.

Het bord moet de volgende vermeldingen bevatten:

- hetzij de naam en de voornaam van de persoon die een ambulante activiteit uitoefent als natuurlijke persoon, voor eigen rekening, of voor rekening waarvan of ten dienste waarvan, de activiteit uitgeoefend wordt;
- hetzij de naam en de voornaam van de persoon die de dagelijkse verantwoordelijkheid op zich neemt van de rechtspersoon, of voor rekening waarvan of ten dienste waarvan, de activiteit uitgeoefend wordt;
- de handelsnaam van de onderneming en/of haar handelsbenaming;
- naargelang het geval, de Gemeente van de maatschappelijke zetel of van de exploitatiezetel van de onderneming, en als de zetel van de onderneming niet in België gelegen is, het land en de Gemeente waarin het gelegen is;
- het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntenbank van de Ondernemingen (of de

overeenstemmende identificatie als de onderneming in het buitenland gevestigd is).

Artikel 44 - Rondtrekkende activiteiten

De uitoefening van zogenaamde "rondtrekkende" ambulante activiteiten op de openbare weg is onderworpen aan een voorafgaande toelating die afgeleverd wordt door de Gemeente, volgens de voorwaarden die in artikelen 37 tot 43 van dit reglement voorzien zijn.

Artikel 45 - Regels die van toepassing zijn

De artikelen 25 tot en met 36 van dit reglement zijn van toepassing op deze afdeling.

Afdeling 2: De privé-markten - Algemene bepalingen die van toepassing zijn op de ambulante activiteiten op het privédomein

Artikel 46 - Toepassingsgebieden

Alle ambulante activiteiten die op privédomein uitgeoefend worden, moeten onderworpen worden aan een voorafgaande toelating van de Gemeente.

Wordt beschouwd als behorend tot het privédomein voor de noden van dit reglement: elke plaats die niet past in de definitie van het openbaar domein, die in artikel 37 van dit reglement opgenomen is, met inbegrip van de handelsparkings en de plaatsen die naast de openbare weg liggen, in de zin van artikel 10bis van de wet van 25 juni 1993 op de uitoefening en de organisatie van de ambulante activiteiten en kermisactiviteiten.

Naast de onmiddellijke verwijdering van de overtreder en de sluiting van de illegale installatie, zal elke overtreding van dit artikel bestraft worden met een administratieve boete van maximaal 350 EUR.

Artikel 47 - Voorafgaande toelating

Artikel 37 van dit reglement is van toepassing op deze afdeling.

HOOFDSTUK IV: Regelgeving inzake de Procedures van de Sancties en Bevoegdheden van de Operationele Diensten op de Markt

Artikel 48 – Sancties en uitvoeringsmaatregelen

§ 1. Sanctieprocedures

In toepassing van dit reglement worden de sancties tegen overtredende handelaars bepaald en uitgevoerd door de Marktmeester of een andere agent die de gemeentelijke dienst marktbeheer vertegenwoordigt, afhankelijk van de ernst en herhaling van de overtredingen als volgt:

1. Waarschuwing: Voor een eerste overtreding of in geval van een kleine tekortkoming, wordt een formele waarschuwing gegeven aan de overtreder.

2. Tijdelijke verwijdering: De occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars), in geval van recidive of een ernstige overtreding, zullen onmiddellijk van de markt worden verwijderd door de Marktmeester, indien nodig bijgestaan door de ordediensten en/of de Dienst van de Gemeenschapswachten. Een verbod om terug te keren naar de standplaatsen zal worden opgelegd voor een periode van twee tot vier weken, afhankelijk van de ernst van de overtreding.

Wat de vaste handelaars betreft, indien zij ernstige overtredingen begaan, zullen ook uitzettingsmaatregelen worden genomen om veiligheidsredenen. Deze handelaars zullen eveneens verboden worden om hun gebruikelijke plaats te bezetten voor een soortgelijke periode, deze beslissing wordt gemotiveerd door de Marktmeester en voorgelegd ter goedkeuring aan het College van Burgemeester en Schepenen.

3. Voorlegging aan het College van Burgemeester en Schepenen: Voor herhaalde overtredingen of aanhoudende tekortkomingen, wordt een gedetailleerd rapport voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen voor evaluatie en beslissing over de passende sanctie, onverminderd de bepalingen van artikel 16 van dit reglement. Deze sanctie kan het tijdelijke of definitieve intrekken van de gemeentelijke vergunning omvatten om ambulante activiteiten op de markten van de gemeente uit te oefenen voor de overtredende handelaar. Het gemeentecollege neemt zijn besluit en brengt de handelaar hiervan op de hoogte per aangetekende brief met ontvangstbewijs of door persoonlijke overhandiging tegen ontvangstbewijs.

§ 2. Toepassing van sancties en disciplinaire maatregelen

1. Om de uitvoering van de in § 1 beschreven sancties te waarborgen, is de Marktmeester bevoegd om de hulp in te roepen van de politiediensten en/of de Dienst van de Gemeenschapswachten. Deze agenten zijn belast met het verlenen van de nodige assistentie om de orde te handhaven en de effectieve toepassing van sancties.
2. Wanneer gemeenschapswachten een overtreding van dit reglement constateren, moeten zij dit onmiddellijk melden aan de Marktmeester, die de passende maatregelen zal nemen in overeenstemming met de voorziene bepalingen.

Artikel 49 - Bevoegdheid van de Marktmeester en de gemeentelijke diensten belast met de organisatie van de markten.

1. De Marktmeester en de gemeentelijke dienst marktbeheer:

- a. De Marktmeester of elke vertegenwoordiger van de gemeentelijke dienst marktbeheer die daartoe gemachtigd is, heeft de bevoegdheid om de documenten te controleren die de toelating en de identiteit van de personen die een ambulante activiteit uitoefenen op het gemeentelijk terrein aantonen, en om de documenten te eisen en te verifiëren die de activiteit van de handelaars op de markt rechtvaardigen om zich te verzekeren van hun conformiteit met de geldende regelgeving.
- b. De Marktmeester is exclusief bevoegd om de opening en sluiting van de marktactiviteiten te verklaren, evenals om de nodige maatregelen te nemen tegen elke overtreder met betrekking tot deze exclusieve materie.
- c. Hij is verantwoordelijk voor de inning van de verschuldigde vergoedingen van de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars).
- d. De Marktmeester organiseert en superviseert de loting van de losse standplaatsen en kan daarbij worden bijgestaan door de gemeentelijke dienst marktbeheer voor een passende toewijzing aan de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars), waarbij hij ook zijn schattingen en de specifieke behoeften van de markt in aanmerking neemt.
- e. Overeenkomstig de bevoegdheden die hem bij dit reglement zijn verleend en overeenkomstig de procedures en bepalingen vermeld in artikel 48, heeft de Marktmeester ook de bevoegdheid om sancties op te leggen aan elke handelaar die de marktregels overtreedt, met inbegrip van maatregelen zoals tijdelijke of permanente uitsluiting van de markten.
- f. Hij informeert de administratie en andere diensten tijdig wanneer een interventie nodig is om diverse problemen op te lossen, waardoor het goede verloop van de markt wordt vergemakkelijkt en complicaties worden voorkomen.
- g. Verslagen en rapporten worden regelmatig door de Marktmeester aan de gemeentelijke dienst marktbeheer verstrekt voor de opvolging en om een continue evaluatie te waarborgen.
- h. In geval van afwezigheid van de Marktmeester, om welke reden dan ook, en bij gebrek aan de aanwijzing van een vervanger door de administratie, wordt de voorziene loting voor de toewijzing van de standplaatsen aan de occasionele handelaars (gelegenheidshandelaars) geannuleerd. Voor deze uitzonderlijke dag wordt het algemene beheer van de markt gezamenlijk verzekerd door de Gemeenschapswachten en de bevoegde politiediensten.

2. Dienst van de Gemeenschapswachten:

- a. Ze zorgen voor de openbare orde op de marktzones door hun afschrikkende aanwezigheid. Ze zijn bevoegd om elke verstoring van de openbare orde van bezoekers te sanctioneren, om openbare overlast, overlast en wangedrag op de markt te voorkomen, in overeenstemming met het algemeen politiereglement (APR). Deze acties worden uitgevoerd in overleg met de Marktmeester en in samenwerking met de politiediensten.
- b. Wanneer ze een overtreding van dit reglement vaststellen, moeten de gemeenschapswachten onmiddellijk de Marktmeester informeren, die de gepaste maatregelen zal nemen overeenkomstig de voorziene bepalingen.
- c. Wat hun interacties met de handelaars betreft, treden ze enkel op bij overtredingen van de reglementen betreffende het overschrijden van de toegestane afmetingen van de standplaatsen op de openbare weg, het niet schoonmaken van deze standplaatsen na de sluiting van de markt en voor alle overtredingen met betrekking tot de openbare orde, vermeld in artikel 35, steeds in overleg met de Marktmeester.
- d. Ze zijn verantwoordelijk voor de plaatsing en verwijdering van Nadar-hekkens, om de veiligheid rond de marktzones te garanderen. Ze zorgen ook voor het toezicht op deze hekkens door de toegang

tot de marktzones te reguleren en de toegang te beperken tot niet-toegestane voertuigen, tijdens en in overeenstemming met de uren zoals bepaald in punten 4(a) en 4(b) van artikel 24 § 3.

Artikel 50 - Inwerkingtreding van dit reglement

1 . Dit reglement wordt binnen een maand na de goedkeuring verzonden naar de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel - Brussel Economie en Werkgelegenheid (Sint-Lazarusplein 2, 1035 Brussel) en treedt in werking op de vijfde dag na de publicatie.

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de Toezichthoudende Overheid over te maken.

6 **Département Infrastructures et Développement urbain - Convention relative à la "Centrale de marché pour les travaux de traitement des dégradations du sol destinée aux organismes publics bruxellois - CSC 2022H0268 » - Approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Considérant que Bruxelles-Environnement (BE) a constaté que de nombreux organismes publics actifs en Région de Bruxelles-Capitale rencontrent des difficultés lorsqu'ils sont confrontés à des terrains publics qui sont pollués et qu'ils doivent gérer ces pollutions. Ces difficultés étant notamment liées à la passation des marchés publics pour la désignation des experts sol chargés des études, et des entrepreneurs chargés d'exécuter les travaux de traitement des pollutions de sol, conformément à la législation sol applicable;

Considérant que Bruxelles Environnement a lancé, en décembre 2022, un marché public de travaux à l'attention des entrepreneurs enregistrés, dont le cahier spécial des charges porte la référence suivante : "Centrale de marché pour les travaux de traitement des dégradations du sol destinée aux organismes publics Bruxellois - 2022H0268";

Considérant que conformément à l'article 2, 7^o, b) et à l'article 47 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, la Centrale agit comme intermédiaire : les organismes publics bruxellois mentionnés dans les documents de marché peuvent recourir à la Centrale pour réaliser des travaux de traitement des dégradations du sol via le marché conclu avec les entrepreneurs. La centrale vise une série de travaux de traitement de pollution du sol ;

Considérant que dans un souci de qualité, BE semble la structure la plus à même d'attribuer ce marché à des entrepreneurs dignes de confiance ;

Considérant que le marché pour les travaux de traitement des dégradations du sol a été attribué par la Centrale d'achat le 19 avril 2023 aux deux entrepreneurs enregistrés auprès de BE ayant remis les offres régulières économiquement les plus avantageuses: SARPI Remediation n.v. (anciennement Suez), Westvaartdijk, 83 à 1850 GRIMBERGEN, comme attributaire de rang 1, et MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, comme attributaire de rang 2, et que les entrepreneurs doivent être consultés en cascade;

Considérant donc que l'attributaire de rang 1 doit être contacté en premier et que l'attributaire de rang 2 ne peut être contacté que dans le cas où le poste (de l'attributaire de rang 1) que nous souhaitons commander est indiqué comme "sur devis complémentaire" dans le métré; dans ce cas uniquement, la Commune est libre de demander un devis à l'attributaire de rang 2, à titre comparatif ;

Prend connaissance de la convention, entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, BE et les entrepreneurs SARPI Remediation n.v. et MOURIK n.v, dont l'objet est de fixer les droits et les obligations de chaque partie suite à la mise en place par BE de la Centrale, et ce, suite à l'attribution par ladite Centrale du marché pour les travaux de traitement des dégradations du sol aux deux entrepreneurs agréés ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la convention entre la Commune, Bruxelles Environnement et les entrepreneurs SARPI Remediation n.v. et MOURIK n.v., et d'adhérer à la "Centrale de marché pour les travaux de traitement des dégradations du sol".

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Overeenkomst betreffende de "Aankoopcentrale voor de behandelingswerken van bodemdegradaties bestemd voor brusselse openbare instellingen - BB 2022H0268" - Goedkeuring van de overeenkomst.

DE RAAD,

Overwegende dat Leefmilieu Brussel (LMB) heeft vastgesteld dat tal van overheidsdiensten die in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest actief zijn, moeilijkheden ondervinden wanneer ze geconfronteerd worden met publieke terreinen die verontreinigd zijn en wanneer ze deze verontreinigingen moeten beheren. Deze moeilijkheden houden met name verband met de gunning van overheidsopdrachten voor de aanwijzing van bodemdeskundigen voor de uitvoering van studies en van aannemers voor de uitvoering van bodemsaneringswerken, in overeenstemming met de toepasselijke bodemwetgeving;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel in december 2022 een overheidsopdracht voor werken heeft uitgeschreven bestemd voor geregistreerde aannemers, waarvan het bestek de volgende referentie draagt: "Aankoopcentrale voor de behandelingswerken van de bodemdegradaties bestemd voor Brusselse openbare instellingen - 2022H0268";

Overwegende dat in overeenstemming met artikel 2, 7°, b) en artikel 47 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, de Centrale optreedt als tussenpersoon: de Brusselse openbare instellingen die worden vermeld in de documenten van de opdracht, kunnen beroep doen op de Centrale voor de uitvoering van werken voor de behandeling van bodemdegradaties via de opdracht afgesloten met de aannemers. De centrale is gericht op een reeks werken voor de behandeling van bodemdegradaties;

Overwegende dat om een kwaliteitsniveau te garanderen, LMB de meest geschikte structuur lijkt om deze opdracht aan betrouwbare aannemers te gunnen;

Overwegende dat de opdracht voor de behandelingswerken van de bodemdegradaties op 19 april 2023 is gegund door de Aankoopcentrale aan de twee ondernemers die bij LMB zijn geregistreerd en die de economisch meest voordelige offerte hadden ingediend: SARPI Remediation n.v. (voorheen Suez), Westvaardijk, 83 - 1850 GRIMBERGEN, als contractant van rang 1, en MOURIK n.v., Groenendaallaan 399 - 2030 Antwerpen, als contractant van rang 2, en dat de aannemers in cascade moeten worden geraadpleegd;

Overwegende dat dus eerst contact moet worden opgenomen met de contractant van rang 1, en dat de contractant van rang 2 alleen kan worden gecontacteerd als de post (van contractant van rang 1) die we willen bestellen op "*volgens bijkomende kostenraming*" staat in de meetstaat; alleen in dit geval is de gemeente vrij om ter vergelijking een offerte te vragen aan de contractant van rang 2;

Neemt kennis van de overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, LMB en de aannemers SARPI Remediation n.v. en MOURIK n.v., die tot doel heeft de rechten en plichten van elke partij na de oprichting van de Centrale door LMB vast te leggen, en dit volgend op de gunning van de opdracht voor de behandelingswerken van de bodemdegradaties door de voornoemde Centrale aan de twee erkende aannemers;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

De overeenkomst tussen de Gemeente, Leefmilieu Brussel en de aannemers SARPI Remediation n.v. en MOURIK n.v. goed te keuren en aan te sluiten bij de "Aankoopcentrale voor de behandelingswerken van de bodemdegradaties".

4 annexes / 4 bijlagen

Convention_CentraleTraitement_FR.pdf, 9713_2022H0268_2022_09_29_CCH - Modele 3P.pdf, 9713_2022H0268_2022_10_27_Bestek - Model 3P.pdf, Convention_CentraleTraitement_NL.pdf

7 **Département Infrastructures et Développement urbain - Programme Triennal d'Investissement 2022-2024 - Octroi de subsides par la Région de Bruxelles-Capitale - Engagement sur la non-aliénation, l'entretien des projets et demande du taux de subsidiation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 20.07.2016 modifiant l'ordonnance du 16.07.1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public;

Considérant que le montant du subside alloué à notre Commune pour le triennat 2022-2024 est de 2.387.369,00 EUR;

Vu sa délibération en date du 26 octobre 2022 décidant e.a:

De présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2022-2024 :

- Projet n°01 : « Rénovation du bâtiment communal rue de l'Intendant » ;
- Projet n°02 : « Réaménagement espace public Pythagoras » ;
- Projet n°03 : « Eclairage Decock – espace public » ;
- Projet n°04 : « Réaménagement de façade à façade de la rue de l'Indépendance » ;
- Projet n°05 : « Réaménagement de façade à façade de la rue Osseghem entre les avenues des Tamaris et Brigade Piron » ;

Vu sa délibération en date du 20 mars 2024 décidant e.a. :

De présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2022-2024 :

- Projet n°02 : « Réaménagement espace public Pythagoras »;
- Projet n°03 : « Eclairage Decock – espace public »;
- Projet n°04 : « Réaménagement de façade à façade de la rue de l'Indépendance »;
- Projet n°05 : « Réaménagement de façade à façade de la rue Osseghem entre les avenues des Tamaris et Brigade Piron »;
- Projet n°06: « Ré-asphaltage de la rue Alphonse Vandenpeereboom »;
- Projet n°07: « Ré-asphaltage partiel de la rue Kasterlinden »;
- Projet n°08: « Ré-asphaltage de la rue de Ribaucourt »;
 - Partie 1: le tronçon entre la rue de l'Intendant et le boulevard Léopold II;
 - Partie 2: le tronçon entre le boulevard Léopold II et la rue du Jardinier;
- Projet n°09: « Éclairage BEEKKANT »;
- Projet n°10 : « Espace public Beekkant »;

Considérant que la Commune doit encore s'engager sur la non-aliénation des projets pour une durée de 20 ans et sur l'entretien de ceux-ci pour une durée de 5 ans;

Considérant que la Commune sollicite un taux de subsidiation de 90% pour l'ensemble des projets introduits dans le cadre du triennat 2022-2024;

Considérant donc que cette délibération du Conseil communal constitue un document obligatoire en vue de l'obtention d'une promesse ferme du subside pour lesdits projets;

DECIDE:

Article unique:

- De s'engager sur la non-aliénation des projets pour une durée de 20 ans;
- De s'engager sur l'entretien desdits projets pour une durée de 5 ans;
- De solliciter un taux de subsidiation de 90% pour l'ensemble des projets introduits dans le cadre

du programme triennal d'investissement 2022-2024;

De transmettre la présente décision au pouvoir subsidiant.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Driejarig investeringsprogramma 2022-2024 - Toekenning van subsidies door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering - Verbintenis inzake niet-vervreemding, onderhoud van de projecten en aanvraag van het subsidiepercentage.

DE RAAD,

Gezien de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 20.07.2016 tot wijziging van de ordonnantie van 16.07.1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Overwegende dat het bedrag van de aan onze gemeente toegekende subsidie voor de drie jaren 2022-2024, 2.387.369,00 € bedraagt;

Gezien haar besluit van 26 oktober 2022 om:

De volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024:

- Project nr 01 : « Renovatie van het gemeentelijk gebouw Opzichterstraat » ;
- Project nr 02 : « Heraanleg van de openbare ruimte Pythagoras » ;
- Project nr 03 : « Verlichting Decock – openbare ruimte » ;
- Project nr 04 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat » ;
- Project nr 05 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Osseghemstraat tussen de Tamarisken- en de Brigade Pironlaan » ;

Gezien haar besluit van 20 maart 2024 om:

De volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024:

- Project n°02 : « Heraanleg van de openbare ruimte Pythagoras » ;
- Project n°03 : « Verlichting Decock – openbare ruimte » ;
- Project n°04 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat » ;
- Project n°05 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Osseghemstraat tussen de Tamarisken- en de Brigade Pironlaan » ;
- Project n°06: « Herasfalteren van de Alphonse Vandenpeereboomstraat »;
- Project n°07: « Herasfalteren van de Kasterlindenstraat »;
- Project n°08: « Herasfalteren van de Ribaucourtstraat »;
 - Deel 1 : het gedeelte tussen de Opzichterstraat en de Leopold II-laan;
 - Deel 2 : het gedeelte tussen de Leopold II-laan en de Hoveniersstraat;
- Project n°09: « Verlichting BEEKKANT »;
- Project n°10: « Openbare ruimte Beekkant »;

Overwegende dat de gemeente zich nog moet verbinden tot niet-vervreemding van de projecten voor een periode van 20 jaar en tot het onderhoud ervan voor een periode van 5 jaar;

Overwegende dat de gemeente een subsidiepercentage van 90% vraagt voor alle projecten die in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 worden ingediend;

Overwegende derhalve dat deze beraadslaging van de Gemeenteraad een verplicht document is om een vaste subsidietoezegging voor de genoemde projecten te verkrijgen;

BESLIST:

Enig artikel:

- Zich ertoe te verbinden de projecten gedurende 20 jaar niet te vervreemden;

- Zich te verbinden tot het onderhoud van deze projecten voor een periode van 5 jaar;
- Een subsidiepercentage van 90% aan te vragen voor alle projecten die in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024 werden ingediend;

Dit besluit naar de subsidiërende overheid te zenden.

1 annexe / 1 bijlage

20221208_Approb_ptic_GVNT_MOL_2022_2024.pdf1876361843227515815.pdf.pdf

8 **Departement Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest" - Convention d'occupation temporaire d'une partie du parc Decock pour l'installation d'un poulailler.**

LE CONSEIL,

Vu la prise de possession du nouveau parc situé entre les rues Decock et Lessines le 29 avril 2024 par la Commune;

Considérant qu'un groupe d'habitants est bénéficiaire d'un subside "Inspirons le quartier" dont le but est la création d'un poulailler;

Considérant que le poulailler a été construit sur le site de Molenwest Square en collaboration avec les associations et jeunes du quartier;

Considérant que le groupe d'habitants est suivi par Bruxelles-Environnement et le collectif Ipé;

Considérant que le terrain initial à Molenwest Square ne peut finalement pas accueillir le poulailler pour des raisons d'état du sol et des futurs travaux de la STIB à l'arrière du site;

Vu leur demande d'installer le poulailler dans le nouveau parc Decock;

Considérant que le parc est assez grand pour accueillir une telle infrastructure;

Considérant que le projet initial du parc prévoyait un poulailler mais que la construction avait été abandonnée faute de budget et de gestionnaire potentiel;

Considérant qu'une occupation supplémentaire dans le parc permettra d'améliorer le contrôle social et l'attractivité du parc ;

Considérant que le groupe d'habitants est engagé auprès de Bruxelles-Environnement pour gérer le potager dans le respect du bien-être animal;

Considérant qu'une convention d'occupation temporaire est nécessaire;

Vu le projet de convention en annexe;

Vu la photo du poulailler en annexe;

Vu l'article 117 de la NLC;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver la mise à disposition d'une partie du parc Decock pour accueillir le poulailler et la convention d'occupation temporaire avec le groupe d'habitants gestionnaires.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract Rondom Westpark - Overeenkomst van tijdelijk gebruik van een deel van het Decockpark voor het plaatsen van een kippenhok.

DE RAAD :

Gezien de ingebruikname van het nieuwe park tussen de Decockstraat en de Lessenstraat op 29 april 2024 door de Gemeente;

Overwegende dat een groep bewoners een "Vooruit met de wijk"-subsidie heeft ontvangen voor de bouw van een kippenhok;

Overwegende dat het kippenhok werd gebouwd op de site van Molenwest Square in samenwerking

met lokale verenigingen en jongeren;

Overwegende dat de bewonersgroep wordt opgevolgd door Leefmilieu Brussel en het collectief Ipé;

Overwegende dat de oorspronkelijke locatie op Molenwest Square niet geschikt is voor het kippenhok vanwege de staat van de grond en de toekomstige werkzaamheden van de MIVB aan de achterzijde van de site;

Gezien hun verzoek om het kippenhok in het nieuwe Decockpark te plaatsen;

Overwegende dat het park groot genoeg is voor een dergelijke infrastructuur;

Overwegende dat het oorspronkelijke project voor het park een kippenhok omvatte, maar dat de bouw ervan werd stopgezet wegens een gebrek aan budget en een potentiële beheerder;

Overwegende dat een extra activiteit in het park de sociale controle en de aantrekkelijkheid van het park zal verbeteren;

Overwegende dat de groep bewoners zich tegenover Leefmilieu Brussel verbonden heeft om het kippenhok te beheren met respect voor het dierenwelzijn;

Overwegende dat een tijdelijke gebruiksovereenkomst noodzakelijk is;

Gezien de bijgevoegde ontwerpovereenkomst;

Gezien de bijgevoegde foto van het kippenhok;

BESLUIT :

Enig artikel:

De terbeschikkingstelling van een deel van het Decockpark om het kippenhok in onder te brengen goed te keuren alsook de tijdelijke gebruiksovereenkomst met de groep bewoners die het kippenhok beheert.

2 annexes / 2 bijlagen

IMG-20241022-WA0019.jpg, Convention type - Occupation temporaire poullailer.docx

-
- 9 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Service Marchés Publics - Marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble comprenant trois logements répartis sur trois étages (R+3) et un équipement CASCO au rez-de-chaussée, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean, dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine - Opération B1 – Logements et équipement Quai de l'Industrie 5-5b - CDC 24.016 – Réestimation du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la décision du Conseil communal en date du 28.08.2024 :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché, établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble comprenant trois logements répartis sur trois étages (R+3) et un équipement CASCO au rez-de-chaussée, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte conformément à l'article 36 de la Loi du 17 juin 2016;

Article 3 :

D'approuver la dépense, prévue en 2024 à l'article 9301/731-60, estimée à 1.850.521,39 EUR HTVA (TVA 12% (logements) : 195.644,05 EUR ; TVA 21% (communs et équipement) : 46.232,41 EUR, soit un montant de 2.092.397,84 EUR TVAC et de la couvrir à 100% par le subside du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 5 (DC n°2139/2018).

Considérant que le montant de l'estimation doit être modifié;

Considérant que la nouvelle estimation s'élève maintenant à 2.288.537,23 EUR HTVA (TVA 12% (logements) : 241.952,71 EUR ; TVA 21% (communs et équipement) : 57.175,57 EUR), soit 2.587.665,51 EUR TVAC et qu'elle sera financée de la manière suivante:

- 2.278.011,07 EUR avec le subside CRU 5 (DC: 2139/2018);
- 93.200,00 EUR avec le subside CRU 5 (dépollution) (DC: 2702/2023);
- 216.454,44 EUR par emprunts;

Considérant que le financement de la nouvelle estimation est conforme au budget 2024;

Vu l'article 234, §1 de la nouvelle loi communale;

DECIDE:

Article unique :

De modifier l'estimation du marché de travaux relatif à la construction d'un immeuble comprenant trois logements répartis sur trois étages (R+3) et un équipement CASCO au rez-de-chaussée, sis quai de l'Industrie 5 et 5b à Molenbeek-Saint-Jean à un montant de 2.288.537,23 EUR HTVA (TVA 12% (logements) : 241.952,71 EUR ; TVA 21% (communs et équipement) : 57.175,57 EUR), soit 2.587.665,51 EUR TVAC et de la financer de la manière suivante:

- 2.278.011,07 EUR avec le subside CRU 5 (DC: 2139/2018);
- 93.200,00 EUR avec le subside CRU 5 (dépollution) (DC: 2702/2023);
- 216.454,44 EUR par emprunts.

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Dienst Overheidsopdrachten - Opdracht voor werken voor de oprichting van een gebouw bestaande uit drie woningen verdeeld over drie verdiepingen (R+3) en een CASCO-uitrusting op de begane grond, gelegen aan de Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van het Contract voor stadsvernieuwing - Operatie B1 - Woningen en uitrusting Nijverheidskaai 5-5b - Bestek 24.016 – Herschatting van de opdracht.

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad in datum van 28.08.2024 :

Artikel 1 :

De documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgesteld zijn voor de opdracht voor werken betreffende de oprichting van een gebouw bestaande uit drie woningen verdeeld over drie verdiepingen (R+3) en een CASCO-uitrusting op de begane grond, gelegen aan de Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren;

Artikel 2 :

Deze opdracht voor werken op te starten via een openbare procedure overeenkomstig artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3 :

De uitgave, voorzien in 2024 op artikel 9301/731/60, geraamd op 1.850.521,39 EUR Excl. btw (btw 12% (woningen) : 195.644,05 EUR ; btw 21% (gemeenschappelijke delen en uitrusting) : 46.232,41 EUR), hetzij een bedrag van 2.092.397,84 EUR Incl. Btw, goed te keuren en deze uitgave voor 100% te dekken door de subsidie van het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 5 (VR n°2139/2018).

Overwegende dat het bedrag van de raming moet gewijzigd worden ;

Overwegende dat de nieuwe raming nu komt op 2.288.537,23 euro exclusief btw (btw 12% (woningen) : 241.952,71 euro ; btw 21% (gemeenschappelijke delen en uitrusting) : 57.175,57 euro), hetzij 2.587.665,51 euro inclusief btw en deze uitgave te dekken als volgt:

- 2.278.011,07 EUR met de subsidie van het SVC 5 (VR: 2139/2018);

- 93.200,00 EUR met de subsidie van het SVC 5 (bodemonreiniging) (VR: 2702/2023);

- 216.454,44 EUR door leningsgelden;

Overwegende dat de financiering van de nieuwe raming in overeenstemming is met de begroting voor 2024;

Gelet op artikel 234, §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

De raming van de opdracht voor werken betreffende de oprichting van een gebouw bestaande uit drie woningen verdeeld over drie verdiepingen (R+3) en een CASCO-uitrusting op de begane grond, gelegen aan de Nijverheidskaai 5 en 5b te Sint-Jans-Molenbeek te wijzigen naar 2.288.537,23 euro exclusief btw (btw 12% (woningen) : 241.952,71 euro ; btw 21% (gemeenschappelijke delen en uitrusting) : 57.175,57 euro), hetzij 2.587.665,51 euro inclusief btw en deze uitgave te dekken als volgt:

- 2.278.011,07 EUR met de subsidie van het SVC 5 (VR: 2139/2018);

- 93.200,00 EUR met de subsidie van het SVC 5 (bodemonreiniging) (VR: 2702/2023);

- 216.454,44 EUR door leningsgelden;

10 Enseignement néerlandophone - Emplois vacants pour les nominations au 01.01.2025.

Nederlandstalig Onderwijs - De vacantverklaring bij de benoeming in wervingsambt op 01.01.2025.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gezien de laatste wijziging op 10/09/2024 van de omzendbrief 13CC/VB/ML waarbij de vacante betrekkingen vóór 15 november moeten worden meegedeeld aan alle personeelsleden;

Gelet op het artikel 35 van het hierboven vermeld decreet betreffende de voorrangsmatregelen;

BESLUIT:

Enig Artikel :

de volgende betrekkingen vacant te verklaren aan de Nederlandstalige basisscholen op datum van 15 oktober 2024:

School WINDROOS :

3u vacante betrekking kleuteronderwijzer
40u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
24u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
12u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
15u vacante betrekking zorgcoördinator (HOKT)
0u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School REGENBOOG :

36u vacante betrekking kleuteronderwijzer
20u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
6u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking anglicaanse godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
21u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
7u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
14u vacante betrekking beleidsondersteuner Ba
6u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School KET & CO :

55u vacante betrekking kleuteronderwijzer
46u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
16u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
16u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
9u vacante betrekking kinderverzorging
3u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
4u vacante betrekking israëlitische godsdienst
13u vacante betrekking beleidsondersteuner Ba

6u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School PALOKE :

43u vacante betrekking kleuteronderwijzer
42u vacante betrekking lager onderwijzer
8u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
12u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
14u vacante betrekking katholieke godsdienst
16u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
2u vacante betrekking administratief medewerker
0vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
0u vacante betrekking beleidsondersteuner
4u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School DE KNIPOOG :

12u vacante betrekking kleuteronderwijzer
56u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
5u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
4u vacante betrekking katholieke godsdienst
20u vacante betrekking islamitische godsdienst
10u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
9u vacante betrekking kinderverzorging
9u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
0u vacante betrekking beleidsondersteuner
7u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

Scholengemeenschapsinstelling :

0u vacante betrekking directeur coördinatie-SG
0u vacante betrekking beleidsondersteuner
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)

11 Finances – Budget communal ordinaire 2023 – Modifications budgétaires de clôture (99) de l'exercice 2023.

LE CONSEIL,

Vu l'article 15 du Règlement Général de la Comptabilité Communale;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 et 238 à 263 ;
Considérant que les insuffisances de crédits constatées à l'exercice 2023 ont fait l'objet de rectifications ;
Considérant que ces rectifications prennent valeur au 31.12.2023 et emportent, dès lors, leur intégration au compte budgétaire 2023 dès leur vote par le Conseil communal ;
Considération que ces rectifications ne peuvent viser que les dépenses ordinaires existantes et engagées régulièrement au cours de l'exercice concerné ;
Vu les tableaux des modifications budgétaires;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

De voter les modifications budgétaires de clôture de l'exercice 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.

Financiën – Gemeentelijke gewone begroting 2023 - Begrotingswijziging (99) betreffende de afsluiting van het dienstjaar 2023.

DE RAAD,

Gezien artikel 15 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikelen 117 en 238 tot 263;

Overwegende dat de krediettekorten vastgesteld in het dienstjaar 2022 het voorwerp uit maken van terechtzettingen;

Overwegende dat deze terechtzettingen ingaan op 31.12.2023 en derhalve dienen opgenomen te worden in de begrotingsrekening 2023 zodra ze door de Gemeenteraad worden aangenomen;

Overwegende dat deze terechtzettingen slechts betrekking kunnen hebben op gewone verplichte en regelmatig vastgelegde uitgaven tijdens het desbetreffend dienstjaar ;

Gezien de tabellen van de begrotingswijzigingen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Enig artikel :

De begrotingswijziging voor de afsluiting van het dienstjaar 2023 te stemmen.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

2 annexes / 2 bijlagen

MB99 - Phénix - NL - 23.10.24.pdf, MB99 - Phénix - FR - 23.10.24.pdf

12 Recette communale – Comptes annuels de l'exercice 2023

LE CONSEIL,

Vu le titre VI de la nouvelle loi communale et en particulier les articles 96 et 240 ;

Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale (RGCC);

Vu les arrêtés ministériels des 30 octobre 1990 et 23 septembre 1991 accompagnant le RGCC et du 10 janvier 1996 fixant les documents comptables ;

Vu les circulaires du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale notamment celle du 10 septembre 1998 relative à la présentation et au contenu des comptes annuels des communes de la Région de Bruxelles-Capitale et celle portant la référence "CIRC 2024/02" relative à la clôture des comptes communaux de l'exercice 2023 ;

Considérant les tableaux de concordance des comptabilités budgétaire et générale qui confirment la cohérence des comptes ;

Considérant que ces comptes annuels comprennent :

- le compte budgétaire: service ordinaire et service extraordinaire,
- le bilan et le compte de résultats,
- les annexes : balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publicount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations, tableau de concordance ;

Considérant que tous les actes ont été correctement portés aux comptes ;

DECIDE:

Article unique :

De certifier que tous les actes relevant de la compétence du Collège des Bourgmestres et Echevins ont été correctement portés aux comptes 2023, y compris le compte budgétaire (service ordinaire et service extraordinaire), le bilan et le compte de résultats et les annexes (balance des comptes généraux, balance des comptes particuliers, détails des comptes de régularisation et d'attente, ratios, liste des crédits budgétaires et engagements à reporter (formulaire T 3), liste des non valeurs et irrécouvrables, droits et engagements hors bilan, règles d'évaluation et statistiques, Travaux en cours, situation de la dette communale, subsides, fonds de pension, créances à recouvrer, Article 60 § 7, Marchés publics, publicount, fonds de réserve ordinaire et extraordinaire, provisions pour risques et charges, participations), tableau de concordance et de notifier l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 2023 à Madame le Receveur Faisant Fonction.

Gemeenteontvangerij – Jaarrekeningen van het dienstjaar 2023

DE RAAD,

Gelet op de titel VI van de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder artikelen 96 en 240;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 met betrekking tot het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding;

Gelet op de ministeriële besluiten van 30 oktober 1990 en 23 september 1991 bij het algemeen reglement van de gemeentelijke boekhouding en van 10 januari 1996 tot vaststelling van boekhoudkundige documenten;

Gelet op de omzendbrieven van het Ministerie het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest, namelijk van 10 september 1998 met betrekking tot de presentatie en de inhoud van de jaarrekeningen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en deze met referentie "CIRC 2024/02" betreffende de afsluiting van de jaarrekeningen van 2023;

Overwegende de concordantietabellen van de begrotings- en algemene boekhoudingen die de coherentie van de rekeningen bevestigen;

Overwegende dat deze jaarrekeningen het volgende omvatten:

- de begrotingsrekening: gewone dienst en buitengewone dienst,
- de balans en de resultatenrekening,
- de bijlagen: balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7,

overheidsopdrachten, publiccount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen, tabel van de overeenkomsten;

Overwegende dat alle akten op correcte wijze in rekening werden gebracht;

BESLIST:

Enig artikel:

Te bevestigen dat alle akten waarvoor het College van Burgemeester en Schepenen bevoegd is op correcte wijze in rekening 2023 werden gebracht, met inbegrip van de begrotingsrekening (gewone dienst en buitengewone dienst), de balans en de resultatenrekening en de bijlagen (balans van de algemene rekeningen, balans van de bijzondere rekeningen, detail van de overlopende en wachtrekeningen, ratio's, lijst van de begrotingskredieten en nog over te dragen vastleggingen (formulier T3), lijst van de onwaarden en oninvorderbare rechten, rechten en vastleggingen buiten balans, waarderingsregels en statistieken, werken in uitvoering, situatie van de gemeenteschuld, subsidies, pensioenfondsen, nog te innen vastgestelde rechten, artikel 60 § 7, overheidsopdrachten, publiccount, gewoon en buitengewoon reservefonds, voorzieningen voor risico's en kosten, deelnemingen), tabel van de overeenkomsten en de definitieve afsluiting van de rekeningen van het dienstjaar 2023 aan Mevrouw de Wnd. ontvanger mee te delen.

21 annexes / 21 bijlagen

Listing Marchés publics - 2023.xlsx, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 5.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 7.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 5.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 6.pdf, Rapport financier 2023 NL.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 4.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 1.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 2.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 3.pdf, compte budgétaire 2023 EO FR.pdf, Rapport financier 2023 FR.pdf, compte budgétaire 2023 O FR.pdf, compte budgétaire 2023 O NL.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 6.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 7.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 4.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 3.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 FR - partie 2.pdf, compte budgétaire 2023 EO NL.pdf, Comptes annuels de l'exercice 2023 NL - partie 1.pdf

13 **Taxes communales - Taxe additionnelle au précompte immobilier - Renouvellement pour 2025.**

LE CONSEIL,

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;
Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 260 ;
Vu sa délibération du 20 décembre 2023, arrêtant le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2024 ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

Il sera perçu pour l'exercice 2025, au profit de la commune TROIS MILLE HUIT CENT NONANTE (3890) centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Opcentiemen bij de onroerende voorheffing - Vernieuwing voor 2025.

DE RAAD,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, voornamelijk het artikel 464, 1°;
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikelen 117 en 260;
Gelet op zijn beraadslaging van 20 december 2023 , tot bepaling van het aantal opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2024;
Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Enig artikel :

Voor het dienstjaar 2025 zullen ten bate van de gemeente DRIEDUIZEND ACHTHONDERD NEGENTIG (3890) opcentiemen bij de onroerende voorheffing worden geheven.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

14 Taxes communales - Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Renouvellement pour 2025.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 252 et 260 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 464 à 470 ;
Vu la circulaire du 12 juillet 2024 concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2025 ;
Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;
Vu la situation financière de la Commune ;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2025, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune.

Article 2

La taxe reste fixée à SIX VIRGULE TROIS POUR CENT (6,3 %) de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 à 466bis du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 3

L'établissement et la perception de la taxe communale additionnelle sont confiés à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus et à celle en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, aux conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Gemeentebelastingen - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting - Vernieuwing voor 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 252 en 260 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, vooral de artikelen 464 tot 470;
Gelet op de omzendbrief dd. 14 juli 2024 houdende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2025;
Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het van het Schepencollege;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt gevestigd, voor het dienstjaar 2025, een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente.

Artikel 2

De belasting blijft vastgesteld op ZES KOMMA DRIE PERCENT (6,3%) van de berekeningsbasis bepaald overeenkomstig artikels 466 en 466bis van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

Artikel 3

De vestiging en de inning van de aanvullende belastingen op de personenbelasting worden toevertrouwd aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen en deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, onder de voorwaarden en volgens de regelen die de Koning bepaalt.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

15 **Taxes communales - Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Renouvellement pour 2025.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170, §4, de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1 :

Il est établi, au profit de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, pour l'exercice 2025, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Article 2 :

L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Article 3 :

Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2025 sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Gemeentebelastingen - Opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies - Vernieuwing voor 2025.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

Overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Er worden voor het aanslagjaar 2025 ten voordele van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

Artikel 2 :

De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

Artikel 3 :

Deze verordening treedt in werking op 1 januari 2025 en wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

-
- 16 **Informatique - Convention de mise a disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé wepulse.**

Informatica - Overeenkomst voor de levering van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en bijbehorende it-diensten op de verschillende gebieden van het programma voor automatisering en digitale transformatie van de lokale overheid, bekend als wepulse.

-
- 17 **Services postaux pour le relevé et l'envoi de correspondance en Belgique et à l'étranger relevant du service universel ainsi que pour les envois de colis en Belgique et à l'étranger - Approbation de l'adhésion à un marché spécifique.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20 décembre 2023, décidant e.a.:

Article 1 :

D'adhérer, au plus tard le 29 décembre 2023, à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), selon les statuts de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services et selon le dossier d'adhésion joint en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante ;

Article 2 :

De communiquer la présente décision à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;

Article 3 :

De désigner Madame Saliha Raiss, échevine en charge des Travaux publics, en tant que membre effectif, et Monsieur Olivier Mahy, échevin en charge du Logement, en tant que suppléant, à l'assemblée générale à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Article 4

De prévoir 4.750 EUR à l'article 1040/816-51 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2024.

Considérant qu'il y a lieu de procéder au relevé et à l'envoi de correspondance en Belgique et à l'étranger relevant du service universel ainsi qu'à l'envoi de colis en Belgique et à l'étranger;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a pour cela la possibilité de lancer un nouveau marché ou de faire appel à la centrale d'achat CREAT, accessible à la commune de par son adhésion à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);

Considérant que l'offre de CREAT consiste en :

- une expertise en matière de l'achat public et donc la législation en matière de marchés publics ;
- une volonté d'obtenir les meilleurs prix pour les volumes de commandes importants vu le regroupement des entités publiques ;
- la possibilité laissée aux entités publiques de mettre le focus sur leurs missions administratives et techniques;

Considérant dès lors qu'il s'avère opportun de recourir pour le relevé et l'envoi de correspondance en Belgique et à l'étranger relevant du service universel ainsi que pour l'envoi de colis en Belgique et à l'étranger via la centrale d'achat CREAT à l'accord-cadre " Courrier physique sortant - février 2023 ", valable jusqu'au 31 janvier 2027;

Considérant qu'il s'agit d'un accord-cadre qui est exécuté sans remise en concurrence;

Considérant que le recours à cet accord-cadre ne génère aucun coût d'utilisation en plus des services effectivement commandés;

Considérant que cette dépense est estimée à 225.000 EUR TVAC (0 et 21% de TVA), révision des prix et des quantités présumées comprise;

Considérant que la dépense sera inscrite au budget ordinaire de l'exercice 2025 à l'article 1040/123/07 (sous réserve d'approbation du budget communal 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle);

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer formellement à l'accord-cadre " Courrier physique sortant - Février 2023", valable jusqu'au 31 janvier 2027 ;

Article 2 :

D'inscrire la dépense relative au relevé et à l'envoi de correspondance en Belgique et à l'étranger relevant du service universel ainsi qu'à l'envoi de colis en Belgique et à l'étranger qui s'élève à 225.000 EUR TVAC (0 et 21% de TVA), révision des prix et des quantités présumées comprise, pour l'exercice budgétaire 2025, à l'article 1040/123/07 du budget ordinaire (sous réserve d'approbation du budget communal 2025 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle);

Postdiensten voor de ophaling en de verzending van brievenpost in België en naar het buitenland binnen de werkingsfeer van de universele dienst en voor de verzending van

pakketten in België en naar het buitenland - Goedkeuring van de toetreding tot een specifieke opdracht.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20 december 2023, besluitende:

Artikel 1 :

Op ten laatste 29 december 2023 toe te treden tot de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), volgens de modaliteiten vastgelegd in de statuten van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services en volgens het toetredingsdossier dat als bijlage aan onderhavig besluit wordt toegevoegd om er integraal deel van uit te maken;

Artikel 2 :

De onderhavige beslissing aan de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) mee te delen ;

Artikel 3 :

Mevrouw Saliha Raiss, afgevaardigde schepen van Openbare werken, als effectief lid, en Mijnheer Olivier Mahy, afgevaardigde schepen van Huisvesting, als vervanger, voor te dragen van de algemene vergadering van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Artikel 4 :

4.750 EUR te voorzien op artikel 1040/816-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de ophaling en de verzending van brievenpost in België en naar het buitenland binnen de werkingssfeer van de universele dienst en tot de verzending van pakketten in België en naar het buitenland;

Overwegende dat de gemeente hiervoor de mogelijkheid heeft om een nieuwe opdracht te lanceren of om een beroep te doen op de aankoopcentrale van CREAT, waartoe de gemeente toegang heeft via haar lidmaatschap van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Diensten (TMVS);

Overwegende dat het aanbod van CREAT bestaat uit :

- deskundigheid op het gebied van overheidsopdrachten en dus op het gebied van wetgeving inzake overheidsopdrachten;
- de wens om de beste prijzen te krijgen voor grote hoeveelheden bestellingen, gezien de groepering van overheidsinstanties;
- de mogelijkheid voor overheidsorganen om zich te concentreren op hun administratieve en technische taken.

Overwegende dat het derhalve passend is om voor de ophaling en de verzending van brievenpost in België en naar het buitenland binnen de werkingssfeer van de universele dienst en voor de verzending van pakketten in België en naar het buitenland via de aankoopcentrale van CREAT beroep te doen op de raamovereenkomst " Fysiek aangeleverde uitgaande post - Februari 2023", geldig tot 31/1/2027;

Overwegende dat het gaat om een raamovereenkomst die wordt uitgevoerd zonder nieuwe oproep tot mededinging;

Overwegende dat het beroep doen op die raamovereenkomst naast de werkelijk bestelde diensten geen gebruikskosten met zich meebrengt;

Overwegende dat deze uitgave wordt geraamd op 225.000 EUR inclusief BTW (0 en 21% BTW), prijsherziening en herziening van de vermoedelijke hoeveelheden inbegrepen;

Overwegende dat de uitgave zal ingeschreven worden op de gewone begroting van het dienstjaar 2025 op artikel 1040/123/07 (onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2025 door de Gemeenteraad en de voordij);

BESLIST :

Artikel 1 :

De raamovereenkomst "Fysiek aangeleverde uitgaande post - Februari 2023", geldig tot 31/1/2027, formeel te onderschrijven;

Artikel 2 :

De uitgave in verband met de ophaling en de verzending van brievenpost in België en naar het buitenland binnen de werkingssfeer van de universele dienst en de verzending van pakketten in België en naar het buitenland die 225.000 EUR inclusief btw (0 en 21% BTW) bedraagt, inclusief prijsherziening en herziening van de vermoedelijke hoeveelheden, voor het begrotingsjaar 2025, in te schrijven op artikel 1040/123/07 van de gewone begroting (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2025 door de Gemeenteraad en de voorgedij);

1 annexe / 1 bijlage

Prijzlijst-fysieke-uitgaande-post-Easypost-januari-2024-1.pdf

18 **Marchés Publics – Marché public de Services à bordereau de prix relatif à la « Location de bus avec chauffeur pour le transport d’enfants des écoles communales de Molenbeek Saint-Jean pour une période d’un an reconductible une fois un an – Modification des clauses des révisions des prix et des critères de sélection.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 28 août 2024 réf (#012/28.08.2024/A/0033#) décidant :

Article 1er

d’approuver la dépense globale pour ce marché estimé à 421.487,60 HTVA, soit 510.000,00 TVAC pour les deux années dont les crédits nécessaires pour les années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire;

Article 2

de lancer le marché public de services relatif à la « Location de bus avec chauffeur pour le transport d’enfants des écoles communales de Molenbeek Saint-Jean pour une période d’un an reconductible une fois un an » via la procédure ouverte conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 3° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, soumise à la publicité belge et européenne ;

Vu sa décision du 25 septembre 2024 réf (#012/25.09.2024/A/0013#) décidant :

Article unique :

d’approuver les documents du marchés modifiés, à savoir, l’inventaire et les clauses techniques, dans le cadre du marché public de services à bordereau de prix relatif à la « Location de bus avec chauffeur pour le transport d’enfants des écoles communales de Molenbeek Saint-Jean pour une période d’un an reconductible une fois un an ».

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu’il y a lieu de modifier les documents du marché donc les clauses des révisions des prix et les critères de sélection ;

DECIDE :

Article unique:

D'approuver les documents du marchés modifiés, à savoir, les clauses des révisions des prix et les critères de sélection, dans le cadre du marché public de services à bordereau de prix relatif à la « Location de bus avec chauffeur pour le transport d'enfants des écoles communales de Molenbeek Saint-Jean pour une période d'un an reconductible une fois un an ».

Marchés Publics - Overheidsopdracht met prijslijst voor de “Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen van de gemeentescholen van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van één jaar, eenmaal verlengbaar voor een jaar - Wijziging van de prijsherzieningsclausules en de selectiecriteria.

DE RAAD,

Gelet op zijn besluit van 28 augustus 2024 ref (#012/28.08.2024/A/0033#) besluit :

Artikel 1

de totale uitgaven voor dit contract goed te keuren, die geraamd worden op 421 487,60 excl. BTW, d.w.z. 510 000,00 incl. BTW voor de twee jaar, waarvoor in elk begrotingsjaar de nodige kredieten voor de volgende jaren zullen worden uitgetrokken;

Artikel 2

de overheidsopdracht voor dienstverlening met betrekking tot de “Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen van de gemeentescholen van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van één jaar, eenmaal per jaar hernieuwbaar” te lanceren via de openbare procedure overeenkomstig artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11, 3° van het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de gunning van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, onderworpen aan de Belgische en Europese publiciteit;

Gelet op haar beslissing van 25 september 2024 ref (#012/25.09.2024/A/0013#) beslissend:

Enig artikel:

Het gewijzigde bestek goed te keuren, namelijk de inventaris en de technische clausules, in het kader van de overheidsopdracht voor dienstverlening met prijslijst met betrekking tot de “Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen van de gemeentescholen van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van één jaar, eenmaal verlengbaar met een jaar”.

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid op artikel 234§1 met betrekking tot de bevoegdheden van de Gemeenteraad en de latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessieovereenkomsten en de latere wijzigingen ervan;

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan, in het bijzonder artikel 36;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot vaststelling van de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende het plaatsen van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en de latere wijzigingen ervan ;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het bestek te wijzigen, derhalve de prijsherzieningsclausules en de selectiecriteria ;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het gewijzigde bestek goed te keuren, namelijk de prijsherzieningsclausules en de selectiecriteria, in het kader van de overheidsopdracht voor diensten met een prijslijst met betrekking tot de “Huur van bussen met chauffeur voor het vervoer van kinderen van de gemeentelijke scholen van Sint-Jans-Molenbeek voor een periode van één jaar, eenmaal verlengbaar met een jaar”.

2 annexes / 2 bijlagen

BESTEK_NL_Modif.pdf, CSC_FR_1_Modif.pdf

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 al.1 et 119 al.2 de la nouvelle loi communale ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;
Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;
Vu la délibération du conseil communal adoptant le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides en sa séance du 23 mai 2018 ;
Considérant que la Commune soutient depuis 2014 les activités de l'école du Cirque autour de la journée sans voiture ;
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, prise en séance du 13 décembre 2002, par laquelle il décide «de participer à l'organisation, au moins une fois par an, d'une journée durant laquelle la circulation est interdite sur l'ensemble du territoire de la Région »;
Vu la décision du Conseil du 29 mai 2024 marquant son accord de principe sur l'organisation de la « journée sans voiture » du dimanche 22 septembre 2024;
Considérant que l'objectif de l'opération était de sensibiliser la population aux nuisances générées par la pression automobile, aux modes de déplacements alternatifs à la voiture, et se voulait aussi le vecteur d'une amélioration de la qualité de la vie en ville;
Considérant que la « journée sans voiture » était l'occasion de mettre en valeur les mobilités alternatives à la voiture individuelle notamment par l'organisation d'évènements festifs investissant l'espace public;
Vu l'organisation, à cette occasion, par l'Ecole de Cirque de Bruxelles en collaboration avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, de l'évènement « Embarquement immédiat »;
Considérant que lors de cet évènement, des animations, des concerts et fanfares ainsi que des spectacles de cirque à destination de tout public ont été organisés;
Considérant que cet évènement s'est déroulé dans la rue Picard, dans le quartier Maritime;
Considérant le succès rencontré par l'évènement, comme lors des éditions précédentes;
Considérant que l'Ecole de Cirque de Bruxelles a pris en charge la coordination de l'évènement avec ses partenaires ainsi que les associations, habitants et commerçants du quartier, engendrant des frais pour un montant de 2.455,00 €;
Considérant que la commune prend en charge les frais de cette collaboration, au travers d'un subside ponctuel, et que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4100/332-02 (Mobilité – Subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2024;
Considérant que ce montant peut être versé sur le compte BE73 0682 1977 6260 dont le titulaire est Madame Teresa Fajardo Padron, directrice de l'Ecole de Cirque de Bruxelles asbl (n° d'entreprise: BE 0458.811.879), ayant son siège rue Picard 3 à 1000 Bruxelles;
Considérant que le service des Evènements a pris en charge la coordination logistique et les mesures relatives à la circulation autour du pôle d'activités, en collaboration avec la police et les services communaux concernés;

DECIDE:

Article unique:

D'accorder un subside de 2.455,00 € afin de prendre en charge les frais de l'Ecole de Cirque de Bruxelles relatifs à l'organisation, en collaboration avec la Commune, de l'évènement « Embarquement Immédiat » qui s'est déroulé le 22 septembre 2024, sur l'article 4100/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

Mobiliteit - Autoloze zondag 2024 - Financiële steun aan de Circusschool - Onmiddellijke Inscheping.

DE RAAD,

Gelet op de artikels 117, lid 1 en 119, lid 2 vande nieuwe gemeentewet ;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de contrôle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies ;
Gelet op de circulaire van 30 november 2006 houdende de wet van 14 november 1983 betreffende het toezicht op de toekenning en het gebruik van de door de gemeenten toegekende subsidies ;
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad tot vaststelling van het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies in zijn vergadering van 23 mei 2018 ;

Overwegende dat de gemeente sinds 2014 de activiteiten van de Circusschool rond de autoloze dag ondersteunt ;

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen, genomen in zijn vergadering van 13 december 2002, waarbij werd besloten « ten minste éénmaal per jaar deel te nemen aan de organisatie van een dag waarop het verkeer op het gehele grondgebied van het Gewest verboden is » ;

Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 29 mei 2024 tot een principeakkoord over de organisatie van de « autovrije dag » op zondag 22 september 2024 ;

Overwegende dat de actie tot doel had de bevolking bewust te maken van de overlast die wordt veroorzaakt door de druk van de auto, van alternatieve vervoerswijzen voor de auto, en tevens bedoeld was als vector voor de verbetering van de levenskwaliteit in de stad ;

Overwegende dat de « autovrije dag » een gelegenheid was om alternatieve mobiliteit voor de privéauto onder de aandacht te brengen, met name door de organisatie van feestelijke evenementen die de openbare ruimte overnemen ;

Gelet op de organisatie, bij deze gelegenheid, door de Brusselse Circusschool in samenwerking met de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, van het evenement « Onmiddellijke Inscheping »

Overwegende dat tijdens dit evenement animaties, concerten en fanfares evenals circusvoorstellingen voor alle doelgroepen werden georganiseerd ;

Overwegende dat evenement heeft plaatsgevonden in de Picardstraat, in de Maritiemwijk ;

Overwegende het succes van het evenement, net als tijdens de voorgaande edities ;

Overwegende dat de Brusselse Circusschool de coördinatie van het evenement op zich heeft genomen met haar partners en met de verenigingen, bewoners en winkeliers van de wijk, wat kosten met zich meebrengt voor een bedrag van 2.455,00 € ;

Overwegende dat de gemeente de kosten van deze samenwerking dekt, door middel van een pontuele subsidie, en dat de nodige kredieten zijn opgenomen in het artikel 4100/332-02 (Mobiliteit – Subsidies van organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2024 ;

Overwegende dat dit bedrag kan gestort worden op de rekening BE73 0682 1977 6260 waarvan Mevrouw Teresa Fajardo Padron, directrice van de vzw Circusschool van Brussel (ondernemingsnummer : BE 0458.811.879), met maatschappelijke zetel in de Picardstraat 3 te 1000 Brussel, houder is ;

Overwegende dat de dienst Evenementen in samenwerking met de politie en de betrokken gemeentelijke diensten de logistieke coördinatie en maatregelen met betrekking tot het verkeer rond het cluster van activiteiten heeft overgenomen ;

BESLIST:

Enig artikel:

Een subsidie toe te staan van 2.455,00 € ter dekking van de kosten van de Brusselse Circusschool met betrekking tot de organisatie, in samenwerking met de gemeente, van het evenement « Onmiddellijke Inscheping » dat plaatsvond op 22 september 2024, op het artikel 4100/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024.

20 **Action Sociale - Subsidies aux Organismes - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;

Prend connaissance :

1) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date

du 19/09/2024 :

Asbl « Cercle Royal des Anciens 13 »	1.000,00 EUR
Vzw « De Welvaartkapoen »	800,00 EUR
Asbl « EOP »	500,00 EUR
Asbl « Molenrom »	600,00 EUR
Vzw « Accolage »	800,00 EUR

2) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 26/09/2024 :

Asbl « La Chaîne de l'Amitié »	7.000,00 EUR
--------------------------------	--------------

3) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 17/10/2024 :

Vriendenbond « Herman Teirlinck »	800,00 EUR
Vriendenbond « De Grijsze Geuzen »	800,00 EUR
Asbl « Amicale des pensionnés Socialiste »	5.000,00 EUR
CCCA	1.500,00 EUR
Asbl « Papy Boom »	3.000,00 EUR
Asbl « Le Centre Arnaud Fraiteur »	1.000,00 EUR
Asbl « La Cité Joyeuse »	1.000,00 EUR
Asbl « Entraide et Solidarité »	600,00 EUR
Asbl « Trait D'Union »	1.000,00 EUR
Vzw « Zonnelied »	400,00 EUR

4) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 24/10/2024 :

Asbl « Echos & Ricochets »	500,00 EUR
----------------------------	------------

5) Des subventions de fonctionnement octroyées par décision du Collège Echevinal en date du 07/11/2024 :

Asbl « SUSA – Bruxelles »	1.000,00 EUR
Asbl « Lumina »	1.200,00 EUR
Asbl « Service de Santé Mentale – D'Ici et d'Ailleurs »	1.500,00 EUR
La Croix Rouge de Belgique	5.500,00 EUR

Sociale Actie - Subsidies aan instellingen - Kennismaking.

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 2° van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad tot aanname van het reglement betreffende de toekenning van subsidies in zijn zitting van 23/05/2018;

Gelet op de wet van 14 november 1983, betreffende de controle op de toekenning en op aanwending van sommige toelagen;

Neemt kennis:

1) van de beslissing van het Schepencollege van 19/09/2024 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

Asbl « Cercle Royal des Anciens 13 »	1.000,00 EUR
Vzw « De Welvaartkapoen »	800,00 EUR
Asbl « EOP »	500,00 EUR
Asbl « Molenrom »	600,00 EUR
Vzw « Accolage »	800,00 EUR

2) van de beslissing van het Schepencollege van 26/09/2024 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

Vzw « De Vriendschapschakel »	7.000,00 EUR
-------------------------------	--------------

3) van de beslissing van het Schepencollege van 17/10/2024 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

Vriendenbond « Herman Teirlinck »	800,00 EUR
Vriendenbond « De Grijze Geuzen »	800,00 EUR
Asbl « Amicale des pensionnés Socialiste »	5.000,00 EUR
GARS	1.500,00 EUR
Asbl « Papy Boom »	3.000,00 EUR
Asbl « Le Centre Arnaud Fraiteur »	1.000,00 EUR
Asbl « La Cité Joyeuse »	1.000,00 EUR
Asbl « Entraide et Solidarité »	600,00 EUR
Asbl « Trait D'Union »	1.000,00 EUR
Vzw « Zonnelied »	400,00 EUR

4) van de beslissing van het Schepencollege van 24/10/2024 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

Asbl « Echos & Ricochets »	500,00 EUR
----------------------------	------------

5) van de beslissing van het Schepencollege van 07/11/2024 betreffende de werkingssubsidies toegekend aan:

Asbl « SUSA – Bruxelles »	1.000,00 EUR
Asbl « Lumina »	1.200,00 EUR
Asbl « Service de Santé Mentale – D'Ici et d'Ailleurs »	1.500,00 EUR
La Croix Rouge de Belgique	5.500,00 EUR

21 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur El Bouazzati, Conseiller communal PTB, relative au tarif de nuit de l'électricité - Report du 25/09/2024 - Report du 16/10/2024.**

LE CONSEIL,

Considérant que le tarif de nuit est de 22h à 7h qui est un horaire où beaucoup dorment déjà ;
 Considérant que le tarif de nuit n'est plus en phase avec le tarif de jour et qu'il est quasiment au même niveau que le tarif de jour ;
 Considérant que nous, le Conseil, voulons donner une mesure significative pour alléger nos factures de l'électricité ;

DÉCIDE :

Article unique :

De demander à Sibelga d'allonger la durée du tarif de nuit de 20h00 à 8h00 et de diminuer le tarif de nuit de manière cohérente par rapport au tarif de jour. Merci pour vos votes POSITIFS qui pourront aider et améliorer la facture énergétique de BEAUCOUP de Molenbeekois, voir même beaucoup de BRUXELLOIS!

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer El Bouazzati, Gemeenteraadslid PTB, over het nachtelijk elektriciteitstarief - Uitsstel van 25/09/2024 - Uitsstel van 16/10/2024.

22 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal NVA, concernant les conditions des centres de traitement des drogues - Report du 16/10/2024.**

LE CONSEIL,

We krijgen van veel inwoners en handeldzaken bezorgde vragen over hoe het staat met het geplannedruggebruikerscentrum aan Ribaucourt in het voormalige Sunrise hotel. We staan onder meer incontact met feitelijke vereniging voor winkels, bedrijven en verenigingen op de as Leopold II-laan –Ribaucourt en omgeving. Zij hebben via een schriftelijke en elektronische petitie honderdenhandtekeningen verzameld van mensen die de locatie ongeschikt vinden. Een medisch drugscentrum kan deel van de oplossing zijn voor het drugprobleem in de wijk, maar als N-VA vinden we de gekozen locatie allesbehalve ideaal: tientallen scholen en kinderdagverblijven liggen er in de buurt, winkels, musea, bibliotheken, gebedshuizen en niet te vergeten is dit de meest dichtbevolkte wijk van België. Er is aan Ribaucourt veel activiteit en passage, waardoor we ook vrezen dat sommige gebruikers misschien enige schroom ondervinden om het centrum te betreden en hulp zoeken, uit vrees omgezien en herkend te worden. Daarom willen we met een motie enkele voorwaarden vastleggen die vervuld moeten zijn om eendergelijk centrum te openen. Op die manier is het niet onmogelijk om een centrum te openen in onze gemeente en zorgen we ervoor dat dit op een plaats gebeurt waar een dergelijk project het minste overlast voor de buurt veroorzaakt en dat gebruikers in alle rust en publieke anonimiteit het centrum kunnen betreden, alsook de correcte begeleiding krijgen om uit hun situatie te geraken. Als we zien hoe dat het Gate-project in Stad Brussel georganiseerd is volgens de gewestelijke ordonnantie, dan maken wij ons als N-VA grote zorgen. Volgens de ordonnantie komt het Gateproject neer op een spuitruimte met een draaideur systeem. Er is geen verplichte registratie van de gebruikers en is geen verplichte opvolging. Tijdens de gemeenteraad van juni, zei de burgemeester dat minister Maron het centrum aan Ribaucourt een 'Gate light' had genoemd. Met een ordinairespuitruimte kunnen wij niet akkoord gaan. Met deze motie willen wij extra voorwaarden vastleggen die ervoor zorgen dat, indien er in Molenbeek een centrum komt, dat er wel nodige begeleiding is voor de gebruikers en dat ze geholpen worden om uit hun problematiek te geraken. Ook moeten we er als gemeente op toezien een dergelijk centrum geen drugsdealers aantrekt en dat we samen met politie en justitie zorgen voor een absolute nultolerantie. Met deze motie kan een centrum dus, maar het zal aan onze voorwaarden zijn. Voorwaarden die zorgen voor veiligere buurten en tegelijk zorgen dat mensen met een verslavingsproblematiek de nodige begeleiding krijgen. Besluit De gemeente Sint-Jans-Molenbeek keurt een vergunning voor het openen en uitbaten van een medisch drugscentrum goed indien aan de volgende voorwaarden voldaan is: • De minimale afstand van het centrum tot scholen, kinderdagverblijven, jeugdhuizen, lokalen van jeugdverenigingen en gebedshuizen dient 250 meter te zijn. • Het centrum dient in een vrijstaand gebouw gevestigd te zijn waar op hetzelfde moment geen residentiële of commerciële activiteiten doorgaan. • De toegang tot het centrum voor gebruikers dient zo geplaatst te zijn dat deze niet zichtbaar is vanuit het omliggende publieke domein of zichtbaar vanaf een omliggend privédomein, dit om de publieke anonimiteit van de gebruikers te garanderen. • Elke gebruiker dient zich verplicht te identificeren en registreren bij aankomst in het centrum. De identiteit is enkel bekend aan het centrum en valt onder de geheimhoudingsplicht. • Indien een gebruiker in het centrum, fysiek of verbaal geweld gebruikt tegen personeel, hulpverleners of andere gebruikers, vervalt de geheimhoudingsplicht en wordt de identiteit kenbaar gemaakt aan politie en justitie. • Elke gebruiker moet verplicht binnen de 72 uur na aankomst met een zorgverlener of sociaalassistent gesproken hebben. Binnen de 15 dagen na het

gesprek, dient de gebruiker in een zorgtraject gestapt te zijn. Indien deze stappen niet gezet zijn, mag de gebruiker geen toegang meer hebben tot de faciliteiten van het centrum. • De minimale afstand tot CBD-winkels of andere handelszaken die CBD-producten verkopen, met uitsluiting van apotheken, dient minimaal 500 meter te zijn. • Het centrum werkt samen met de gemeente, de politiezone en het openbaar ministerie om elke vorm van drugverkoop en openbaar druggebruik in een straal van 500 meter rond het centrum hard aan te pakken. • Geopende centra die niet aan bovenstaande punten voldoen, worden op bevel van de burgemeester gesloten. Dit besluit gaat in op 1 december 2024.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Bijmens, Gemeenteraadslid NVA, over voorwaarden medisch drugscentrum - Uitsstel van 16/10/2024.

DE RAAD,

Nous recevons des questions inquiètes de nombreux habitants et entreprises sur le statut du projet de centre pour toxicomanes à Ribaucourt, dans l'ancien hôtel Sunrise. Nous sommes en contact avec l'association de fait des commerces, entreprises et associations de l'axe boulevard Léopold II - Ribaucourt et les environs. Ils ont collecté des centaines de signatures de personnes jugeant le lieu adapté grâce à une pétition écrite et électronique. Un centre de traitement des drogues peut faire partie de la solution au problème de la drogue dans le quartier, mais en tant que N-VA, nous trouvons l'emplacement choisi tout sauf idéal : des dizaines d'écoles et de crèches se trouvent à proximité, des magasins, des musées, des bibliothèques, lieux de culte et, enfin, c'est le quartier le plus densément peuplé de Belgique. Il y a beaucoup d'activité et de passage à Ribaucourt, ce qui fait également craindre que certains usagers éprouvent une certaine hésitation à entrer dans le centre et à demander de l'aide, de peur d'être vus et reconnus. C'est pourquoi nous aimerions, par une motion, établir certaines conditions qui doivent être remplies pour ouvrir un tel centre. De cette manière, il n'est pas impossible d'ouvrir un centre dans notre commune et nous veillons à ce que cela se fasse dans un endroit où un tel projet cause le moins de désagréments au quartier et que les utilisateurs puissent entrer dans le centre en toute tranquillité et dans l'anonymat public, ainsi que de recevoir les bons conseils pour sortir de leur situation. Lorsque nous voyons comment le projet Gate de la Ville de Bruxelles est organisé conformément à l'ordonnance régionale, nous, en tant que N-VA, sommes très inquiets. Selon l'ordonnance, le projet Gate consiste en une salle de pulvérisation avec un système de portes tournantes. Il n'y a pas d'enregistrement obligatoire des utilisateurs ni de suivi obligatoire. Lors du conseil communal de juin, le bourgmestre a déclaré que le ministre Maron avait qualifié le centre de Ribaucourt un « Gatelight ». Nous ne pouvons pas être d'accord avec une salle de pulvérisation ordinaire. Avec cette proposition, nous voulons poser des conditions supplémentaires qui garantiront que, si un centre est créé à Molenbeek, il y ait l'accompagnement nécessaire pour les utilisateurs et qu'ils soient aidés à résoudre leurs problèmes. En tant que commune, nous devons également veiller à ce qu'un tel centre n'attire pas les trafiquants de drogue et que nous, avec la police et la justice, appliquions une tolérance zéro absolue. Donc, avec cette motion, un centre le peut, mais ce sera selon nos conditions. Des conditions qui garantissent des quartiers plus sûrs tout en garantissant que les personnes souffrant de problèmes de dépendance reçoivent les conseils nécessaires. Décision La commune de Molenbeek-Saint-Jean délivre une autorisation d'ouverture et d'exploitation d'un centre de traitement de drogues si les conditions suivantes sont remplies : • La distance minimale du centre aux écoles, garderies, maisons de jeunes, locaux d'associations de jeunesse et lieux de culte doit être de 250 mètres. • Le centre doit être situé dans un immeuble isolé où aucune activité résidentielle ou commerciale ne se déroule en même temps. • L'accès au centre pour les utilisateurs doit être situé de telle manière qu'il ne soit pas visible depuis le domaine public environnant ni visible depuis un domaine privé environnant, afin de garantir l'anonymat public des utilisateurs. • Chaque utilisateur doit s'identifier et s'inscrire dès son arrivée au centre. L'identité n'est connue que du centre et est soumise à la confidentialité. • Si un usager du centre use de violence physique ou verbale contre le personnel, les prestataires de soins ou d'autres usagers, l'obligation de confidentialité cessera et son identité sera portée à la connaissance de la police et de la justice. • Chaque usager doit avoir parlé à un prestataire de soins ou à une assistante sociale dans les 72 heures suivant son arrivée. L'utilisateur doit avoir inscrit un programme de soins dans les 15 jours suivant la conversation. Si ces démarches n'ont pas été

effectuées, l'utilisateur pourrait ne plus avoir accès aux installations du centre. • La distance minimale des magasins CBD ou autres entreprises vendant des produits CBD, à l'exclusion des pharmacies, doit être d'au moins 500 mètres. • Le centre travaille en collaboration avec la commune, la zone de police et le parquet pour réprimer toute forme de vente de drogue et de consommation publique de drogue dans un rayon de 500 mètres autour du centre. • Les centres ouverts qui ne répondent pas aux points ci-dessus seront fermés sur arrêté du bourgmestre. Cette décision prendra effet le 1^{er} décembre 2024.

23 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal NVA, concernant le sous-titrage et la traduction simultanée de la diffusion vidéo du conseil communal.**

LE CONSEIL,

Vandaag leg ik een motie voor om de videofeed van de gemeenteraden live te laten ondertitelen. Met AI is dat tegenwoordig mogelijk en hier bestaan programma's voor. Op deze manier kunnen inwoners die doof of slechthorend zijn van thuis uit de gemeenteraad live volgen. De implementatie van deze technologie laat ook toe om live een vertaling naar de andere landstaal te voorzien. Ik kreeg van inwoners die thuis volgen geregeld te horen dat ze het jammer vonden dat ze me niet konden verstaan en dat er geen vertaling voorzien was. Zo komen we ook tegemoet aan de burger die de andere landstaal niet machtig is. Artikel 9 van het reglement van de gemeenteraad stelt dat er een simultaanvertaling ter beschikking wordt gesteld voor openbare zittingen. Een live vertaling door AI, zou dus een win voor de gemeente zijn, want indien er een gemeenteraadslid vraagt naar simultaanvertaling, dient men daarop in te gaan, dienen er twee tolken opgeroepen te worden die heel de avond aanwezig zijn, plus heel de apparatuur die ervoor nodig is. Hier is een heel hoge kost aan verbonden. Zo vroeg zelfs een schepen mij, toen ik hier net gestart was, dat ik een tolk moest aanvragen. Ik had echter geen tolknodig, hij wel, maar hij wou vanwege de hoge kosten niet diegene zijn die het aanvraagde. Men zou één of twee schermen voor het college kunnen plaatsen met enkel de live tekst en op het grote scherm achter het college ook de tekst weergeven de gemeenteraadsliden. Dit zou de Nederlandstalige gemeenteraadsliden misschien aanzetten om hun eigen taal te gebruiken. Want momenteel doet men quasi alles in het Frans omdat het anders, excuses voor de uitdrukking, in dovemansoren terecht komt vanwege de lage tweetaligheid onder het college en de gemeenteraadsliden. Met deze motie wordt het volgen van de gemeenteraad toegankelijker voor doven, slechthorenden en voor mensen zonder kennis van de andere landstaal. Met deze motie spaart de gemeente ook geld uit door het niet meer hoeven in te zetten van live tolken en de hele apparatuur die hiermee gepaard gaat en vervult ze ook artikel 9 van het reglement van de gemeenteraad. Besluit De gemeenteraad besluit het volgende: • De gemeenteraden die live worden uitgezonden, worden voorzien van een live ondertiteling en vertaling naar de andere landstaal dan die er op dat moment gesproken wordt. • De gemeenteraad geeft opdracht aan de administratie om op zoek te gaan naar geschikte programma's die met de hand van artificiële intelligentie live ondertiteling en vertaling kunnen weergeven. De administratie legt ten minste 3 programma's voor aan het college van burgemeester en schepenen. • Het college maakt de keuze uit het aanbod en houdt rekening met de kwaliteit (snelheid, weergave en correctheid van de tekst) en kostprijs om een goed geïnformeerde beslissing te maken. • De technologie wordt na deze beslissing zo snel mogelijk uitgerold en gebruikt bij toekomstige gemeenteraden.

Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Bijmens, Gemeenteraadslid NVA, over simultaan ondertiteling en vertaling videofeed van de gemeenteraad.

DE RAAD,

Je dépose aujourd'hui une motion pour que la diffusion vidéo des conseils communaux soit sous-titrée en direct. C'est désormais possible grâce à l'IA et il existe des programmes pour cela. Ainsi, les habitants sourds ou malentendants peuvent suivre le conseil communal en direct depuis chez eux. La mise en

oeuvre de cette technologie permet également de fournir une traduction en direct vers l'autre langue nationale. Les résidents qui suivaient à la maison me disaient régulièrement qu'ils étaient désolés de ne pas me comprendre et qu'aucune traduction n'était assurée. De cette manière, nous nous adressons également aux citoyens qui ne parlent pas l'autre langue nationale. L'article 9 du règlement du conseil communal précise qu'une traduction simultanée doit être mise à disposition pour les séances publiques. Une traduction en direct par AI serait donc une victoire pour la commune, car si un conseiller demande une traduction simultanée, il doit y répondre, deux interprètes doivent être appelés pour être présents toute la soirée, plus tout le matériel nécessaire. Cela a un coût très élevé. Par exemple, lorsque j'ai débuté ici, un échevin m'a même demandé de demander un interprète. Cependant, je n'avais pas besoin d'un interprète, il en avait besoin, mais il ne voulait pas que ce soit lui qui en fasse la demande en raison des coûts élevés. Un ou deux écrans pourraient être placés devant le collège avec uniquement le texte en direct et les membres du conseil afficheraient également le texte sur le grand écran derrière le collège. Cela pourrait encourager les conseillers néerlandophones à utiliser leur propre langue. Parce qu'actuellement presque tout se fait en français car sinon, désolé pour l'expression, elle tomberait dans l'oreille d'un sourd en raison du faible niveau de bilinguisme du collège et des membres du conseil. Cette motion rend le suivi du conseil communal plus accessible aux sourds, malentendants et aux personnes pas en connaissant de l'autre langue nationale. Avec cette motion, la commune réalise également des économies en n'ayant plus besoin de recourir à des interprètes live et à tout le matériel qui va avec et elle respecte également l'article 9 du règlement du conseil communal.

Décision Le conseil communal décide ce qui suit :

- Les conseils communal retransmis en direct sont sous-titrés en direct et traduits dans la langue nationale autre que celle parlée à ce moment-là.
- Le conseil communal charge l'administration de rechercher des programmes appropriés capables d'afficher des sous-titres en direct et des traductions grâce à l'intelligence artificielle. L'administration soumet au moins 3 programmes au collège de bourgmestre et échevins.
- Le collège fait son choix parmi l'offre et prend en compte la qualité (rapidité, présentation et exactitude du texte) et le prix de revient pour prendre une décision éclairée.
- Après cette décision, la technologie sera déployée le plus rapidement possible et utilisée dans les futurs conseils communal.

24 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal indépendant, relative à l'absence de repas halal et végétariens au centre de rencontre Lemaire - Report du 25/09/2024 - Report du 16/10/2024.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation suivante :

Je souhaite aujourd'hui attirer votre attention sur une situation préoccupante au Centre de Rencontre Lemaire, financé par des fonds publics via le CPAS de Molenbeek. Ce centre, censé être un lieu d'inclusion et d'accueil pour tous, ne propose actuellement ni repas halal, ni repas végétariens, ce qui prive de nombreux citoyens de la possibilité de s'y nourrir de manière conforme à leurs convictions alimentaires et religieuses.

Je tiens à rappeler que le CPAS, en charge de la gestion de ce centre, est sous tutelle de la commune. Par conséquent, la commune peut rappeler à ce type de structure qu'il faut répondre aux besoins de tous ses usagers, sans discrimination. En tant qu'institution publique, le CPAS a le devoir de respecter la diversité de notre population, et d'agir en conséquence pour offrir des services adaptés.

Je trouve inadmissible qu'en 2024, dans une commune aussi riche de sa diversité culturelle et religieuse que Molenbeek, nous soyons confrontés à une telle situation d'exclusion. Offrir des repas halal et végétariens dans ce type d'établissement est une question de respect fondamental et d'égalité.

Je demande donc des réponses claires à ces questions :

1. *Pourquoi le CPAS, sous la tutelle de la commune, n'a-t-il pas veillé à ce que le Centre de Rencontre Lemaire propose des repas halal et végétariens ?*
2. *Quelles actions concrètes la commune et le CPAS comptent-ils prendre pour résoudre cette situation et garantir que des repas adaptés aux besoins de tous les usagers soient rapidement mis en place ?*
3. *Quel est le délai prévu pour la mise en œuvre de ces mesures ?*

Je vous remercie d'avance pour vos réponses, et je vous invite à agir rapidement afin de rectifier cette situation inacceptable et de garantir un accueil véritablement inclusif pour tous les citoyens de Molenbeek.

Rachid Ben Salah

Gemeentelijk Secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, onafhankelijk gemeenteraadslid, met betrekking tot het ontbreken van halal en vegetarische maaltijden in vergadercentrum Lemaire - Uitstel van 25/09/2024 - Uitstel van 16/10/2024.

25 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal NVA, concernant l'affaissement de l'avenue Mahatma Gandhi.

LE CONSEIL,

Tot augustus 2023 passeerde ik dagelijks tweemaal in de Mahatma Gandhilaan om mijn kindje af te zetten of op te halen van het kinderdagverblijf in Comenius. Toen had ik al gezien dat er ter hoogte van de ingang van het Sippelbergstadion een wegverzakking was. Deze was vrij snel afgezet met nadarhekken. Momenteel, we zijn meer dan een jaar later, staan die hekken daar nog en is er nog niets ondernomen aan die wegverzakking. Mijn vraag aan het college: Wat gebeurt er hier? Waarom duurt dit zo lang? Wanneer staat er iets gepland dat op een interventie lijkt?

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Bijmens, Gemeenteraadslid NVA, over wegverzakking Mahatma Gandhilaan.

DE RAAD,

Jusqu'en août 2023, je passais l'avenue Mahatma Gandhi deux fois par jour pour déposer ou récupérer mon enfant à la crèche de Comenius. Ensuite, j'avais déjà vu qu'il y avait un affaissement de la route près de l'entrée du stade Sippelberg. Celui-ci a été rapidement bouclé par des barrières. Actuellement, plus d'un an plus tard, ces barrières sont toujours là et rien n'a été fait pour remédier à l'affaissement de la route. Ma question au conseil : que se passe-t-il ici ? Pourquoi est-ce que cela prend autant de temps ? Quand est-il prévu quelque chose qui ressemble à une intervention ?

26 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal NVA, concernant l'état de la rue de l'Avenir.

LE CONSEIL,

Ik merk het volgende op wanneer ik in de Toekomststraat passeer: • Deze straat is nog maar enkele jaren geleden heraangelegd, maar op verschillende plaatsen bladert het asfalt weg en liggen er klinkers en tegels los. • Op deze straat is geen parkeermogelijkheid. Maar op verschillende plaatsen zijn verdwenen, omgereden of doelbewust weggehaald, en staan er geregeld auto's geparkeerd, vooral in de buurt van de moskee en de school. • Deze straat is een schoolstraat, maar ik stel vast dat de

permanente slagboom gesaboteerd is en daarom niet meer in functie is. Deze situatie is al meer dan een jaar zo. Daarom de volgende vragen aan het college: • Hoe komt het dat op een recent heraangelegde straat het asfalt loskomt en dat er klinkers losliggen? Mij lijkt het dan dat de kwaliteit van de heraanleg ondermaats was. Kan dit eventueel verhaald worden op de aannemer of kan die verplicht worden dit gratis te herstellen? • Op welke termijn worden de verdwenen paaltjes vervangen? Krijgen de fout geparkeerde auto's een boete? • Dat de schoolstraat doelbewust gevisieerd wordt door vandalen is ontoelaatbaar. Ik vraag zo snel mogelijk de reparatie van de slagboom en dat men in de toekomst sneller ingrijpt!

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Bijmens, Gemeenteraadslid NVA, over infrastructuur Toekomststraat.

DE RAAD,

Je remarque ce qui suit lorsque je passe dans la rue de l'Avenir : • Cette rue a été réaménagée il y a seulement quelques années, mais à plusieurs endroits l'asphalte s'écaille et les clins et tuiles se détachent. • Il n'y a pas de stationnement dans cette rue. Mais en divers endroits, ils ont disparu, ont été détournés ou délibérément enlevés, et des voitures sont régulièrement garées, notamment à proximité de la mosquée et de l'école. • Cette rue est une rue scolaire, mais je constate que la barrière permanente a été sabotée et n'est donc plus en fonction. Cette situation dure depuis plus d'un an. Par conséquent, les questions suivantes pour le collège : • Pourquoi l'asphalte d'une rue récemment réaménagée se détache-t-il et les pavés se détachent-ils ? Il me semble que la qualité de la reconstruction était médiocre. Peut-il éventuellement être récupéré auprès de l'entrepreneur ou peut-il être obligé de le réparer gratuitement ? • Quand les postes manquants seront-ils remplacés ? Les voitures stationnées illégalement seront-elles condamnées à une amende ? • Il est inacceptable que la rue de l'école soit délibérément la cible de vandales. Je demande que la barrière soit réparée au plus vite et qu'ils interviennent plus rapidement à l'avenir !